

CONDITIONS GÉNÉRALES
DE VENTE 2016

ASSURANCE AUTO PREMIUM

Réf. A.Prem 04.2016



L'assurance en plus facile.

Introduction

Les conditions particulières précisent la société retenue pour la couverture de chacun des contrats.

Raisons sociales et mentions légales des sociétés d'assurances pouvant couvrir les risques :

ACE European Group Ltd, succursale en France de la société de droit anglais ACE European Group Ltd (société au capital de 544.741.144 £ enregistrée au registre de commerce et des compagnies de l'Angleterre et du Pays de Galles sous le numéro : 1112892) ayant son siège sis Le Colisée 8, avenue de l'Arche - 92419 COURBEVOIE Cedex 450 327 374 R.C.S. Nanterre

L'ÉQUITE, SA au capital de 22 469 320 euros. Entreprise régie par le code des assurances - 572 084 697 RCS Paris.
Siège social : 2 rue Pillet-Will 75009 Paris. Société appartenant au Groupe Générali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 26.

SOLUCIA, entreprise régie par le code des assurances, Société Anonyme au capital de 7 500 000 €. RCS Paris 481 997708 -Siège social : 3, boulevard Diderot - CS 31246 - 75590 PARIS Cedex 12

INTER PARTNER ASSISTANCE (IPA) succursale pour la France, situé 6 rue André Gide, 92320 Châtillon, inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 316 139 500, SA de droit belge au capital de 11 702 613 euros, entreprise d'assurance agréée par la Banque Nationale de Belgique (BNB) sous le n° 0487, immatriculé au Registre des Personnes morales de Bruxelles sous le numéro 415 591 055 dont le siège est situé 166 avenue Louise – 1050 Ixelles – Bruxelles Capitale – Belgique INTER PARTNER Assistance agit sous la marque AXA Assistance.

Conditions Particulières

Elles précisent notamment :

- Les noms et prénoms des Souscripteur, conducteur(s) habituel(s) et titulaire de la carte grise.
- Les éléments d'identification du véhicule assuré : marque, puissance, numéro d'immatriculation...
- Ses moyens de protection contre le vol.
- Les conditions de son utilisation : numéro de la clause définissant son usage et, le cas échéant, des autres clauses donnant toutes précisions nécessaires sur sa circulation ou ses conditions de garantie.
- Les garanties accordées, leurs montants et les franchises éventuelles.
- Le montant des cotisations et leur(s) date(s) d'échéance.
- La durée du contrat.

Sommaire

Pages

Introduction	1
Conditions Particulières	1
Sommaire	2
Glossaire	4
TITRE I : le contrat automobile	6

1. Objet et Etendue de l'assurance **6**

Article 1 - Énumération des garanties pouvant être accordées	6
Article 2 - Étendue territoriale des garanties	6

2. Exposé des garanties **6**

Article 3 - Garantie de la responsabilité civile (risque A)	6
Article 4 - Garantie des dommages subis par le véhicule assuré	7
1. Dommages Tous Accidents (avec ou sans collision) (risque B)	7
2. Dommages - Collision (risque C)	7
3. Bris des glaces (risque D)	7
4. Vol (risque E)	7
5. Incendie - Explosion - Tempête (risque F)	8
6. Indemnisation des dommages subis par le véhicule assuré acquis en LOA ou LLD (risque B, C, E, F)	8
7. Garanties annexes (Catastrophes Naturelles, Catastrophes Technologiques et Attentats)	8
Article 5 - Défense Pénale et Recours suite à un accident (risque G)	9

3. Exclusions **10**

Article 6 - Exclusions s'appliquant à la garantie de la responsabilité civile (risque A)	10
Article 7 - Exclusions s'appliquant aux autres garanties que celles de la responsabilité civile	11

4. Formation et durée du contrat **12**

Article 8 - Date d'effet	12
Article 9 - Durée du contrat - Tacite reconduction	13
Article 10 - Résiliation du contrat	13
Article 11 - Transfert de propriété du véhicule assuré	14
Article 12 - Suspension des effets du contrat	14
Article 13 - Restitution des documents d'assurance	14

5. Obligations du souscripteur	14
Article 14 - Déclarations concernant le risque et ses modifications	14
Article 15 - Paiement des cotisations	15
Article 16 - Obligations en cas de sinistre	16
Article 17 - Sauvegarde des droits de la Compagnie - Subrogation	16
6. Obligations de la compagnie	17
Article 18 - Montant de la garantie	17
Article 19 - Procédure et expertise contradictoire	18
Article 20 - Délais de règlement	18
7. Conditions diverses	18
Article 21 - Loi applicable - Tribunaux compétents - Langue utilisée	18
Article 22 - Prescription	18
Article 23 - Informatique et Libertés (Loi du 6 janvier 1978)	19
Article 24 - Examen des réclamations et procédure de médiation	19
Article 25 - Autorité de contrôle	20
Article 26 - AGIRA	20
Article 27 - Démarchage en assurances : Faculté de renonciation (article L112-9 du Code des assurances)	20
Article 28 - Vente à distance	20
Fiche d'information relative au fonctionnement des garanties « responsabilité civile » dans le temps	21
8. Clause de Réduction - Majoration	23
9. Risque A - Garanties complémentaires	25
10. Clausier véhicules à 4 roues	27
TITRE II : les contrats annexes	28
1. Le contrat Protection Juridique Automobile	28
2. Le contrat Protection du conducteur	31
3. Le contrat Assurcotisation	33
4. Le contrat Assistance	38

Glossaire

Pour l'application du présent contrat, il faut entendre par :

A

ACCESSOIRE

Tout élément d'enjolivement (y compris les peintures publicitaires), d'amélioration, d'agrément ou de sécurité, non essentiel au fonctionnement du véhicule assuré, et fixé ou non à demeure dans ou sur ledit véhicule :

- ne figurant pas au catalogue des options du constructeur et livré avec le véhicule assuré,
OU
- installé après la livraison du véhicule assuré.

ACCIDENT

Tout événement non intentionnel, imprévu et extérieur à la victime ou au véhicule assuré, constituant la cause de dommages corporels, matériels ou immatériels au sens de l'article R211-5 du Code des assurances.

ASSURÉ

Le Souscripteur du contrat, le propriétaire et les passagers du véhicule assuré, et toute personne ayant la garde ou la conduite, même non autorisée, du véhicule assuré.

Toutefois, n'ont pas la qualité « d'assuré », lorsque le véhicule assuré leur est confié en raison de leurs fonctions, les professionnels de la réparation, de la vente ou du contrôle de l'automobile, leurs préposés, ainsi que les personnes ayant la garde ou la conduite du véhicule ainsi confié et leurs passagers.

AVANCE

Opération par laquelle l'Assureur consent à faire au Souscripteur une avance de somme d'argent moyennant le paiement d'intérêts.

C

CONDUCTEUR HABITUEL

La personne déclarée comme conduisant le plus souvent le véhicule assuré.

CONDUCTEUR OCCASIONNEL

Toute personne autre que le conducteur habituel conduisant occasionnellement le véhicule assuré.

CONDUCTEUR EXCLUSIF

La ou les personnes déclarées comme étant les seules et uniques à conduire le véhicule assuré.

CONTENU

Les vêtements et objets personnels contenus dans le véhicule assuré **à l'exclusion de l'argenterie, des bijoux, fourrures, billets de banque, titres, espèces, valeurs et marchandises transportées.**

D

DÉCHÉANCE

Perte du droit à garantie résultant de l'inexécution par l'Assuré de ses obligations après la survenance d'un sinistre.

CONDITIONS GÉNÉRALES (Conditions Générales)

Partie du contrat regroupant l'ensemble des garanties et des règles de base de l'assurance édictées notamment par le Code des assurances.

CONDITIONS PARTICULIÈRES (Conditions Particulières)

Partie du contrat décrivant les éléments qui vous sont personnels.

E

ÉLÉMENT DE VÉHICULE

Tout élément ne présentant pas les caractéristiques d'un accessoire, tels que, par exemple : les pneumatiques, les roues du véhicule assuré, son moteur, sa batterie, son volant, ses sièges ou ses éléments de carrosserie.

F

FRANCHISE

Part de l'indemnité restant à la charge de l'Assuré en cas de sinistre et dont le montant est indiqué aux Conditions Particulières.

G

GARAGE PRIVÉ

Garage ou box clos et couvert avec accès privatif protégé par une clé (mécanique, électronique ou électrique, un badge magnétique ou un code).

P

PERTE TOTALE

Elle est matérialisée lorsque le montant de la réparation est supérieur à la valeur du véhicule, appréciée à dire d'expert ou en cas de vol du véhicule non suivi de sa découverte.

COTISATION ; PRIME

Somme payée en contrepartie des garanties accordées par l'Assureur.

S

SINISTRE

Réalisation d'un événement aléatoire susceptible de mettre en jeu la garantie de l'Assureur.

Concernant les garanties de responsabilité civile (article L124-1-1 du Code des assurances) :

- constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant votre responsabilité, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations ;

Glossaire

- le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice des dommages subis par la victime, faisant l'objet d'une réclamation
- un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

SOUSCRIPTEUR (PRENEUR D'ASSURANCE)

La personne désignée sous ce nom aux Conditions Particulières ou toute personne qui lui serait substituée par accord des parties ou du fait du décès du Souscripteur précédent.

T

TENTATIVE DE VOL

On entend par tentative de vol, le commencement d'exécution d'un vol du véhicule assuré interrompu pour une cause indépendante de son auteur, déclaré aux AUTORITÉS de POLICE ou de GENDARMERIE et attesté par le récépissé de dépôt de plainte délivré par ces dernières.

La tentative de vol ou le vol sont établis dès lors qu'est réuni un faisceau d'indices sérieux rendant vraisemblable la tentative de vol ou le vol du véhicule et caractérisant l'intention des voleurs. Elle est constituée notamment par des traces matérielles relevées sur le véhicule (effraction des moyens de fermeture, forçément des organes servant à la mise en route...).

U

USAGE

Utilisation limitative qui est faite du véhicule assuré selon la déclaration du Souscripteur.

V

VALEUR DE REMPLACEMENT À DIRE D'EXPERT

Prix d'un véhicule similaire sur le marché de l'occasion, déterminé par expertise, au jour du sinistre, en tenant compte de toutes les caractéristiques du véhicule, de son état d'entretien et d'usure.

VÉHICULE ASSURÉ

Le véhicule désigné aux Conditions Particulières, d'un poids total en charge inférieur ou égal à 3,5 tonnes ; y compris le système de protection antivol mécanique ou électronique dont il est éventuellement équipé, et ses éléments d'équipement obligatoires, ainsi que ses équipements optionnels figurant au catalogue du constructeur ou de l'importateur. **Le véhicule assuré doit être strictement de série courante avec le moteur standard du constructeur et ne pas avoir subi de transformations ou modifications, notamment en ce qui concerne sa puissance.**

Toute remorque, caravane, appareil terrestre construit en vue d'être attelé, sous réserve des conditions suivantes :

- jusqu'à 750 kg de poids total en charge, la garantie est automatiquement accordée pour les risques « Responsabilité Civile » et « Défense Pénale et Recours suite à un accident » dans les mêmes conditions que pour le véhicule tracteur ; toutefois, vous êtes tenu de communiquer à la Compagnie les caractéristiques de la remorque dont le poids est compris entre 500 et 750 kg dont l'immatriculation légalement différente de celle du véhicule tracteur, doit figurer sur la carte verte ;
- au-delà de 750 kg de poids total en charge, les garanties « Responsabilité Civile » et « Défense Pénale et Recours suite à un accident » ne sont accordés que sous réserve de mention aux Conditions Particulières ;

la non-déclaration de cette remorque constitue une aggravation de risque passible des sanctions prévues aux articles L113-8 (nullité du contrat) et L113-9 (réduction de l'indemnité) du Code des assurances.

En cas d'indisponibilité fortuite du véhicule assuré, les garanties accordées par le présent contrat peuvent être transférées provisoirement sur un véhicule de remplacement, loué ou emprunté par le Souscripteur ou le propriétaire du véhicule assuré.

Cette garantie est étendue au véhicule de remplacement confié par un professionnel de la réparation automobile, pendant l'immobilisation dans son atelier du véhicule à quatre roues stipulé aux Conditions Particulières.

Pour bénéficier de cette garantie en cas de sinistre, le document contractuel justifiant l'immobilisation de ce véhicule, signé lors de sa réception dans l'atelier de ce professionnel, devra nous être transmis.

Le transfert sur un véhicule de remplacement sera acquis dès l'envoi à la Compagnie d'une lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi) l'informant du remplacement, à charge par le Souscripteur d'acquitter, s'il y a lieu, un supplément de cotisation calculé d'après le tarif en vigueur au moment du remplacement, selon les caractéristiques du véhicule de remplacement. À cet effet, la lettre recommandée doit, sous peine de sanctions prévues par les articles L113-8 et 113-9 du Code des assurances, mentionner les différences que présente le véhicule de remplacement par rapport au véhicule assuré.

Le propriétaire ou le Souscripteur est toutefois dispensé de l'obligation d'informer la Compagnie lorsque la valeur à neuf et la puissance fiscale du véhicule loué ou emprunté ne sont pas supérieures à celles du véhicule indisponible, que le remplacement n'excède pas une durée de 2 semaines consécutives et qu'il ne s'agit pas d'un véhicule prêté par un professionnel de la réparation, de la vente ou du contrôle de l'automobile.

Lorsque cette dispense ne s'applique pas, faute par l'Assuré de pouvoir justifier que les conditions définies ci-dessus sont remplies, et que l'Assuré a omis d'informer la Compagnie, la garantie du contrat ne jouera pas pour le véhicule de remplacement.

VÉTUSTÉ

Dépréciation de valeur causée par le temps et l'usage, déterminée contractuellement ou par expertise.

VOL

Soustraction frauduleuse de tout ou partie du véhicule assuré, déclarée aux Autorités de Police ou de Gendarmerie et attestée par le récépissé de dépôt de plainte délivrée par celle-ci.

TITRE I : le contrat automobile

1. Objet et Etendue de l'assurance

Article 1 : Enumération des garanties pouvant être accordées

Responsabilité Civile		Risque A
Dommages subis par le véhicule assuré y compris Attentats, Catastrophes Technologiques et Catastrophes Naturelles	Dommages Tous Accidents (avec ou sans collision)	Risque B
	Dommages - Collision	Risque C
	Bris des Glaces	Risque D
	Vol	Risque E
	Incendie - Explosion - Tempête	Risque F
Défense Pénale et Recours suite à un accident		Risque G
Préjudice corporel subi par le conducteur (Clause 2 Y)	selon annexe séparée	Risque I

Parmi ces garanties, seules sont accordées par le présent contrat, celle qui sont mentionnées comme telles aux Conditions Particulières.

2. Exposé des garanties

Article 3 : Garantie de la responsabilité civile (risque A)

Cette garantie peut être assortie de franchise(s) dont le montant est indiqué aux Conditions Particulières.

La Compagnie garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que celui-ci peut encourir en raison de dommages corporels ou matériels subis par des tiers et dans la réalisation desquels le véhicule assuré est impliqué, résultant :

a) des accidents, incendies ou explosions causés par ce véhicule, les accessoires et produits servant à son utilisation ou par les objets ou substances qu'il transporte ;

b) de la chute de ces accessoires, produits, objets et substances.

La garantie ainsi définie répond aux prescriptions du Titre 1er du livre II du Code des assurances portant obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur.

Toutefois, cette garantie ne couvre pas les sinistres survenant lorsque le véhicule assuré est utilisé pour effectuer des travaux de quelque nature que ce soit, qu'il soit à poste fixe ou non.

En cas de **VOL** du véhicule assuré, la garantie Responsabilité Civile, pour les sinistres dans lesquels le véhicule volé est impliqué, cessera de produire ses effets :

- soit, à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la déclaration de vol aux autorités de police ou de gendarmerie, à la condition, qu'après le vol, la garantie ait été suspendue ou le contrat résilié à l'initiative de l'Assuré ou de la Compagnie ;
- soit, à compter du jour du transfert de la garantie du contrat sur un véhicule de remplacement lorsque ce transfert

Article 2 : Etendue territoriale des garanties Les garanties du présent contrat

Les garanties du présent contrat s'appliquent aux sinistres survenant en FRANCE (y compris DOM - COM) et dans les autres pays qui figurent sur la carte internationale d'assurance automobile (carte verte) **pour sa durée de validité**. Notre garantie s'exerce également dans les territoires et principautés ci-après : Andorre, Gibraltar, Iles Anglo-normandes, Iles Féroé, Ile de Man, Liechtenstein, Monaco, Saint-Marin, Saint-Siège (Vatican).

Sont exclus de la garantie, les pays dont les « lettres indicatives de nationalité » sont rayées sur votre carte verte.

interviendra avant l'expiration du délai de 30 jours susvisés.

Toutefois, la garantie restera acquise à l'Assuré, au plus jusqu'à l'échéance annuelle du contrat, lorsque la responsabilité du propriétaire du véhicule assuré sera recherchée en raison d'un dommage causé à un ouvrage public.

Les conditions ci-dessus ne font pas obstacle aux effets d'une suspension ou d'une résiliation légale ou conventionnelle du contrat qui résulterait d'une notification ou d'un accord des parties antérieure au vol.

La Compagnie garantit les frais de défense civile et pénale de l'Assuré dans toute procédure administrative ou judiciaire, pour les intérêts propres de l'Assuré, lorsque la procédure concerne en même temps les intérêts de la Compagnie et ce, pour les risques de responsabilité civile visés au présent article.

Cette garantie comprend les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocat ainsi que les frais de procès.

Les obligations découlant pour la Compagnie de la garantie de défense stipulée ci-dessus n'impliquent en aucune façon la prise de la direction du procès par la Compagnie pour des faits et dommages ne relevant pas des garanties de responsabilité civile accordées par le présent article.

> Etendue de la garantie dans le temps

La garantie est déclenchée par le fait dommageable : vous êtes couvert contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable survient entre la prise d'effet initiale de la garantie et sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre.

2. Exposé des garanties

Article 4 : Garantie desdommages subis par le véhicule assuré

Les garanties ci-après peuvent être assorties de franchise(s) dont le montant est indiqué aux Conditions Particulières.

1. Dommages tous accidents (avec ou sans collision) (risque B)

En cas de collision avec un autre véhicule, de choc entre un corps fixe ou mobile et le véhicule assuré lui-même arrêté ou en mouvement ou de versement sans collision préalable du véhicule assuré, la Compagnie garantit le paiement de la réparation des dommages causés par cet événement au véhicule assuré ainsi qu'aux accessoires et pièces de rechange livrés en série par le constructeur.

Sont également compris dans la garantie :

- les dommages subis par les pneumatiques mais seulement lorsqu'ils sont la conséquence d'un accident ayant occasionné des dommages à d'autres parties du véhicule sauf actes de vandalisme ;
- les dommages causés par les hautes eaux et inondations par débordement de cours d'eau naturel ou canalisé ou par refoulement d'égout, éboulements de rochers, chutes de pierres, glissements de terrain, avalanches et grêle, à **l'exclusion de tout autre cataclysme** ;
- les dommages éprouvés en cours de transport par terre, par eau ou air, entre les pays où la présente assurance est valable, y compris au cours des opérations de chargement et de déchargement. **Toutefois, en cas de transport par mer ou par air, la Compagnie ne couvre que la perte totale du véhicule assuré** ;
- les dommages résultant de dégradations volontaires (actes de vandalisme) y compris ceux subis par les pneumatiques, **sous réserve** d'un dépôt de plainte ;
- les dommages subis par les accessoires hors-série et/ou le contenu du véhicule assuré à condition qu'ils soient endommagés en même temps que celui-ci et dans les mêmes circonstances, sous réserve que la mention de cette extension de garantie figure aux Conditions Particulières et ce, dans la limite du capital indiqué.

Sont exclus les dommages :

- consécutifs à un Vol non garanti ;
- qui font l'objet des garanties Vol, Incendie et Bris des glaces ;
- consécutifs à la mise en fourrière du véhicule depuis son enlèvement jusqu'à sa restitution.

2. Dommages-collision (risque C)

La Compagnie garantit :

- les dommages subis par le véhicule assuré ainsi que par ses accessoires et pièces de rechange livrés en série par le constructeur lorsqu'ils résultent directement ou indirectement d'un accident **ayant pour cause exclusive une collision**, soit avec un véhicule ou un animal domestique appartenant à un tiers identifié, soit avec un piéton identifié, survenant hors des garages ou remises occupés par l'Assuré ;
- les dommages subis par les accessoires hors-série et/ou le contenu du véhicule assuré à condition qu'ils soient endommagés en même temps que celui-ci et dans les mêmes circonstances, **sous réserve** que la mention de cette extension de garantie figure aux Conditions Particulières et ce, dans la limite du capital indiqué ;
- lorsqu'il s'agit d'un véhicule à 2 roues, les frais de remorquage du véhicule si celui-ci comportait déjà un marquage antivol agréé par la Compagnie.

Sont exclus les dommages qui font l'objet des garanties Vol,

Incendie et Bris des glaces.

3. Bris des glaces (risque D)

La Compagnie garantit les dommages subis par les pare-brises, glaces latérales, lunette arrière, optiques de phares, toits vitrés, qu'ils soient en produits verriers ou matières translucides, y compris ceux causés par : hautes eaux et inondations par débordement de cours d'eau naturel ou canalisé ou par refoulements d'égout, éboulements de rochers, chutes de pierres, glissements de terrain, avalanches et grêle, **à l'exclusion de tout autre cataclysme**.

L'assurance s'exerce indifféremment que ledit véhicule soit en mouvement ou à l'arrêt.

Sont également pris en charge, sur justificatifs, les frais de remarquage des glaces remplacées si celles-ci comportaient déjà un marquage anti-vol agréé par la Compagnie.

La Compagnie garantit en outre :

- les bris résultant de dégradations volontaires (acte de vandalisme) sous réserve d'un dépôt de plainte ;
- les bris résultant du vol ou d'une tentative de vol du véhicule assuré et/ou de ses accessoires hors-série et/ou de son contenu.

Lorsque le pare-brise est techniquement réparable la Compagnie ne garantira que le coût de la réparation et non le remplacement du pare-brise.

Sont exclus les dommages :

- aux phares longue-portée ainsi qu'aux phares antibrouillard non prévus sur le catalogue du constructeur ;
- aux appareils rétroviseurs et de signalisation ainsi qu'aux ampoules de phares si, seules, celles-ci sont endommagées ;
- aux feux arrières ;
- aux clignotants.

4. Vol (risque E)

La garantie vol peut être subordonnée pour certains véhicules au marquage du numéro d'immatriculation par le correspondant d'une société de marquage agréée par SRA (Sécurité et Réparation Automobile) et inscription de ce marquage sur le fichier central d'ARGOS, Groupement d'Assureurs Français pour la Lutte contre le Vol (GIE) et à la présence d'un système de protection antivol (mécanique ou électronique) agréés par la Compagnie.

Si tel est le cas, les conditions de ce marquage et de cette protection antivol sont stipulées dans des clauses validées au présent contrat et dont les numéros figurent aux Conditions Particulières.

La Compagnie garantit les dommages résultant de la disparition ou de la détérioration par suite de vol* ou de tentative* de vol :

1. du véhicule assuré,
2. des accessoires de série, des éléments du véhicule 4 roues, **avec ou sans vol du véhicule**,
3. de ses éléments extérieurs, des accessoires* du 2 roues à moteur, **avec vol du véhicule**,
4. de ses accessoires non livrés par le constructeur et de son contenu : Lorsque le véhicule assuré est un véhicule à **quatre roues**, la disparition et les détériorations de son **contenu** et de ses **accessoires non livrés en série par le constructeur**, peuvent être également garanties, dans les mêmes conditions que ci-dessus, moyennant surcotisation. Cette extension de garantie est alors accordée **à concurrence, par sinistre, de la somme indiquée aux Conditions Particulières** sous la rubrique « Accessoires hors-série et contenu ».

2. Exposé des garanties

Si cette extension est accordée, la Compagnie garantit également, dans la même limite, lesdits accessoires et contenu lorsqu'ils sont volés seuls, par effraction caractérisée du véhicule assuré.

Et survenus dans les conditions suivantes :

- **avec effraction** des moyens de fermeture du véhicule assuré (du mécanisme de mise en route et du système d'immobilisation exigé s'il s'agit d'un 2 roues à moteur ou assimilés) ;
- **sans cette effraction :**
 - à l'intérieur d'un garage privé* avec effraction des moyens de fermeture de ce garage,
 - avec vol des clés du véhicule par agression ou effraction du local les renfermant (les systèmes de fermeture de porte du véhicule seront remboursés en l'absence de vol du véhicule),
 - uniquement pour le vol isolé des seuls éléments fixés à l'extérieur du véhicule 4 roues.

Lorsque la détérioration résulte du vol ou de la tentative de vol du contenu, des accessoires de série ou non, ou des éléments du véhicule, il sera fait application d'une franchise spécifique correspondant à 10 % du montant des dommages (avec un minimum de 76 euros et un maximum de **230 euros**) **ne se cumulant pas avec la franchise éventuellement stipulée aux Conditions Particulières.**

L'indemnité due au titre de la garantie Vol sera réduite de 50 % déduction faite de la franchise applicable et dans la limite d'éventuels plafonds prévus aux Conditions Particulières :

- Si l'assuré ne peut justifier de l'existence ou de la conformité des moyens de prévention prévus aux Conditions Particulières.
- Si le vol du véhicule survient pour l'une des raisons suivantes :
 - les portes, les vitres et toits ouvrants ne sont pas entièrement clos et verrouillés,
 - le garage privé* n'est pas entièrement clos et verrouillé,

EN CAS DE VOL AVEC EFFRACTION DU CONTENU DU VÉHICULE ASSURÉ STATIONNÉ SUR LA VOIE PUBLIQUE OU SUR UN PARKING EXTÉRIEUR ENTRE 21 HEURES ET 7 HEURES DU MATIN, LE PLAFOND DE LA GARANTIE SERA RÉDUIT DE MOITIÉ.

Les vols commis à l'intérieur des véhicules bâchés ou décapotables sont toutefois formellement exclus.

5. Incendie - Explosion - Tempête (risque F)

La Compagnie garantit :

- les dommages subis par le véhicule assuré ainsi que par ses accessoires et pièces de rechange livrés en série par le constructeur, lorsque ces dommages résultent de l'un des événements suivants : incendie, combustion spontanée, chute de la foudre, explosion, tempête, ouragan, cyclone, **à l'exclusion de toute explosion occasionnée par tout explosif transporté dans le véhicule assuré.**

Par « tempête, ouragan, cyclone », il faut entendre un phénomène dont l'intensité est telle qu'il détruit ou endommage un certain nombre de bâtiments de bonne construction dans un rayon de 5 km. Ce phénomène doit être certifié par la station de Météorologie Nationale la plus proche du lieu du sinistre attestant que la vitesse du vent atteignait ou dépassait 100 km/h. **Il appartient à l'Assuré d'obtenir ce certificat.**

- le coût de recharge des extincteurs utilisés pour lutter contre l'incendie ou le début d'incendie du véhicule.

Lorsque le véhicule assuré est un véhicule à quatre roues, la Compagnie peut garantir également, moyennant surcotisation, les détériorations de son contenu et de ses accessoires hors-série survenues par suite de l'un des événements prévus ci-dessus. Cette garantie est alors accordée **à concurrence, par sinistre,**

de la somme indiquée aux Conditions Particulières sous la rubrique « Accessoires hors-série et contenu ».

Pour les seuls véhicules de première catégorie (jusqu'à 3,5 tonnes de PTAC) sont en outre garantis les dommages matériels, survenant aux composants électroniques et aux appareils électriques, résultant de leur seul fonctionnement, pendant une durée de 5 ans après la première année de mise en circulation du véhicule, en raison :

- a) d'incendie ou d'explosion prenant naissance à l'intérieur de ces objets,
- b) de l'action directe ou indirecte de l'électricité atmosphérique, y compris la foudre, ou d'un fonctionnement électrique normal ou anormal.

Le règlement de ces dommages s'effectuera vétusté déduite, et sous déduction d'une franchise absolue par sinistre de 20 % du montant des dommages avec un minimum de 76 euros.

Sont exclus :

- les dommages résultant des brûlures occasionnées par les fumeurs,
- les dommages résultant d'un vol.

6. Indemnisation des dommages subis par le véhicule assuré acquis en location avec option d'achat ou location longue durée (risques B, C, E, F)

Si aux Conditions Particulières, il est mentionné que le véhicule est couvert par une garantie de pertes financières, nous réglons au propriétaire, en cas de perte totale, l'indemnité de rupture anticipée due par l'Assuré et prévue au contrat de financement.

Lorsque les pertes financières sont garanties par une autre Société d'Assurances, la Compagnie règle la valeur de remplacement à dire d'expert du véhicule. Si la valeur de remplacement à dire d'expert du véhicule est supérieure à l'indemnité de rupture anticipée, l'excédent revient à l'Assuré.

Cet excédent calculé à partir de la valeur de remplacement à dire d'expert HORS TAXE est chiffré TOUTES TAXES COMPRISES si l'Assuré ne récupère pas la TVA, hors TVA dans le cas contraire. **La franchise de la garantie concernée s'applique au règlement déduction faite de la valeur de l'épave si l'assuré conserve le véhicule.**

7. Garanties annexes (Catastrophes Naturelles, Catastrophes Technologiques et Attentats)

7.1. Garantie des catastrophes naturelles (dans le cadre des Lois des 13 juillet 1982, 25 juin 1990 et 16 juillet 1992)

a) La présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs non assurables à l'ensemble des biens garantis par le présent contrat au titre des risques B, C, D ou F ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

b) **Mise en jeu de la garantie :** La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

c) **Étendue de la garantie :** La garantie couvre le coût des dommages matériels directs non assurables subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au présent contrat et dans les limites et conditions prévues par le présent contrat lors de la première manifestation du risque.

2. Exposé des garanties

d) Franchise : Nonobstant toute condition contraire, l'Assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre. Il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par la franchise.

Le montant de la franchise est celle fixée par la réglementation « Catastrophes Naturelles » en vigueur.

e) Obligation de l'Assuré : L'Assuré doit déclarer à la Compagnie ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie, dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les dix jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle.

Quand plusieurs assurances contractées par l'Assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'Assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux assureurs intéressés. Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'Assureur de son choix.

f) Obligation de la Compagnie : La Compagnie doit verser l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de trois mois à compter de la date de remise par l'Assuré de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle, lorsque celle-ci est postérieure. À défaut, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par la Compagnie porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

7.2 Garantie des attentats (dans le cadre de la Loi du 9 septembre 1986)

La garantie des risques B, C, D et F ci-dessus est étendue aux dommages causés au véhicule assuré subi par des émeutes, des mouvements populaires, des actes de terrorisme ou de sabotage, des attentats, lorsque ces événements sont commis ou surviennent en France ainsi que dans les Départements et Territoires d'Outre-mer (DOM-COM).

7.3 Garantie des actes de terrorisme et attentats (dans le cadre de la loi du 23 janvier 2006)

La garantie du risque F ci-dessus est étendue aux dommages matériels directs y compris les frais de décontamination affectant le véhicule assuré et ce, dans les limites de franchise et plafond fixées au titre de cette garantie.

La décontamination des déblais ainsi que leur confinement n'entrent pas dans le champ d'application de la garantie légale.

7.4 Garantie des Catastrophes Technologiques (Loi du 30 juillet 2003)

Nous garantissons la réparation pécuniaire des dommages matériels subis par l'ensemble de vos biens garantis, à concurrence de la valeur fixée au contrat résultant d'un accident relevant d'un état de catastrophe technologique. La garantie est conditionnée à la publication du texte réglementaire **constatant l'état de catastrophe technologique.**

Article 5 : Défense pénale et recours suite à un accident (risque G)

> Objet de la garantie

La Compagnie s'engage à :

a) réclamer, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation pécuniaire des préjudices corporels et matériels - **pour autant qu'ils soient supérieurs à 500 euros hors TVA** - subis par l'Assuré et les personnes transportées dans le véhicule assuré,

à la suite d'un accident imputable à un tiers, survenu en utilisant ledit véhicule, que celui-ci soit en circulation ou en stationnement, lorsque ces préjudices ne peuvent être indemnisés dans le cadre de la garantie Responsabilité Civile (Risque A - Article 3 ci-avant)

b) soutenir la défense de l'Assuré devant les tribunaux répressifs :

- soit à la suite d'un accident pour lequel il serait cité en qualité de propriétaire ou de gardien du véhicule assuré lorsque les intérêts de la Compagnie ne sont pas mis en cause au titre de la garantie de Responsabilité Civile,
- soit à la suite d'une infraction aux règles de la circulation, relevée contre lui en sa qualité de conducteur de ce véhicule.

La Compagnie supportera les frais et honoraires d'enquêtes, d'experts et d'avocats et les frais judiciaires, **jusqu'à concurrence par sinistre du montant indiqué aux Conditions Particulières.**

Les condamnations prononcées à l'encontre de la partie adverse au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile ou de l'article 475-1 ou 800-2 du Code de Procédure Pénale reviennent à la Compagnie qui a supporté les frais et dépens de l'instance.

> Définition du sinistre

Il y a sinistre lorsque vous vous trouvez dans une situation conflictuelle vous opposant à un tiers et vous conduisant à résister à une prétention ou à faire valoir un droit.

> Mise en jeu de la garantie

L'Assuré a le droit de confier la défense de ses intérêts à un avocat ou à une personne qualifiée de son choix, la Compagnie ayant opté pour cette modalité de gestion prévue à l'article L322-2-3 du Code des assurances.

L'Assuré a également la liberté de choisir son avocat ou une personne qualifiée de son choix pour l'assister chaque fois que pourrait survenir un conflit d'intérêt entre lui et la Compagnie.

> Arbitrage

En cas de désaccord entre la Compagnie et l'Assuré au sujet de mesures à prendre pour régler un différend, **dans le cadre de la présente garantie**, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne désignée, d'un commun accord, par les parties ou, à défaut, par le président du Tribunal de Grande Instance du domicile de l'Assuré, statuant en la forme des référés. Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de la Compagnie.

Toutefois, le président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés, peut en décider autrement lorsque l'Assuré a mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Si l'Assuré a engagé, à ses frais, une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle qui lui avait été proposée par la Compagnie ou par la tierce personne mentionnée à l'alinéa précédent, la Compagnie indemnise des frais exposés pour l'exercice de cette action, dans la limite du montant de la garantie et des plafonds ci-après.

Lorsque la procédure visée au premier alinéa du présent paragraphe est mise en œuvre, le délai de recours contentieux est suspendu pour toutes les instances juridictionnelles qui sont couvertes par la garantie d'assurance et que l'Assuré est susceptible d'engager en demande, jusqu'à ce que la tierce personne chargée de proposer une solution en ait fait connaître la teneur.

2. Exposé des garanties

Dans la limite du montant de garantie par sinistre fixé aux Conditions Particulières et lorsque l'Assuré choisit lui-même son avocat ou une personne qualifiée de son choix, la Compagnie l'indemniserà, sur présentation des justificatifs, des frais et honoraires qu'il aura réglés, selon les montants maximums ci-après, exprimés Hors TVA :

Tribunal d'Instance	
• Jugement avant dire droit	310 euros
• Jugement avant dire droit	400 euros
Tribunal de Grande Instance	
• Jugement avant dire droit	400 euros
• Jugement sur le fond	460 euros
• Référé	400 euros
Tribunal de Police (contravention de 5ème Classe blessures involontaires inférieures à 3 mois)	
• Défense pénale	400 euros
• Défense pénale et civile	460 euros
• Liquidation des dommages et intérêts	400 euros

Tribunal Correctionnel (blessures involontaires supérieures à 3 mois)	
• Défense pénale	400 euros
• Défense pénale et civile	460 euros
• Liquidation des dommages et intérêts	400 euros
Cour d'Appel et Tribunal Administratif	
	700 euros
Cour de Cassation et Conseil d'Etat	
	1 100 euros
Tribunal de Police (contravention des quatre premières classes)	
	310 euros
	400 euros
Transaction menée de bout en bout	

3. Exclusions

Article 6 : Exclusions s'appliquant à la garantie de responsabilité civile (risque A)

6.1 Exclusions ne dispensant pas l'Assuré de l'obligation d'assurance pour les risques qui sont ainsi exclus et auxquels il lui appartient, sous peine d'encourir les pénalités prévues par les articles L211-26 et L211-27 du Code des assurances, de ne pas s'exposer sans assurance préalable.

Sont exclus :

a) les dommages causés par le véhicule lorsqu'il transporte des sources de rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que les-dites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre ;

b) les dommages survenus lors de la participation comme concurrent - organisateur ou préposé de l'un d'eux - à des épreuves, essais libres sur circuits, courses, compétitions ou aux essais qui s'y rapportent.

Cependant, cette exclusion ne s'applique pas aux simples manifestations de loisirs destinées uniquement à rassembler les participants en un point fixé à l'avance, sans qu'intervienne une quelconque notion de vitesse (rallyes touristiques) ;

c) les dommages causés par le véhicule assuré, lorsqu'il transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes, si ces dommages ont été occasionnés ou aggravés du fait desdites matières ; toutefois, il ne sera pas tenu compte, pour l'application de cette exclusion des transports d'huiles, d'essences minérales ou de produits similaires ne dépassant pas 500 kg ou 600 litres, y compris la quantité de carburant liquide ou gazeux nécessaire à l'approvisionnement du moteur

6.2 Exclusions n'entraînant pas pour l'Assuré d'infraction à l'obligation d'assurance

Sont exclus :

a) les sinistres survenant lorsque le conducteur du véhicule assuré n'a pas l'âge requis ou ne peut justifier être titulaire du certificat (Brevet de Sécurité Routière, Permis de Conduire), en

état de validité (ni suspendu, ni périmé) exigé par les règlements publics en vigueur, même si le conducteur prend une leçon de conduite ou est assisté d'une personne titulaire du permis régulier.

Cependant, cette exclusion ne peut être opposée au conducteur détenteur d'un certificat déclaré à l'assureur lors de la souscription ou du renouvellement du contrat, lorsque le certificat est sans validité pour des raisons tenant au lieu ou à la durée de résidence de son titulaire ou lorsque les conditions restrictives d'utilisation autres que celles relatives aux catégories de véhicule portées sur celui-ci n'ont pas été respectées.

En cas de vol, de violence ou d'utilisation du véhicule à l'insu de l'Assuré, la garantie reste acquise à ce dernier, même si les conditions stipulées ci-dessus ne sont pas remplies.

Également, cette exclusion n'est pas opposable à l'apprenti conducteur, au volant du véhicule assuré, pendant les leçons de conduite entrant dans le cadre réglementaire de l'apprentissage anticipé de la conduite ou de la conduite supervisée, lorsque cette extension de garantie est prévue au contrat ;

b) les dommages subis :

- par la personne conduisant le véhicule assuré,
- par une personne salariée ou travaillant pour un employeur, à l'occasion d'un accident de travail.

Toutefois, n'est pas comprise dans cette exclusion la couverture de la réparation complémentaire, prévue à l'article L455-1-1 du Code de la sécurité sociale, pour les dommages consécutifs à un accident défini à l'article L411-1 du même Code, subis par une personne salariée ou travaillant pour un employeur et qui est victime d'un accident dans lequel est impliqué un véhicule terrestre à moteur conduit par cet employeur, un de ses préposés ou une personne appartenant à la même entreprise que la victime, et survenu sur une voie ouverte à la circulation publique ;

c) en cas de vol du véhicule assuré, les dommages subis par les auteurs, co-auteurs ou complices du vol ;

3. Exclusions

d) les dommages causés aux marchandises et objets transportés

e) les dommages atteignant les immeubles, choses ou animaux, loués ou confiés - à n'importe quel titre - au conducteur ; cette exclusion ne s'applique pas aux conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir du fait des dégâts d'incendie ou d'explosion causés par le véhicule assuré à un immeuble dans lequel il est garé ;

f) les dommages causés intentionnellement par l'Assuré ou - à son instigation - sous réserve des conditions de l'article L121-2 du Code des assurances ;

g) les dommages occasionnés par la guerre étrangère, par la guerre civile, par des émeutes, des mouvements populaires ou par des actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de terrorisme ou de sabotage ;

h) les dommages ou l'aggravation des dommages causés :

- par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
- par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ;

i) La défense pénale de l'Assuré lorsqu'il est en infraction avec la réglementation en vigueur pour conduite sous l'empire d'un état alcoolique, sous l'emprise de stupéfiant, drogue ou tranquillisants non prescrits médicalement, délit de fuite, refus de se soumettre aux vérifications des autorités compétentes.

6.3 Limitation de garantie à l'égard des personnes transportées

La garantie de la responsabilité civile de l'Assuré à l'égard des personnes transportées dans le véhicule assuré (autres que celles éventuellement exclues en vertu du présent article) n'a d'effet :

a) en ce qui concerne les voitures de tourisme, les voitures de place et les véhicules affectés au transport en commun de personnes, que lorsque les passagers sont transportés à l'intérieur des véhicules ;

b) en ce qui concerne les véhicules utilitaires, que lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- les passagers doivent être, soit à l'intérieur de la cabine, soit sur un plateau muni de ridelles, soit à l'intérieur d'une carrosserie fermée,
- le nombre de passagers, en sus du conducteur, ne doit excéder ni huit personnes au total, ni cinq hors de la cabine (les enfants de moins de 10 ans n'étant comptés que pour moitié) ;

c) en ce qui concerne les tracteurs ne rentrant pas dans la catégorie b) ci-dessus, que lorsque le nombre des personnes transportées ne dépasse pas celui des places prévues par le constructeur ;

d) en ce qui concerne les véhicules à deux roues ou assimilés (avec ou sans side-car) et les triporteurs, que lorsque les conditions suivantes sont observées :

- le véhicule ne doit transporter, en sus du conducteur, qu'un seul passager,
- le nombre des personnes transportées dans un side-car ne doit pas dépasser le nombre des places prévues par le constructeur (la présence dans le side-car d'un enfant de moins de 5 ans accompagné d'un adulte n'implique pas le dépassement de cette limite) ;

e) en ce qui concerne les remorques ou semi-remorques, qu'à la double condition que celles-ci soient construites en vue d'effectuer des transports de personnes et que les passagers y soient transportés à l'intérieur.

Article 7 : Exclusions s'appliquant aux garanties autres que celles de la responsabilité civile

7.1 Exclusions communes à toutes ces garanties (risques B, C, D, E, F, G)

La garantie ne s'applique pas :

- aux sinistres occasionnés par un tremblement de terre (sans publication d'un arrêté ministériel constatant l'état de catastrophe naturelle) ;
- aux dommages occasionnés par la guerre étrangère et par la guerre civile ;
- aux sinistres causés intentionnellement par l'Assuré ou à son instigation sous réserve des conditions de l'article L121-2 du Code des assurances
- aux sinistres résultant de dégradations volontaires (vandalisme) quel qu'en soit l'auteur (cette exclusion ne s'appliquant pas à la garantie des risques B - Dommages Tous Accidents -, F - Incendie-Explosion, ni à celle du risque D - Bris des glaces -)
- aux dommages ou à l'aggravation des dommages causés :
 - pour les véhicules utilitaires, par la surcharge du véhicule assuré par rapport à son poids total autorisé en charge (PTAC) ou à son poids total roulant autorisé (PTRA),
 - par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
 - par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire,
 - par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'Assuré ou toute personne dont il répond à la propriété, la garde ou l'usage ;
- au contenu des véhicules, sous réserve de ce qui est stipulé à l'article 4 ci-avant ;
- aux dommages subis par le véhicule assuré lorsqu'il transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes, si ces dommages ont été occasionnés ou aggravés du fait desdites matières.

Toutefois, il ne sera pas tenu compte, pour l'application de cette exclusion, des transports d'huile, d'essences minérales ou de produits similaires, ne dépassant pas 500 kg ou 600 litres, y compris la quantité de carburant liquide ou gazeux nécessaire à l'approvisionnement du moteur ;

- aux dommages survenus au cours d'épreuves, courses ou compétitions (ou leurs essais) soumises ou non, par la réglementation en vigueur, à l'autorisation des Pouvoirs Publics, lorsque l'Assuré y participe en qualité de concurrent, d'organisateur ou de préposé de l'un deux. Cette exclusion s'applique également pendant la période comprise :
 - entre l'enregistrement du participant et le départ,
 - entre la fin de la participation à la manifestation, quelle qu'en soit la cause et le retour sur la voie publique dans des conditions normales de circulation,
 - entre la fin de la participation jusqu'à la dispersion totale de la concentration et au retour sur la voie publique dans des conditions normales de circulation dans le respect des conditions du Code de la Route.

Cependant, cette exclusion ne s'applique pas aux simples manifestations de loisirs destinées uniquement à rassembler les participants en un point fixé à l'avance sans qu'intervienne une quelconque notion de vitesse (rallyes touristiques) ;

3. Exclusions

- aux dommages survenus au cours de l'utilisation du véhicule sur circuit privé.
- aux dommages indirects, tels que frais de la carte grise, contrôle technique, privation de jouissance et dépréciation, aux frais de garage, de location de véhicule, de devis, de gardiennage...
- aux dommages consécutifs à des modifications du véhicule non conformes aux spécifications du constructeur.
- aux dommages causés lorsque le moteur du véhicule assuré* est utilisé comme source d'énergie pour effectuer des travaux de quelque nature que ce soit.
- aux dommages causés lors de tournées de clientèle si l'usage « Tournées » n'a pas été déclaré aux conditions particulières.
- aux dommages qui seraient la conséquence directe et exclusive d'un défaut d'entretien ou de l'usure du véhicule.
- aux loyers impayés et frais de retard antérieurs au sinistre dus à l'organisme de financement du véhicule acquis dans le cadre d'une location longue durée ou d'une location avec option d'achat.
- aux dommages subis par le véhicule assuré* lorsqu'il est confié à un professionnel de la réparation, de la vente et du contrôle de l'automobile dans l'exercice de ses fonctions.

7.2 Exclusions spéciales à certains risques

a) Exclusions s'appliquant aux risques : E - Vol ; F - Incendie - Explosion - Tempête ;

La garantie ne s'applique pas :

- aux vols commis ou tentés par les préposés ou les membres de la famille de l'Assuré ou avec leur complicité ;
- aux vols résultant d'un abus de confiance ou d'une escroquerie au sens du Code Pénal, dont serait victime l'Assuré ;
- aux vols commis ou tentés alors que l'Assuré avait laissé les clés de contact et / ou de serrures à l'intérieur ou sur le véhicule assuré - y compris lorsque celui-ci se trouve à l'intérieur de locaux privés - sauf en cas d'effraction desdits locaux ou de violences corporelles ou menaces exercées sur le conducteur.

En ce qui concerne la garantie des dommages causés par l'électricité, sont exclus :

- les dommages subis par les accessoires non livrés avec le véhicule assuré, sauf si leur garantie contre l'incendie est prévue aux Conditions Particulières ;
- les dommages subis par les batteries d'accumulateurs, lampes, fusibles et résistances chauffantes, tubes électriques et cristaux semi-conducteurs équipant notamment, les appareils radio de bord et les autres appareils électroniques montés sur le véhicule, ainsi que ceux dus à l'usure, au bris de machine, à un dysfonctionnement mécanique quelconque de l'objet sinistré ou à un défaut d'entretien,
- les dommages à l'appareillage électrique contenu dans la caravane ou le camping-car.

b) Exclusions s'appliquant aux risques :

B - Dommages subis par le véhicule (Accidents avec ou sans collision) ;

C - Dommages-Collision ; D - Bris des glaces ;

G - Défense Pénale et Recours suite à un accident.

- Sont exclus de la garantie, les dommages subis par le véhicule lorsque l'assuré ne peut produire un certificat d'immatriculation conforme à la réglementation en vigueur au moment du sinistre.

- L'exclusion « permis de conduire » prévue à l'article 6.2.a) ci-avant est applicable aux risques B, C, D et G.

Permis de conduire international ou étranger

À l'expiration d'une durée d'un an à compter de la date d'établissement du premier titre de séjour sur le territoire français, les garanties cesseront d'être acquises - quelle que soit la durée du contrat - si l'Assuré n'a pas fait changer son permis de conduire international ou étranger contre un permis délivré par les autorités françaises et ce, conformément à la réglementation en vigueur. Pour les ressortissants de l'Union Européenne, la validité de leur permis est régie par la réglementation communautaire en vigueur.

- Sont en outre exclus de la garantie, les dommages survenant lorsque le conducteur du véhicule assuré, se trouvait, au moment du sinistre, même en l'absence de tout signe d'ivresse manifeste, sous l'empire d'un état alcoolique tel que défini par la réglementation en vigueur au moment du sinistre, - y compris lorsqu'il refuse de se soumettre aux vérifications des autorités compétentes ou, sous l'emprise de stupéfiants, drogues ou tranquillisants non prescrits médicalement conformément à la réglementation en vigueur.
- Cette exclusion est également applicable lorsque l'Assuré accompagne un élève conducteur dans le cadre apprentissage en conduite ou accompagnée supervisée conformément à la réglementation en vigueur.*

Toutefois, elle n'est pas applicable s'il est établi que le sinistre est sans relation avec l'état du conducteur ou de l'accompagnateur.

- Les dommages causés par les rongeurs ou les insectes.

c) Exclusions s'appliquant au risque G Défense Pénale et Recours suite à un accident

La garantie ne s'applique pas aux dommages causés par le véhicule lorsqu'il transporte des sources de rayonnements ionisants, tel qu'il est dit à l'article 6.1.a.) ci-avant, ni aux dommages résultant d'une relation contractuelle impliquant l'Assuré.

La personne ayant la garde ou la conduite non autorisée du véhicule assuré est exclue du bénéfice de cette garantie.

Sont en outre exclues de la garantie, l'amende en principal et en frais et la somme versée sur le champ à l'agent verbalisateur.

4. Formation et durée du contrat

Article 8 : Date d'effet

Le présent contrat n'est valable qu'après signature de ses Dispositions Particulières par les parties ; la Compagnie pourra en poursuivre dès ce moment l'exécution. Mais, il ne produira ses effets qu'à partir du lendemain à midi du jour de l'encaissement effectif de la première cotisation, dont la date d'exigibilité est indiquée aux Conditions Particulières. Il en sera de même pour tout avenant au contrat. Cette condition ne fait pas obstacle à la délivrance - sous réserve de l'encaissement effectif d'un acompte à valoir sur la première cotisation - d'une Note de Couverture immédiate (attestation de garantie provisoire) dont la durée ne peut excéder un mois.

4. Formation et durée du contrat

Article 9 : Durée du contrat - Tacite reconduction

Le présent contrat est conclu pour la durée indiquée aux Conditions Particulières.

Sauf convention contraire mentionnée aux Conditions Particulières, à son expiration, il sera reconduit tacitement d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, notifiée selon les modalités prévues à l'article 10.

Article 10 : Résiliation du contrat

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale, dans les cas et conditions fixés ci-après :

10.1 Par le Souscripteur ou par la Compagnie

- chaque année à sa date d'échéance anniversaire, moyennant préavis de deux mois au moins ;
- à tout moment : Les contrats à tacite reconduction, souscrits depuis plus d'un an, et vous garantissant en qualité de personne physique agissant hors de vos activités professionnelles, peuvent être résiliés à tout moment. La résiliation doit être notifiée par votre futur assureur muni d'un mandat de votre part. (article L113-15-2)
- en cas d'aliénation du véhicule (article L121-11 du Code des assurances) ;
- en cas de survenance d'un des événements prévus par l'article L113-16 du Code des assurances (changement de domicile, changement de situation matrimoniale, changement de régime matrimonial, changement de profession, retraite professionnelle ou cessation définitive d'activité professionnelle) lorsque le contrat a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure, qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle.

La demande de résiliation intervient dans les **trois mois** qui suivent la date de l'événement et prend effet un mois après notification à l'autre partie.

Lorsque cet événement est constitué ou constaté par une décision juridictionnelle ou lorsqu'il ne peut en être déduit d'effets juridiques qu'après une homologation ou un exequatur, la date retenue est celle à laquelle cet acte juridictionnel est passé en force de chose jugée.

10.2 Par l'héritier ou par la Compagnie

En cas de décès de l'assuré, l'assurance est transférée de plein droit au profit de l'héritier du véhicule.

Le contrat peut être résilié :

- par nous dans les 3 mois à compter de la demande de l'héritier de transférer l'assurance à son nom,
- par l'héritier à tout moment avant la reconduction du contrat

10.3 Par la Compagnie

- en cas de non-paiement des cotisations (article L113-3 du Code des assurances) ;
- en cas d'aggravation du risque (article L113-4 du Code des assurances) ;

• en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours du contrat (article L113-9 du Code des assurances) ;

• après sinistre (articles R113-10 et A211-1-2 du Code des assurances), le Souscripteur ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de la Compagnie, dans le délai **d'un mois** à compter de la notification de cette résiliation ; la résiliation par la Compagnie prendra effet **un mois** après sa notification au Souscripteur.

Article A211-1-2 : Résiliation après sinistre - Conditions. créé par l'article 2 de l'arrêté du 9 juin 1983 (JO du 14 juin 1983).

Le contrat peut être résilié, après sinistre, par l'Assureur, avant sa date d'expiration normale, si le sinistre a été causé par un conducteur en état d'imprégnation alcoolique ou, sous l'emprise de stupéfiants, drogues ou tranquillisants non prescrits médicalement conformément à la réglementation en vigueur ou si le sinistre a été causé par infraction du conducteur au Code de la route entraînant une décision judiciaire ou administrative de suspension du permis de conduire d'au moins un mois, ou une décision d'annulation de ce permis.

Le souscripteur peut alors résilier, dans le délai d'un mois à compter de la notification de cette résiliation, les autres contrats souscrits par lui auprès de l'Assureur.

En cas de résiliation à l'échéance ou de dénonciation de la tacite reconduction par l'Assureur, le délai de préavis est fixé, pour l'Assureur, à deux mois (1).

(1) Article 3 de l'arrêté du 9 juin 1983 : « Cette clause est applicable aux contrats en cours, nonobstant toutes conditions contraires ; elle exclut toute autre condition ayant pour effet de mettre fin à la garantie de la responsabilité civile obligatoire après sinistre ».

10.4 Par le Souscripteur

- en cas de disparition de circonstances aggravantes mentionnées dans le contrat, si la Compagnie refuse de réduire la cotisation en conséquence (article L113-4 du Code des assurances) ; la résiliation prendra effet **30 jours** après la dénonciation ;
- en cas de résiliation, par la Compagnie, d'un autre contrat après sinistre (article R113-10 du Code des assurances) ;
- en cas d'augmentation de la cotisation du présent contrat, conformément aux conditions de l'article 16.2 ci-après.

10.5 Par l'administrateur ou le liquidateur

- en cas de procédure collective du Souscripteur selon les conditions réglementaires.

10.6 De plein droit

- en cas de liquidation judiciaire de l'entreprise (dans les conditions de l'article L326-12 du Code des assurances) ;
- en cas de retrait total de l'agrément de la Compagnie (article L326-12 du Code des assurances) ;
- en cas de réquisition de propriété du véhicule assuré (articles L160-6 et L160-8 du Code des assurances) ;
- en cas de perte totale du véhicule assuré, résultant d'un événement non garanti (article L121-9 du Code des assurances) ;

4. Formation et durée du contrat

- en cas de perte totale du véhicule assuré, résultant d'un événement garanti ;
- en cas d'aliénation (cession) du véhicule assuré (dans les cas et conditions prévus au deuxième alinéa de l'article L121-11 du Code des assurances) ;
- deux ans après la suspension du contrat (cf. article 12 ci-après). Dans tous les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de cotisation afférente à la fraction de cette période, postérieure à la résiliation, n'est pas acquise à la Compagnie ; elle doit être remboursée au Souscripteur si elle a été perçue d'avance. Toutefois, si la résiliation résulte du non-paiement des cotisations, la Compagnie a droit à ladite portion de cotisation à titre d'indemnité.

En cas de résiliation de plein droit suite à la perte totale du véhicule assuré résultant d'un événement garanti, la fraction de cotisation correspondant à la garantie qui s'est exercée reste acquise à la Compagnie. Par contre, la fraction de cotisation correspondant aux garanties non mises en jeu par le sinistre donnera lieu à remboursement pour la période postérieure à la résiliation.

Lorsque le Souscripteur a la faculté de demander la résiliation, il peut le faire, à son choix, soit par une déclaration faite contre récépissé au Siège Social ou chez le représentant de la Compagnie dans la localité, soit par lettre recommandée. La résiliation par la Compagnie doit être notifiée, soit par lettre recommandée adressée au Souscripteur, soit par acte extrajudiciaire, à son dernier domicile connu.

Le délai de préavis court à partir de la date figurant sur le cachet de la poste, que la résiliation émane du Souscripteur ou de la Compagnie.

Article 11 : Transfert de propriété du véhicule assuré

En cas de décès du propriétaire du véhicule assuré, l'assurance est transférée de plein droit à l'héritier du véhicule, et ce, dans les conditions prévues par l'article L121-10 du Code des assurances (cf article 10.2).

Le souscripteur doit informer l'Assureur, par lettre recommandée de l'aliénation (cession) du véhicule assuré et sa date, **l'Assureur se réservant le droit de vérifier la réalité de cette aliénation.**

Le contrat est suspendu de plein droit à partir du lendemain à 0h00 du jour de l'aliénation.

Il peut être résilié par chacune des parties moyennant un préavis de 10 jours.

Le contrat non remis en vigueur et non résilié par l'une des parties est résilié de plein droit à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de la cession du véhicule.

Article 12 : Suspension des effets du contrat

La suspension a pour conséquence de mettre provisoirement fin, non pas au contrat qui continue d'exister, mais à ses effets ; toute cotisation échue avant la date de la suspension reste donc exigible.

Quatre cas de suspension, ayant leurs propres règles, sont prévus au présent contrat ou par la Loi :

- en cas de vol du véhicule assuré (article 4 ci-avant) ;
- en cas de transfert de propriété du véhicule assuré (article 11 ci-dessus) ;

- en cas de non-paiement de la cotisation (article 15 ci-après) ;
- en cas de réquisition du véhicule assuré (articles L160-7 et L160-8 du Code des assurances).

Outre ces cas, la Compagnie peut accepter, **sur demande expresse et justifiée du Souscripteur**, de suspendre le contrat pour des motifs à caractères exceptionnels, sous réserve que cette suspension soit d'une durée supérieure à **trois mois consécutifs**.

En cas de suspension à caractère exceptionnel, la Compagnie ne procède à aucun remboursement de cotisation.

Toutefois, lors de la remise en vigueur du contrat, il sera tenu compte à l'Assuré de la fraction de cotisation correspondant au temps écoulé entre la date de suspension et la date de remise en vigueur.

Si le contrat n'était pas remis en vigueur ou s'il n'était pas résilié - soit par l'Assuré, soit par la Compagnie - dans un délai de deux ans, à compter de la date de suspension, **la résiliation interviendrait de plein droit à l'expiration de ce délai sans aucun remboursement de cotisation.**

Article 13 : Restitution des documents d'assurance

En cas d'aliénation (cession) du véhicule assuré et dans tous les cas de résiliation de plein droit du contrat d'assurance, de suspension ou de nullité, l'Assuré est tenu de restituer à l'Assureur les documents d'assurance (carte verte et certificat d'assurance) qui lui ont été remis.

5. Obligations du Souscripteur

Article 14 : Déclarations concernant le risque et ses modifications

Le Souscripteur ou, le cas échéant, l'Assuré non-Souscripteur est obligé :

- a) de répondre exactement aux questions posées par l'Assureur, notamment dans le formulaire de déclaration du risque par lequel l'Assureur l'interroge lors de la conclusion du contrat, sur les circonstances qui sont de nature à lui faire apprécier les risques qu'il prend en charge ;
- b) de déclarer, en cours de contrat, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à l'Assureur, notamment dans le formulaire mentionné au paragraphe a) ci-dessus.

Le Souscripteur, ou le cas échéant, l'Assuré non Souscripteur doit, par lettre recommandée, déclarer ces circonstances nouvelles à l'Assureur dans un délai de **quinze jours** à partir du moment où il en a eu connaissance.

14.1 Aggravation du risque

En cas d'aggravation du risque en cours de contrat, telle que si les circonstances nouvelles avaient été déclarées lors de la conclusion ou du renouvellement du contrat, l'Assureur n'aurait pas contracté ou ne l'aurait fait que moyennant une cotisation plus élevée, l'Assureur a la faculté soit de dénoncer le contrat, soit de proposer un nouveau montant de cotisation.

5. Obligations du Souscripteur

Dans le premier cas, la résiliation ne peut prendre effet que **dix jours** après notification et l'Assureur doit alors rembourser à l'Assuré la portion de cotisation afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru.

Dans le second cas, si l'Assuré ne donne pas suite à la proposition de l'Assureur, ou s'il refuse expressément le nouveau montant, dans le délai de **trente jours** à compter de la proposition, l'Assureur peut résilier le contrat au terme de ce délai, à condition d'avoir informé l'Assuré de cette faculté, en la faisant figurer en caractères apparents dans la lettre de proposition.

Toutefois, l'Assureur ne peut plus se prévaloir de l'aggravation des risques quand, après en avoir été informé de quelque manière que ce soit, il a manifesté son consentement au maintien de l'assurance, spécialement en continuant à recevoir les cotisations ou en payant, après un sinistre, une indemnité.

14.2 Diminution de risque

L'Assuré a droit, en cas de diminution du risque en cours de contrat à une diminution du montant de la cotisation. Si l'Assureur n'y consent pas, l'Assuré peut dénoncer le contrat. La résiliation prend alors effet **trente jours** après la dénonciation ; L'Assureur doit alors rembourser à l'Assuré la portion de cotisation afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru.

14.3 Contrat à effet différé

Le Souscripteur, ou le cas échéant, l'Assuré non Souscripteur doit déclarer à la Compagnie, par lettre recommandée, tous les changements à ses réponses dans le formulaire de déclaration du risque visé à l'article 14 ci-dessus, intervenant entre la date de souscription du contrat et sa date de prise d'effet. Il s'engage à régler le supplément de cotisation qui pourrait en résulter.

Sanctions

Toute réticence ou déclaration intentionnellement fautive, toute omission ou déclaration inexacte, par le Souscripteur ou, le cas échéant, par l'Assuré non Souscripteur, de circonstances du risque connues de lui, permet d'opposer les conditions prévues (suivant le cas), aux articles L113-8 et L113-9 du Code des assurances.

14.4 Autre assurance

Si les risques garantis par le présent contrat sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, le Souscripteur doit en informer **immédiatement** l'Assureur par lettre recommandée et lui indiquer l'identité des autres assureurs du risque.

Conformément à l'article 121-4 du Code des assurances :

- lorsque plusieurs assurances pour un même intérêt, contre un même risque, sont contractées sans fraude, chacune d'elles produit ses effets dans les limites des garanties du contrat, et dans le respect des conditions de l'article L121-1 du Code des Assurances quelle que soit la date à laquelle elle a été souscrite. Dans ces limites, vous pouvez vous adresser à l'Assureur de votre choix.
- quand ces assurances sont contractées de manière dolosive ou frauduleuse, l'assureur peut solliciter la nullité du contrat et l'allocation de dommages et intérêts.

Article 15 : Paiement des cotisations

Le Souscripteur doit payer chaque cotisation à son échéance, au Siège de la Compagnie ou au domicile du mandataire désigné par elle à cet effet (article L113 -3 du Code des assurances).

La cotisation, les accessoires et tous impôts et taxes existants ou pouvant être établis sur la cotisation sont payables annuellement et d'avance par le Souscripteur.

Lorsque la Compagnie accepte le paiement fractionné de la cotisation, il est formellement convenu que la cotisation de l'année entière d'assurance ou ce qui en reste dû, deviendra immédiatement exigible en cas de sinistre ou de non-paiement d'une fraction de cotisation.

À défaut de paiement de la première cotisation ou d'une cotisation suivante (ou d'une fraction de cotisation) dans les dix jours de son échéance, la Compagnie - indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice et de réclamer des frais de poursuite et de recouvrement - peut, par lettre recommandée valant mise en demeure, adressée au Souscripteur à son dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre.

Les coûts d'établissement et d'envoi de la mise en demeure sont à la charge du Souscripteur.

La Compagnie a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours visé ci-dessus.

La notification de la résiliation par la Compagnie peut être faite au Souscripteur, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

La portion de cotisation afférente à la période postérieure à la date d'effet de la résiliation demeure acquise à la Compagnie à titre de dommages et intérêts.

Cette suspension et cette résiliation ne vous dispenseront pas du paiement de la cotisation dont vous êtes redevable, ni de celui des frais de mise en demeure et des intérêts moratoires au taux légal dus à compter de la date d'expédition de la lettre de mise en demeure initiale.

15.1 Prélèvement des cotisations par la compagnie

Si les cotisations du présent contrat sont prélevées, il est convenu que la Compagnie cessera ce prélèvement dès qu'une cotisation restera impayée et qu'elle présentera à l'Assuré, par les voies normales, un avis d'échéance portant sur la période allant de la date d'échéance de cette cotisation impayée jusqu'à la prochaine échéance anniversaire.

Elle appliquera ensuite les conditions ci-dessus pour la cotisation correspondant à cet avis d'échéance. Enfin, le mode de paiement annuel sera prévu d'office pour les cotisations ultérieures.

15.2 Modification du tarif d'assurance autre que celle résultant de la clause de réduction-majoration (bonus/ malus)

Si pour des raisons de caractère technique, la Compagnie est amenée à modifier son tarif d'assurance automobile, elle aura la faculté de modifier en conséquence, à compter de la prochaine échéance anniversaire, la cotisation du présent contrat.

En cas de majoration de la cotisation, le Souscripteur aura alors le droit de résilier le contrat à son choix, soit par une déclaration faite contre récépissé au Siège Social ou chez le représentant de la Compagnie dans la localité, soit par lettre recommandée, soit par acte extra-judiciaire et ce, dans les **trente jours** qui suivent celui où il aura eu connaissance de la modification.

Cette résiliation prendra effet un mois après la notification du Souscripteur et la fraction de cotisation, sera calculée sur les anciennes bases, au prorata du temps écoulé entre la date de la dernière échéance et la date d'effet de résiliation.

À défaut de cette résiliation, la nouvelle cotisation sera considérée comme acceptée par le Souscripteur.

5. Obligations du Souscripteur

Article 16 : Obligations en cas de sinistre

16.1 Délai de déclaration

Sous peine de déchéance, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'Assuré doit, dans les cinq jours ouvrés de la date à laquelle il a eu connaissance d'un sinistre affectant l'une des garanties accordées par le présent contrat, en faire par écrit ou verbalement contre récépissé, la déclaration au Siège de la Compagnie ou chez le représentant de la Compagnie indiqué aux Conditions Particulières.

Ce délai est porté à dix jours pour la garantie des Catastrophes Naturelles suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant cet état.

S'il s'agit d'un vol, sous peine de la même sanction, ce délai est réduit à deux jours ouvrés.

La déchéance pour déclaration tardive ne pourra toutefois être opposée à l'Assuré que si la Compagnie établit que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice.

16.2 Autres obligations

L'Assuré doit en outre :

- indiquer à la Compagnie les nom et adresse de la personne qui conduisait le véhicule assuré au moment du sinistre, ceux des lésés et ceux des témoins, s'il y en a, ainsi que tous renseignements sur les causes, circonstances et conséquences connues ou présumées du sinistre ;
- transmettre à la Compagnie, pour qu'elle puisse y répondre en temps utile, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure, qui lui seraient signifiés à quelque requête que ce soit ;
- **en cas de Dommages subis par le véhicule assuré :**
 - faire connaître à la Compagnie l'endroit où ces dommages peuvent être constatés, les réparations dont le montant global excède **650 euros hors TVA** ne pouvant être entreprises qu'après vérification par la Compagnie (cette vérification devant être effectuée dans un délai maximum de dix jours à compter de celui où la Compagnie a eu connaissance du sinistre),
 - adresser à la Compagnie une attestation sur l'honneur de non alcoolémie et de non emprise de stupéfiants, drogues, tranquillisants ou médicaments non prescrits, signée du conducteur,
 - adresser à la Compagnie la justification des dépenses engagées, selon facture acquittée,
 - les faire constater à l'égard du transporteur ou des tiers, par tous moyens légaux, lorsqu'ils sont survenus en cours de transport maritime, fluvial ou aérien,
 - déposer plainte auprès des autorités de police en cas de dégradations volontaires (actes de vandalisme) et en adresser l'original à la Compagnie ;
- **en cas de vol du véhicule assuré, et / ou de ses éléments, et / ou de son contenu, et / ou de ses accessoires :**
 - aviser immédiatement les autorités locales de police et faire opposition à la préfecture qui a délivré le récépissé de déclaration de mise en circulation du véhicule, déposer une plainte dans tous les cas et, en cas de récupération, en aviser la Compagnie dans **les huit jours**,
 - adresser à la Compagnie les pièces suivantes **passé un délai de 30 jours à dater du sinistre** : original du dépôt de plainte, certificat d'immatriculation original (ou attestation de vol ou de perte), clés, facture d'achat et justificatif de financement,

certificat de non gage, certificat de cession, état descriptif du véhicule, certificat de marquage des glaces ou du véhicule et justificatif de la protection antivol, contrôle technique et facture d'entretien.
- adresser à la Compagnie la justification des dépenses engagées, selon facture acquittée.

Faute par l'Assuré de remplir tout ou partie des obligations prévues au paragraphe ci-dessus (sauf cas fortuit ou de force majeure), la Compagnie sera fondée à réclamer une indemnité proportionnée au préjudice que cette inexécution lui aura causé.

En cas de fausses déclarations faites sciemment par l'Assuré sur la date, la nature, les causes, les circonstances ou les conséquences d'un sinistre, l'Assuré sera déchu de son droit à la garantie pour ce sinistre.

16.3 Libre choix du réparateur

Tout bénéficiaire de garanties accordées au titre de l'article L211-1 du code des assurances peut, en cas de dommage garanti par le contrat, choisir le réparateur professionnel auquel il souhaite recourir.

Article 17 : Sauvegarde des droits de la compagnie - Subrogation

17.1 Dommages causés aux tiers

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de la Compagnie ne lui seront opposables.

Toutefois, n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel, ni le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir moral d'accomplir.

17.2 Subrogation

Conformément à l'article **L121-12** du Code des Assurances, l'Assureur est subrogé, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'assuré contre les tiers responsables du dommage.

Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'Assureur, celui-ci est déchargé de ses obligations envers l'assuré, dans la mesure où aurait pu s'exercer la subrogation.

Conformément à l'article L211-1 du code des assurances, l'assureur est subrogé dans les droits de la victime contre le responsable de l'accident lorsque la garde ou la conduite a été obtenue contre le gré du propriétaire du véhicule assuré.

6. Obligations de la Compagnie

Article 18 : Montant de la garantie

Pour chacun des risques assurés, les montants de la garantie par sinistre et des franchises éventuelles sont fixés aux présentes Conditions Générales, aux Conditions Particulières ou dans les clauses annexées au présent contrat dont les numéros figurent aux Conditions Particulières.

18.1 Conditions spéciales à la garantie de Responsabilité Civile

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viendront pas en déduction du montant de la garantie.

Toutefois, en cas de condamnation supérieure à la limite de garantie, ces frais seront supportés par la Compagnie et par l'Assuré, dans la proportion de leur part respective dans la condamnation.

Ne sont pas opposables aux victimes ou à leurs ayants droit :

1. les franchises prévues aux Conditions Particulières ;
2. les déchéances, à l'exception de la suspension régulière de la garantie pour non-paiement de prime ;
3. la réduction de l'indemnité, prévue par l'article L113-9 du Code des assurances dans le cas de déclaration inexacte ou incomplète du risque ;
4. les exclusions de garantie prévues à l'article R211-11 du Code des assurances (article 6.1 ci-avant) ainsi que les exclusions prévues à l'article R211-10 du dit Code (articles 6.2a et 6.3 ci-avant).

Dans les cas précités, la Compagnie conservera la faculté d'exercer, contre l'Assuré responsable, une action de remboursement de toutes les sommes qu'elle aura ainsi payées ou mises en réserve à sa place conformément à l'article R211-13 du Code des assurances.

En cas d'insuffisance du montant de la garantie, la part de l'indemnité restant à la charge de l'Assuré pourra être réglée dans les conditions prévues par les articles R421-4, R421-5,

R421-6, R421-11 et R 421-12 du Code des assurances, l'Assuré demeurant exposé à toutes actions récursoires, tendant au remboursement des sommes ainsi payées.

Si l'indemnité allouée à une victime ou à ses ayants droit consiste en une rente, et si une acquisition de titre est ordonnée pour sûreté de son paiement, la Compagnie emploie, à la constitution de cette garantie, la partie disponible de la somme assurée. Si cette valeur est inférieure à la somme disponible, la rente est intégralement à la charge de la Compagnie.

Si aucune garantie spéciale n'est ordonnée par une décision judiciaire, la valeur de la rente en capital sera calculée d'après les règles applicables pour le calcul de la provision mathématique de cette rente.

Offre d'indemnités

Conformément aux conditions de l'article 23 de la loi du 5 juillet 1985, l'Assureur, lorsqu'il invoque une exception de garantie légale ou contractuelle, est tenu de satisfaire aux prescriptions des articles 12 à 20 de cette même loi pour le compte de qui il appartiendra.

18.2 Conditions spéciales aux garanties des dommages subis par le véhicule assuré

L'indemnité ne peut, en aucun cas, être supérieure à la valeur de remplacement à dire d'expert du véhicule assuré au jour du sinistre, dans la limite éventuellement indiquée aux Conditions Particulières, déduction faite du montant des franchises indiquées aux Conditions Particulières ou dans les clauses annexées au présent contrat dont les numéros figurent aux Conditions Particulières, à l'exception des véhicules acquis en LOA ou LLD pour l'indemnité de rupture anticipée.

18.3 Conditions spéciales concernant les accessoires et le contenu du véhicule assuré

L'indemnité sera calculée vétusté déduite selon les taux forfaitaires ci-après, déduction faite des franchises éventuellement applicables et dans la limite de la somme indiquée aux Conditions Particulières.

Ancienneté selon la facture d'achat d'origine ou d'installation (*)	Inférieure à 6 mois (tout mois commencé comptant pour un)	De 6 mois à 1 an	Supérieure à 1 an Vétusté par an : (toute année commencée comptant pour une)	Vétusté maximum
1. Autoradio / CD / chaîne hi-fi / antiviol électronique / ordinateur de bord radio téléphonz / télévision / DVD système de géolocalisation	2 % par mois	15 % (**)	15 %	80 %
2. Objets divers				
- Effets vestimentaires	15 % (**)	25 % (**)	30 %	80 %
- Articles de sport, de pêche de chasse	10 % (**)	20 % (**)	25 %	80 %
- Appareils photos et leurs accessoires	5 % (**)	10 % (**)	15 %	80 %
- Objets en cuir, maroquinerie	10 % (**)	20 % (**)	30 %	80 %
- Lunettes (**)	5 % (**)	10 % (**)	15 %	80 %
- Autres objets (antiviol mécanique, outillage, etc.)	10 % (**)	15 % (**)	20 %	80 %

(*) à défaut de facture d'achat d'origine, il sera appliqué la vétusté maximum.

(**) après remboursement éventuel du ou des régimes de prévoyance (Sécurité Sociale, mutuelle, etc...).

(***) forfait.

6. Obligations de la Compagnie

Article 19 : Procédure et expertise contradictoire

19.1 Procédure liée à la garantie de Responsabilité Civile

En cas d'action portée devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives et dirigée contre l'Assuré, la Compagnie assure sa défense et dirige le procès.

En cas d'action portée devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées, la Compagnie se réserve la faculté de diriger la défense ou de s'y associer.

En ce qui concerne les voies de recours :

- devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives, la Compagnie en a le libre exercice ;
- devant les juridictions pénales, la Compagnie pourra, avec l'accord de son Assuré et en son nom, exercer toutes voies de recours. Si le litige ne concerne plus que des intérêts civils, le refus par l'Assuré de donner son accord pour l'exercice de la voie de recours envisagée par la Compagnie, autorisera celle-ci à lui réclamer une indemnité proportionnée au préjudice qu'elle a subi.

19.2 Expertise contradictoire liée aux garanties des dommages subis par le véhicule assuré

En cas de contestation portant sur le montant de l'indemnité due, au titre de l'article 4 du présent contrat, chaque partie nomme un expert.

Si les experts ainsi nommés ne peuvent se mettre d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert ou faute par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la nomination en est faite par le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu où le sinistre s'est produit. Cette désignation est faite sur simple requête signée des deux parties ou de l'une d'elles seulement, l'autre ayant été avertie par lettre recommandée.

Chaque partie supporte les honoraires et les frais de nomination de son expert ainsi que la moitié des honoraires et des frais de nomination du tiers expert.

Une fois l'expertise terminée, la récupération du véhicule ou la vente de l'épave est à la charge de l'Assuré

Article 20 : Délais et règlement

Le règlement de l'indemnité sera effectué dans le délai de quinze jours à compter de la date de l'accord des parties ou de la décision judiciaire exécutoire.

Concernant les sinistres de « **Catastrophes Naturelles** » et « **Catastrophes Technologiques** », nous vous verserons l'indemnité due dans un délai de **3 mois** à compter de la date de remise par vous de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'arrêté interministériel, lorsque celle-ci est postérieure.

À défaut, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité que nous vous devons portera, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal, en cas de sinistre « **Catastrophes Naturelles** » et « **Catastrophes Technologiques** ».

Si une cotisation ou portion de cotisation échue antérieurement au sinistre est impayée, son montant sera imputé sur l'indemnité due à l'Assuré.

Toutefois, **en cas de vol du véhicule assuré**, le règlement ne pourra être exigé par l'Assuré **qu'après un délai de trente jours à dater du sinistre**, délai au cours duquel la Compagnie s'engage à présenter une offre d'indemnité à l'Assuré qui devra lui communiquer tous les éléments nécessaires à la détermination de cette indemnité **conformément à l'article 16 ci-avant**.

Après accord de l'Assuré sur cette offre, le règlement de l'indemnité devra intervenir au plus tard **quarante-cinq jours après la date de la déclaration du sinistre vol du véhicule assuré sous réserve que l'Assuré adresse, à la Compagnie, une attestation de non découverte du véhicule émanant des autorités de police**.

L'Assuré s'engage à reprendre le véhicule volé qui serait retrouvé dans le délai de **trente jours** ci-dessus, la Compagnie étant tenue seulement à concurrence des dommages et des frais garantis. Si le véhicule volé est récupéré ultérieurement, l'Assuré aura, dans les **trente jours** suivant celui où il aura eu connaissance de cette récupération, la faculté d'en reprendre possession moyennant le remboursement de l'indemnité versée par la Compagnie, sous déduction d'une somme correspondant aux dommages et aux frais garantis estimés par expertise à la date de la récupération.

7. Conditions diverses

Article 21 : Loi applicable - Tribunaux compétents - Langue utilisée

Les relations précontractuelles et contractuelles sont régies par la loi Française.

Toute action judiciaire relative au présent contrat sera de la seule compétence des Tribunaux Français.

La langue utilisée dans le cadre des relations contractuelles et précontractuelles est la langue Française.

Article 22 : Prescription

Conformément aux conditions des articles L114-1, L114-2 et L114-3 du Code des assurances :

Article L114-1 : Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1. En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

7. Conditions diverses

2. En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Article L114-2 : La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L114-3 : Par dérogation à l'article 2254 du Code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Conformément au Code civil, les causes ordinaires d'interruption de la prescription sont :

- la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait (art 2240)
- la demande en justice, même en référé, et même portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure (art. 2241). Cette interruption vaut jusqu'à l'extinction de l'instance (art 2242) mais est non avenue en cas de désistement du débiteur, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est définitivement rejetée (art 2243),
- une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée (art 2244).

Article 23 : Informatique et Libertés (Loi du 6 janvier 1978)

Les informations à caractère personnel recueillies par L'ÉQUITÉ sont nécessaires et ont pour but de satisfaire à votre demande ou pour effectuer des actes de souscription ou de gestion de vos contrats. Elles pourront faire l'objet de traitements informatisés, pour les finalités et dans les conditions ci-dessous précisées.

Ces informations, de même que celles recueillies ultérieurement, pourront être utilisées par L'ÉQUITÉ pour des besoins de connaissance client, de gestion de la relation client, de gestion des produits ou des services, d'évaluation de l'adéquation et du caractère approprié des services et des garanties fournis, de conseils dans le cadre de la vente de produits d'assurance, de gestion de la preuve, de recouvrement, de prospection (sous réserve du respect de votre droit d'opposition ou de l'obtention de votre accord à la prospection conformément aux exigences légales) d'animation commerciale, d'études statistiques, d'évaluation et gestion du risque, de sécurité et prévention des impayés et de la fraude, de respect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de gestion du risque opérationnel, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Vos opérations et données personnelles sont couvertes par le secret professionnel. Toutefois ces données pourront être communiquées en tant que de besoin et au regard des finalités mentionnées ci-dessus, aux entités du Groupe Generali en France, ainsi que si nécessaire à ses partenaires, intermédiaires et réassureurs, sous-traitants et prestataires, dans la limite nécessaire à l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Par ailleurs, en vue de satisfaire aux obligations légales et réglementaires, L'ÉQUITÉ peut être amené à communiquer des informations à des autorités administratives ou judiciaires légalement habilitées.

Vous pouvez également, à tout moment, conformément à la loi informatique et libertés, en justifiant de votre identité, accéder aux informations vous concernant, les faire rectifier, vous opposer à leur communication à des tiers ou à leur utilisation à des fins commerciales. Ces droits peuvent être exercés auprès de L'ÉQUITÉ - Direction de la Conformité - 7 boulevard Haussmann - 75440 Paris Cedex 09.

Cas spécifique de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme :

Dans le cadre de l'application des conditions du code monétaire et financier, le recueil d'un certain nombre d'informations à caractère personnel est nécessaire à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et financement du terrorisme.

Dans ce cadre, vous pouvez exercer votre droit d'accès auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - 8 rue Vivienne - 75002 Paris.

Article 24 : Examen des réclamations et procédure de médiation

Adressez-vous en priorité à votre interlocuteur habituel. Nous nous engageons à traiter votre réclamation dans les meilleurs délais et le plus objectivement possible.

En cas de désaccord, ou de non réponse, suite à votre première demande, vous pouvez adresser une réclamation en reproduisant les références du dossier, par courrier exclusivement accompagné de la copie des pièces se rapportant à votre dossier, en exposant précisément vos attentes au service ci-après :

**L'ÉQUITÉ - Cellule Qualité
7 boulevard Haussmann
75442 Paris Cedex 09**

Nous accuserons réception de votre demande dans les 10 jours de sa réception et vous préciserons le délai prévisible de traitement de celle-ci.

Si vous avez souscrit votre contrat par le biais d'un intermédiaire et que votre demande relève de son devoir de conseil et d'information ou concerne les conditions de commercialisation de votre contrat, votre réclamation doit être exclusivement adressée à cet intermédiaire.

La procédure ci-dessus ne s'applique pas si une juridiction a été saisie du litige que ce soit par vous ou par nous.

> Médiation

En qualité de membre de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances, L'ÉQUITÉ applique la Charte de la Médiation mise en place au sein de cette Fédération.

7. Conditions diverses

Si un litige persiste entre nous après examen de votre demande par notre service réclamations, vous pouvez saisir Le médiateur de La Médiation de l'Assurance, en écrivant à M. Le Médiateur de l'Assurance - TSA 50110 - 75441 Paris cedex 09

Nous vous précisons cependant que le Médiateur ne peut être saisi qu'après que le Service Réclamations ait été saisi de votre demande et y ait apporté une réponse.

La saisine du médiateur n'est possible que dans la mesure où votre demande n'a pas été soumise à une juridiction.

Article 25 : Autorité de contrôle

L'autorité chargée du contrôle des entreprises d'assurances qui accordent les garanties prévues par le présent contrat est :

l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR)
61 rue Taitbout
75436 Paris Cedex 09.

Article 26 : AGIRA

En cas de résiliation de votre contrat, les informations contenues dans le relevé d'informations seront inscrites au fichier central des assureurs, géré par l'Association pour la Gestion des Informations sur le Risque en Assurance :

AGIRA
1 rue Jules Lefebvre
75009 Paris

Article 27 : Démarchage en assurances : Faculté de renonciation (article L112-9 du Code des assurances)

Conformément à l'article L112-9 du Code des assurances :

Toute personne physique qui fait l'objet d'un démarchage à son domicile, à sa résidence ou à son lieu de travail, même à sa demande, et qui signe dans ce cadre une proposition d'assurance ou un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle, a la faculté d'y renoncer par lettre recommandée avec demande d'avis de réception pendant le délai de quatorze jours calendaires révolus à compter du jour de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalité.

La lettre recommandée avec demande d'avis de réception - un modèle est joint - doit être adressée à l'assureur conseil dont dépend le contrat ou au Siège social de la Compagnie.
Toute lettre recommandée adressée à une entité juridique autre sera dépourvue de tout effet.

Modèle de lettre type

Adresse où envoyer la renonciation par lettre recommandée

Coordonnées du Souscripteur

Nom Prénom _____

Adresse _____

Commune _____

Code Postal _____

Contrat d'assurance n° _____

Date de souscription : jj/mm/aaaa

Montant de la prime réglée _____ €

Date de règlement de la prime : jj/mm/aaaa

Mode de règlement de la prime : Le jj/mm/aaaa

Madame, Monsieur,

Conformément aux conditions de l'article L 112-9 du Code des assurances, j'entends par la présente renoncer à la police d'assurance n° _____ que j'ai souscrite en date du jj/mm/aaaa.

Je souhaite donc que le contrat précité soit résilié à compter de la date de réception de la présente.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma respectueuse considération.

Signature

Article 28 : Vente à distance

Les conditions ci-après s'appliquent aux contrats exclusivement conclus à distance au sens de l'article L112-2-1 du Code des assurances, c'est-à-dire, exclusivement conclus au moyen de « une ou plusieurs techniques de communication à distance jusqu'à, et y compris, la conclusion du contrat ».

> Quelles sont les modalités de conclusion du contrat ?

Vous disposez d'un délai de quatorze jours calendaires révolus pour nous* retourner l'ensemble des pièces du dossier de souscription signées (Conditions Particulières, formulaire de recensement de vos besoins et exigences, autorisation de prélèvement) ainsi que les pièces justificatives réclamées.

Ce délai commence à courir à compter de la date de conclusion du contrat (réputée être la date d'émission des conditions particulières).

À défaut de retour dans ce délai, votre contrat sera anéanti rétroactivement sans qu'il soit nécessaire pour la Compagnie d'accomplir une quelconque démarche complémentaire.

Si vous avez demandé que le contrat commence à être exécuté avant l'expiration de ce délai de quatorze jours et qu'un sinistre* survient pendant ce délai, vous devrez alors nous retourner l'ensemble des pièces signées ainsi que les justificatifs réclamés au plus tard lors de la déclaration de sinistre*.

À défaut de retour dans ce délai, votre contrat sera anéanti rétroactivement sans qu'il soit nécessaire pour la Compagnie d'accomplir une quelconque démarche complémentaire. Le sinistre* ne sera alors pas pris en charge.

Fiche d'information relative au fonctionnement des garanties « responsabilité civile » dans le temps

> Avertissement

La présente fiche d'information vous est délivrée en application de l'article L112-2 du Code des assurances.

Elle a pour objet d'apporter les informations nécessaires à une bonne compréhension du fonctionnement de la garantie de responsabilité civile dans le temps.

Elle concerne les contrats souscrits ou reconduits postérieurement à l'entrée en vigueur le 3 novembre 2003 de l'article 80 de la loi n° 2003-706. Les contrats souscrits antérieurement font l'objet de conditions particulières précisées dans la même loi.

> Comprendre les termes

Fait dommageable

Fait, acte ou événement à l'origine des dommages subis par la victime et faisant l'objet d'une réclamation.

Réclamation

Mise en cause de votre responsabilité, soit par lettre adressée à l'assuré ou à l'assureur, soit par assignation devant un tribunal civil ou administratif. Un même sinistre peut faire l'objet de plusieurs réclamations, soit d'une même victime, soit de plusieurs victimes.

Période de validité de la garantie

Période comprise entre la date de prise d'effet de la garantie et, après d'éventuelles reconductions, sa date de résiliation ou d'expiration.

Période subséquente

Période se situant après la date de résiliation ou d'expiration de la garantie. Sa durée est précisée par le contrat. Elle ne peut être inférieure à cinq ans.

Si votre contrat garantit exclusivement votre responsabilité civile vie privée, reportez-vous au I. Sinon, reportez-vous au I et au II.

I - Le contrat garantit votre responsabilité civile Vie privée

En dehors de toute activité professionnelle, la garantie est déclenchée par le fait dommageable.

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

II - Le contrat garantit la responsabilité civile encourue du fait d'une activité professionnelle

Le contrat d'assurance doit préciser si la garantie est déclenchée par le « fait dommageable » ou si elle l'est par « la réclamation ».

Lorsque le contrat contient à la fois des garanties couvrant votre responsabilité civile du fait d'activité professionnelle et des garanties couvrant votre responsabilité civile vie privée, ces dernières sont déclenchées par le fait dommageable (cf. I).

Certains contrats, pour lesquels la loi prévoit des conditions particulières dérogent cependant à cette condition ; c'est le cas par exemple en matière d'assurance décennale obligatoire des activités de construction.

1 Comment fonctionne le mode de déclenchement par « le fait dommageable » ?

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

2 Comment fonctionne le mode de déclenchement « par la réclamation » ?

Quel que soit le cas, la garantie de l'assureur n'est pas due si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci.

2.1. Premier cas : la réclamation du tiers est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période de validité de la garantie souscrite. L'assureur apporte sa garantie, même si le fait à l'origine du sinistre s'est produit avant la souscription de la garantie.

2.2. Second cas : la réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période subséquente.

Cas 2.2.1 : l'assuré n'a pas souscrit de nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation couvrant le même risque. L'assureur apporte sa garantie.

Cas 2.2.2 : l'assuré a souscrit une nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation auprès d'un nouvel assureur couvrant le même risque. C'est la nouvelle garantie qui est mise en œuvre, sauf si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci, auquel cas, c'est la garantie précédente qui intervient.

Aussi, dès lors qu'il n'y a pas d'interruption entre deux garanties successives et que la réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur avant l'expiration du délai subséquent de la garantie initiale, l'un des deux assureurs est nécessairement compétent et prend en charge la réclamation. Lorsque la garantie initiale est déclenchée pendant la période subséquente, le plafond de l'indemnisation ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de sa résiliation ou de son expiration.

3 En cas de changement d'assureur :

Si vous avez changé d'assureur et si un sinistre, dont le fait dommageable est intervenu avant la souscription de votre nouveau contrat, n'est l'objet d'une réclamation qu'au cours de votre nouveau contrat, il faut déterminer l'assureur qui vous indemnifiera. Selon le type de contrats, l'ancien ou le nouvel assureur pourra être valablement saisi.

Fiche d'information relative au fonctionnement des garanties « responsabilité civile » dans le temps

Reportez-vous aux cas types ci-dessous :

3.1. L'ancienne et la nouvelle garanties sont déclenchées par le fait dommageable. La garantie qui est activée par la réclamation est celle qui est ou était en cours de validité à la date de survenance du fait dommageable.

3.2. L'ancienne et la nouvelle garanties sont déclenchées par la réclamation.

- Votre ancien assureur devra traiter la réclamation si vous avez eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation vous est adressée ou l'est à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent. Si vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie, c'est votre nouvel assureur qui accueillera votre réclamation.

3.3. L'ancienne garantie est déclenchée par le fait dommageable et la nouvelle garantie est déclenchée par la réclamation.

- Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de l'ancienne garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable. Dans l'hypothèse où le montant de cette garantie serait insuffisant, la garantie nouvelle déclenchée par la réclamation sera alors amenée à compléter cette insuffisance pour autant que vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la date de souscription de votre nouvelle garantie.
- Si le fait dommageable s'est produit avant la prise d'effet de l'ancienne garantie et est demeuré inconnu de l'assuré à la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est le nouvel assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

3.4. L'ancienne garantie est déclenchée par la réclamation et la nouvelle garantie est déclenchée par le fait dommageable.

- Si le fait dommageable s'est produit avant la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation est adressée à l'assuré ou à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.
- Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de la nouvelle garantie, c'est bien entendu l'assureur de cette dernière qui doit traiter la réclamation.

4 En cas de réclamations multiples relatives au même fait dommageable

Un même fait dommageable peut être à l'origine de dommages multiples qui interviennent ou se révèlent à des moments différents. Plusieurs réclamations ont alors vocation à être successivement adressées par les différents tiers concernés.

Dans ce cas, le sinistre est considéré comme unique. En conséquence, c'est le même assureur qui prend en charge l'ensemble des réclamations.

- Si le fait dommageable s'est produit alors que votre contrat était déclenché sur la base du fait dommageable, c'est donc votre assureur à la date où le fait dommageable s'est produit qui doit traiter les réclamations.
- Si vous n'étiez pas couvert sur la base du fait dommageable à la date du fait dommageable, l'assureur qui doit être désigné est celui qui est compétent, dans les conditions précisées aux paragraphes II-1, II-2 et II-3 ci-dessus, au moment de la formulation de la première réclamation. Dès lors que cet assureur est compétent au titre de la première réclamation, les réclamations ultérieures seront alors traitées par ce même assureur quelle que soit la date à laquelle ces réclamations sont formulées, même si la période subséquente est dépassée.

Arrêté du 31 octobre 2003 portant sur la notice d'information délivrée en application des nouvelles conditions sur le déclenchement de la garantie de responsabilité civile dans le temps dans les contrats d'assurance.

8. Clauses de Réduction - Majoration

(article A121-1 du Code des Assurances)

Article 1

Lors de chaque échéance annuelle du contrat, la prime due par l'Assuré est déterminée en multipliant le montant de la prime de référence, telle qu'elle est définie à l'article 2, pour un coefficient dit « Coefficient de réduction-majoration », fixé conformément aux articles 4 et 5 suivants.

Le coefficient d'origine est de 1.

Article 2

La prime de référence est la cotisation établie par l'Assureur pour le risque présentant les mêmes caractéristiques techniques que celles présentées par l'assuré et figurant au tarif communiqué par l'Assureur au ministre chargé de l'Économie et des Finances dans les conditions prévues à l'article R. 310-6.

Les caractéristiques techniques concernent le véhicule, la zone géographique de circulation ou de garage, l'usage socioprofessionnel ou le kilométrage parcouru, éventuellement la conduite exclusive du véhicule, ainsi que les réductions éventuelles figurant au tarif des entreprises d'assurance.

Cette prime de référence ne comprend pas les majorations éventuellement prévues pour les circonstances aggravantes énumérées à l'article A. 121-1-2 du Code des assurances. En revanche, pour l'application des dispositions de la clause, cette cotisation de référence comprend la surprime éventuellement prévue pour les conducteurs novices à l'article A. 121-1-1 du Code des assurances ainsi que les réductions éventuelles mentionnées à l'article A. 335-9-3

Article 3

La prime sur laquelle s'applique le coefficient de réduction-majoration est la prime de référence définie à l'article précédent, pour la garantie des risques de responsabilité civile, de dommages au véhicule, de vol, d'incendie, de bris des glaces et de catastrophes naturelles.

Article 4

Après chaque période annuelle d'assurance sans sinistre, le coefficient applicable est celui utilisé à la précédente échéance réduit de 5 %, arrêté à la deuxième décimale et arrondi par défaut (1) ; toutefois, lorsque le contrat garantit un véhicule utilisé pour un usage « Tournées » ou « Tous déplacements », la réduction est égale à 7 %.

Le coefficient de réduction-majoration ne peut être inférieur à 0,50. Aucune majoration n'est appliquée pour le premier sinistre survenu après une première période d'au moins trois ans au cours de laquelle le coefficient de réduction majoration a été égal à 0,50.

Article 5

Un sinistre de responsabilité survenu au cours de la période annuelle d'assurance majeure le coefficient de 25 % ; un second sinistre majeure le coefficient obtenu de 25 %, et il en est de même pour chaque sinistre supplémentaire.

Le coefficient obtenu est arrêté à la deuxième décimale (2) et arrondi par défaut.

Si le véhicule assuré est utilisé pour un usage « Tournées » ou « Tous déplacements », la majoration est égale à 20 % par sinistre.

La majoration est, toutefois, réduite de moitié lorsque la responsabilité du conducteur n'est que partiellement engagée, notamment lors d'un accident mettant en cause un piéton ou un cycliste.

En aucun cas le coefficient de réduction-majoration ne peut être supérieur à 3,50.

Après deux années consécutives sans sinistre, le coefficient applicable ne peut être supérieur à 1.

Article 6

~~Ne sont pas à prendre en considération, pour l'application d'une majoration, les sinistres devant donner lieu ou non à une indemnisation lorsque :~~

1. l'auteur de l'accident conduit le véhicule à l'insu du propriétaire ou de l'un des conducteurs désignés, sauf s'il vit habituellement au foyer de l'un de ceux-ci ;
2. la cause de l'accident est un événement non imputable à l'assuré, ayant les caractéristiques de la force majeure ;
3. la cause de l'accident est entièrement imputable à la victime ou à un tiers.

Article 7

~~Le sinistre survenu à un véhicule en stationnement par le fait d'un tiers non identifié alors que la responsabilité de l'Assuré n'est engagée à aucun titre, ou le sinistre mettant en jeu uniquement l'une des garanties suivantes : vol, incendie, bris des glaces, n'entraîne pas l'application de la majoration prévue à l'article 5 et ne fait pas obstacle à la réduction visée à l'article 4.~~

Article 8

~~Lorsqu'il est constaté qu'un sinistre ne correspond pas à la qualification qui lui avait été donnée initialement, la rectification de la prime peut être opérée soit par le moyen d'une quittance complémentaire, soit à l'occasion de l'échéance annuelle suivant cette constatation.~~

Aucune rectification de prime ne sera, toutefois, effectuée si la constatation est faite au-delà d'un délai de deux ans suivant l'échéance annuelle postérieure à ce sinistre.

(1) Exemple : Après la première période annuelle, le coefficient est de 0,95. Après la deuxième période annuelle, le coefficient est de 0,9025, arrêté et arrondi à 0,90.

Après la sixième période annuelle, le coefficient est de 0,722, arrêté et arrondi à 0,72.

Après la douzième période annuelle, le coefficient est de 0,513, arrêté et arrondi à 0,51.

(2) Exemple : Après le premier sinistre, le coefficient est de 1,25. Après le deuxième sinistre, le coefficient est de 1,5625, arrêté et arrondi à 1,56.

8. Clauses de Réduction - Majoration

Article 9

La période annuelle prise en compte pour l'application des dispositions de la présente clause est la période de douze mois consécutifs précédant de deux mois l'échéance annuelle du contrat.

Si le contrat est interrompu ou suspendu pour quelque cause que ce soit, le taux de réduction ou de majoration appliqué à l'échéance précédente reste acquis à l'Assuré mais aucune réduction nouvelle n'est appliquée, sauf si l'interruption ou la suspension est au plus égale à trois mois.

Par exception aux dispositions précédentes, la première période d'assurance prise en compte peut être comprise entre neuf et douze mois.

Article 10

Le coefficient de réduction-majoration acquis au titre du véhicule désigné au contrat est automatiquement transféré en cas de remplacement de ce véhicule ou en cas d'acquisition d'un ou plusieurs véhicules supplémentaires.

Toutefois, le transfert de la réduction n'est applicable que si le ou les conducteurs habituels du ou des véhicules désignés aux Dispositions Particulières du contrat demeurent les mêmes, sauf en cas de réduction du nombre des conducteurs.

Article 11

Si le contrat concerne un véhicule précédemment garanti par un autre Assureur, le coefficient de réduction-majoration applicable à la première prime est calculé en tenant compte des indications qui figurent sur le relevé d'informations mentionné à l'article 12 ci-dessous, et des déclarations complémentaires de l'Assuré.

Article 12

L'assureur délivre au souscripteur un relevé d'informations lors de la résiliation du contrat par l'une des parties et dans les quinze jours à compter d'une demande expresse du souscripteur.

Ce relevé comporte les indications suivantes :

- date de souscription du contrat ;
- numéro d'immatriculation du véhicule ;
- nom, prénom, date de naissance, numéro et date de délivrance du permis de conduire du Souscripteur et de chacun des conducteurs désignés au contrat ;
- nombre, nature, date de survenance et conducteur responsable des sinistres survenus au cours des cinq périodes annuelles précédant l'établissement du relevé d'informations, ainsi que la part de responsabilité retenue ;
- le coefficient de réduction-majoration appliqué à la dernière échéance annuelle ;
- la date à laquelle les informations ci-dessus ont été arrêtées.

Article 13

Le conducteur qui désire être assuré auprès d'un nouvel Assureur s'engage à fournir à celui-ci le relevé d'informations délivré par l'Assureur du contrat qui le garantissait précédemment, au Souscripteur de ce contrat.

Article 14

L'Assureur doit indiquer sur l'avis d'échéance ou la quittance de prime remis à l'Assuré :

- le montant de la prime de référence ;
- le coefficient de réduction-majoration prévu à l'article A121-1 du Code des assurances ;
- la prime nette après application de ce coefficient ;
- la ou les majorations éventuellement appliquées conformément à l'article A335-9-2 du Code des assurances ;
- la ou les réductions éventuellement appliquées conformément à l'article A335-9-3 du Code des assurances.

9. Risque A - Garanties complémentaires

1. Remorquage occasionnel

La garantie est étendue aux dommages causés par le véhicule assuré, alors qu'il remorque **occasionnellement** un autre véhicule en panne ou alors que, se trouvant lui-même en panne, il est remorqué par un autre véhicule.

2. Responsabilité personnelle des passagers

Lorsque le véhicule assuré est un véhicule à 4 roues, la garantie est étendue, dans les conditions définies ci-après, à la responsabilité personnelle encourue - à l'égard des tiers non transportés - par les passagers, à partir du moment où ils montent dans le véhicule assuré jusqu'au moment où ils en sortent. Par « passager », il faut entendre ici toute personne transportée à titre gratuit dans le véhicule et n'occupant pas la place normale de celle tenant le volant.

La présente extension de garantie est limitée aux accidents provoqués par un acte ou geste inconsidéré du passager (tel que : ouverture intempestive d'une portière, geste maladroit entraînant une fausse manœuvre du conducteur) sans que cet acte ou ce geste puisse se rattacher, d'une façon quelconque - directe ou indirecte - à la conduite du véhicule par le passager, sauf en cas de manœuvre de sauvetage rendue nécessaire par un malaise subit du conducteur.

3. Vice ou défaut d'entretien imputable au propriétaire du véhicule

Lorsque le véhicule assuré est conduit par une personne autre que son propriétaire, la garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité personnelle dudit propriétaire, en cas d'accident survenant audit conducteur ou aux personnes transportées, et résultant d'un vice ou d'un défaut d'entretien du véhicule, imputable à son propriétaire, que le véhicule soit ou non en circulation.

4. Secours aux blessés de la route

Même si le contrat ne comporte aucune des garanties des dommages subis par le véhicule, la Compagnie rembourse à l'Assuré les frais réellement exposés par lui, pour le nettoyage ou la remise en état de ses effets vestimentaires, de ceux des personnes l'accompagnant et des garnitures intérieures du véhicule, lorsque ces frais sont la conséquence de dommages résultant du transport bénévole et gratuit d'une personne blessée du fait d'un accident de la route.

5. Remplacement du véhicule assuré indisponible - Dispense de l'obligation d'informer l'Assureur

En cas d'indisponibilité prouvée du véhicule assuré, le propriétaire de celui-ci ou le Souscripteur est dispensé de l'obligation d'informer la Compagnie comme prévu aux Dispositions Générales, à condition que la valeur à neuf et la puissance fiscale du véhicule loué ou emprunté ne soient pas supérieures à celles du véhicule indisponible, que le remplacement n'excède pas une durée de 2 semaines consécutives et qu'il ne s'agisse pas d'un véhicule prêté par un professionnel de la réparation, de la vente ou du contrôle de l'automobile.

Lorsque cette dispense ne s'applique pas, faute par l'Assuré de pouvoir justifier que les conditions définies ci-dessus sont remplies, et que l'Assuré a omis d'informer la Compagnie, la garantie du contrat ne jouera pas pour le véhicule de remplacement.

6. Véhicule ancien conservé en vue de la vente

À compter de la date mentionnée aux Dispositions Particulières sous la rubrique « Date d'effet », le véhicule garanti par le présent contrat est celui désigné dans le cadre « Véhicule Assuré ».

Toutefois, et pendant une durée maximum de quinze jours à partir de la date ci-dessus, si le véhicule, précédemment assuré n'est pas vendu, la garantie reste acquise pour ce véhicule, **le Souscripteur déclarant ne mettre en circulation, pendant cette période, qu'un seul véhicule à la fois.**

La présente extension de garantie ne peut en aucun cas bénéficier à un garagiste ou à un professionnel de l'automobile chargé de la vente du véhicule précédemment assuré.

7. Responsabilité de l'enfant conduisant le véhicule assuré à l'insu du propriétaire ou du Souscripteur

La Compagnie garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à un enfant du Souscripteur du présent contrat ou du propriétaire du véhicule assuré lorsqu'il conduit ce véhicule à leur insu.

La garantie s'exercera même si l'enfant n'a pas l'âge requis pour la conduite des véhicules terrestres à moteur ou ne peut justifier être titulaire du permis de conduire exigé par les règlements publics en vigueur, **à la condition, dans ce dernier cas qu'il n'ait pas, au moment de l'accident dépassé de plus de SIX mois l'âge minimum requis pour son obtention.**

La Compagnie bénéficiera d'une franchise toujours déduite de **150 euros** par sinistre. Cette franchise s'ajoutera à toute autre franchise pouvant, le cas échéant, être prévue par ailleurs dans le contrat.

8. Garantie de l'Assuré en cas d'inexistence ou de non validité du permis de conduire d'un préposé

Par dérogation partielle aux Dispositions Générales, lorsqu'au moment du sinistre le conducteur ne peut justifier être titulaire du permis de conduire en état de validité (ni suspendu, ni périmé) exigé par les règlements en vigueur, la garantie reste acquise :

A - Au Souscripteur du présent contrat ou au propriétaire du véhicule assuré en leur qualité de commettant

- Lorsque le préposé de l'un d'eux les aura induits en erreur par la production de titres faux ou falsifiés, sous réserve que ceux-ci aient présenté l'apparence de l'authenticité.
- Lorsque le permis du préposé a fait d'objet d'une annulation, d'une suspension, d'une restriction de validité ou d'un changement de catégorie par décision judiciaire ou préfectorale, et que ces mesures ne leur ont pas été notifiées et ont été ignorées d'eux.

La garantie reste acquise dans les conditions et limites suivantes :

- la date de retrait effectif ou de la rectification matérielle du permis doit être postérieure à la date de l'embauche ;
- la Compagnie bénéficiera d'une franchise de **150 euros** par sinistre, à l'expiration d'un délai d'UN mois suivant la date de retrait effectif ou de la rectification matérielle du permis. Cette franchise s'ajoutera à toute autre franchise pouvant, le cas échéant, être prévue par ailleurs dans le contrat ;
- le commettant devra prouver que la décision prise à l'encontre du chauffeur ne lui a pas été notifiée.

9. Risque A - Garanties complémentaires

c. Lorsqu'à l'insu du Souscripteur du présent contrat ou du propriétaire du véhicule assuré, le préposé ne respecte pas les mentions portées sur son permis de conduire ou visant l'obligation du port de verres correcteurs ou d'appareils de prothèse.

La Compagnie conservera une action récursoire contre l'auteur de l'accident en cas de malveillance de sa part.

B - À l'Assuré tel qu'il est défini aux Dispositions Générales

Lorsque le conducteur n'est titulaire que d'un permis de la catégorie D, dans les cas de tolérances administratives définis par la circulaire C.R. 124-243 du 28 décembre 1960 et C.R. 61/14 du 15 novembre 1961 du Ministère des Travaux Publics et des Transports.

9. Frais de remorquage et de gardiennage

Lorsque le contrat prévoit la garantie des dommages subis par le véhicule assuré (Risques B ou C et/ou E, et/ou F), la Compagnie remboursera, en cas d'accident le coût des frais de remorquage du lieu de l'accident au garage le plus proche, ainsi que les frais de gardiennage à partir du 16ème jour, lorsque le sinistre garanti a pour conséquence d'immobiliser le véhicule assuré.

Ce remboursement, limité globalement à 150 euros TVA comprise par sinistre, sans pouvoir dépasser le coût réel des frais de remorquage et de gardiennage, ne pourra, en aucun cas, se cumuler avec toute autre indemnité de dépannage ou de privation de jouissance prévue au contrat.

La présente extension est limitée aux accidents survenant en France métropolitaine, dans la Principauté de Monaco et dans les départements d'Outre-Mer (DOM).

10. Garantie de l'insolvabilité des tiers responsables de l'accident

a. Pour l'application de cette garantie, on entend par « Assuré » le Souscripteur, le propriétaire du véhicule assuré, le titulaire de la carte grise, les membres de la famille de l'Assuré ainsi que toute personne transportée à titre gratuit.

b. L'Assureur garantit l'Assuré contre le risque d'insolvabilité du responsable des dommages corporels et matériels qu'il a subis à l'occasion de la collision ou du versement du véhicule assuré, à condition que le conducteur de celui-ci bénéficie, au moment du sinistre, de la garantie A (Responsabilité Civile), que le responsable ne soit pas transporté dans ce véhicule et qu'il soit identifié.

La preuve de l'insolvabilité incombe à l'Assuré. Elle résulte de la production d'un procès-verbal de carence, dressé par huissier, constatant l'absence ou l'insuffisance de biens saisissables.

c. Cette garantie :

- ne joue pas pour les dommages entrant dans le champ d'intervention du fonds de garantie automobile, quel que soit le montant de l'indemnité à la charge de ce dernier, ainsi que pour les dommages matériels laissés à la charge de la victime par ce fonds ;
- porte sur les indemnités, non recouvrées, attribuées judiciairement à l'Assuré au titre des dommages visés ci-dessus, ainsi que sur les frais de procès, à concurrence de 1 525 euros par événement ;
- s'exerce pour les sinistres survenus en France métropolitaine, dans la Principauté de Monaco, en Belgique et au Luxembourg

10. Clausier véhicules à 4 roues

Parmi les clauses ci-après seules s'appliquent au présent contrat celles qui ont été validées aux Conditions Particulières compte tenu des déclarations faites par le Souscripteur conformément à l'article 15 des Conditions Générales.

Clause 2 P - Responsabilité civile de l'Employeur

La garantie est étendue à la Responsabilité Civile des Employeurs de l'Assuré au cas où celle-ci serait recherchée à la suite d'un accident causé aux tiers par ledit Assuré pour le compte desdits employeurs et ce, dans la limite de la garantie du contrat.

Clause 3 P - Renonciation à recours contre la SNCF

La Compagnie renonce à tous recours contre la SNCF ou ses préposés, en cas d'incendie provoqué par le véhicule assuré lorsqu'il est remis dans un parking réservé à la SNCF.

Si le contrat garantit les dommages causés au véhicule assuré par la suite d'un incendie (risque F), cette renonciation est également valable pour ces dommages.

Clause 4 P - Renonciation à recours contre l'État

En cas de dommages causés au véhicule assuré ou à ses occupants, lorsque celui-ci est garé sur un terrain appartenant à l'État ou sur un terrain attenant, la Compagnie renonce à tous recours contre l'État et contre le propriétaire du terrain attenant.

Clause 2 U - Crédit ou leasing automobile - Location longue durée ou avec option d'achat

Les indemnités qui seraient dues au titre des garanties « Dommages subis par le véhicule », ne seront réglées qu'en présence de l'organisme financier et, pour les véhicules pris en crédit-bail (leasing), conformément aux conditions Générales.

Clause 4 W - Application éventuelle du tarif normal au Bénéficiaire d'un tarif préférentiel

L'Assuré n'aura plus droit au tarif préférentiel dont il bénéficie s'il a déclaré, au cours des 24 derniers mois précédant l'échéance anniversaire, deux sinistres engageant totalement **ou** partiellement sa responsabilité civile **ou** deux sinistres pour lesquels la Compagnie se trouve dans l'impossibilité d'exercer un recours à l'encontre des tiers responsables **ou** trois sinistres sans tiers (Bris de glace, Vol, Incendie, Dommages)

Clause S 6 - Franchise proportionnelle sur Dommages subis par le véhicule assuré

La garantie des DOMMAGES SUBIS PAR LE VÉHICULE ASSURÉ (article 5 - Risques B et C) comporte une franchise absolue correspondant au pourcentage indiqué aux Conditions Particulières avec un minimum et un maximum figurant aux Conditions Particulières, dont l'Assuré conservera la charge à l'occasion de chaque sinistre quel qu'en soit le montant. L'Assuré est néanmoins tenu de déclarer à la Compagnie tous les accidents, quelle que soit leur importance présumée.

Si le véhicule est attelé d'une remorque garantie pour ses dommages par le présent contrat, la franchise est applicable par sinistre atteignant soit le véhicule tracteur seul, soit la remorque, soit simultanément le véhicule tracteur et sa remorque.

TITRE II : les contrats annexes

Les garanties des contrats annexes ne sont acquises que si la mention en est faite aux conditions particulières du contrat automobile.

1. Le contrat protection juridique automobile

La raison sociale et les mentions légales de la société d'assurance couvrant le risque sont précisées aux conditions particulières.

1. Définitions

Assureur :

Désigné dans le texte par nous.

Le nom et les coordonnées de la société d'assurances couvrant le risque figurent sur les conditions particulières.

Assuré :

Désigné dans le texte par vous.

Sont assurés et bénéficient des garanties: l'Adhérent ayant un contrat « Automobile 4 roues» souscrit auprès d'APRIL PARTENAIRE, son conjoint, leurs enfants ayant la garde ou la conduite du véhicule, toute autre personne ayant la garde ou la conduite autorisée d'un véhicule de l'Adhérent et toute personne ayant la qualité de passager transporté.

Tiers identifié ou adversaire :

Toute personne, physique ou morale, dont vous connaissez l'identité et l'adresse, qui n'a pas la qualité d'assuré au sens du présent contrat.

Sinistre (litige, conflit, différend) :

Par sinistre il faut entendre toute situation conflictuelle, désaccord ou contestation d'un droit qui vous oppose à un tiers, y compris sur le plan amiable :

- En cas d'accident de la circulation impliquant le ou les véhicules dont l'assuré a la propriété ou la garde juridique ou en cas d'accident corporel subi par l'assuré en tant que piéton, ou passager transporté à titre gratuit dans un véhicule dont il n'a pas la garde juridique.
- En cas d'infraction au Code de la Route, même en dehors d'un accident.
- En cas de litige relatif à un véhicule détenu par l'assuré : achat, financement, entretien, réparation, vente.

2. Garanties

1. Nous, en prévention de tout litige garanti, informons et donnons un avis de principe sur vos droits et obligations.
2. Nous vous conseillons sur la portée ou les conséquences de l'affaire, organisons la médiation et la transaction de nature à régler le différend entre les parties et en cas de besoin, prenons en charges les frais de procédures, à l'amiable ou devant les juridictions compétentes.

3. Domaines d'intervention

Sont couverts les litiges relevant des domaines suivants :

- **Protection Accident** : en cas de litige consécutif à un accident de circulation, seulement si la garantie «défense pénale et recours suite à accident» ne couvre pas le litige : Recours visant la réparation pécuniaire de votre préjudice. Défense devant toute juridiction répressive lorsque vous êtes poursuivi pour une infraction.
- **Protection Permis de conduire** : Pour tout assuré : défense et représentation devant une commission administrative ou une juridiction pénale. Pour le propriétaire du véhicule assuré, son conjoint, ses enfants à charge (au sens fiscal) : remboursement de 100%

du prix du stage de reconstitution des points du permis de conduire lorsque ceux-ci tombent à un niveau inférieur ou égal à 6.

- **Protection Litiges** : en cas de conflit :

Lié à l'achat, l'entretien, la réparation, ou la vente d'un véhicule vous appartenant ou vous opposant à un organisme de financement.

4. Exclusions

Nous n'intervenons pas :

- **Si votre responsabilité est mise en cause et que les dommages dont vous êtes responsables auraient dû être pris en charge au titre d'une assurance légalement obligatoire. Nous n'intervenons pas non plus si une garantie à l'un de vos contrats d'assurances prévoit l'indemnisation directe de votre préjudice en dehors de toute recherche de responsabilité.**
- **Pour les litiges résultant de risques exceptionnels (guerre civile ou guerre étrangère, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, actes de vandalisme) ou découlant d'une catastrophe naturelle.**
- **Pour les litiges résultant d'une faute intentionnelle de votre part.**
- **Pour les litiges relatifs à votre défense en cas de poursuites consécutives à la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique ou de stupéfiants.**
- **Pour les litiges résultant d'une contravention sanctionnée par une amende « fixe» (comme les contraventions de stationnement).**
- **Pour les litiges faisant l'objet d'un conflit entre vous et nous sauf lors de l'application de la clause ARBITRAGE ou CONFLIT D'INTERETS.**
- **Pour les litiges avec l'Administration Fiscale ou le domaine des douanes.**
- **Pour les litiges concernant votre surendettement ou votre insolvabilité, le règlement d'une dette ou l'obtention de délais de paiement.**

5. Conditions et montant de la garantie

Pour la mise en oeuvre de la garantie, le sinistre doit satisfaire aux conditions suivantes :

- la date du sinistre ou du fait générateur doit être comprise entre la date de prise d'effet de la garantie et la date de son expiration
- le litige doit relever de la compétence d'une juridiction française ou d'un pays membre de l'Union Européenne et, en matière d'accident, d'un pays figurant sur la carte verte internationale.
- le préjudice doit être d'au moins 275 euros pour l'exercice d'un recours judiciaire (mais aucun seuil d'intervention à l'amiable ou en défense n'est exigé)
- les frais et dépenses ne doivent être engagés qu'avec notre accord préalable
- tous frais confondus, la garantie financière par sinistre est fixée à 20.000 euros

1. Le contrat protection juridique automobile

6. Garanties financières

Dépenses garanties

Nous couvrons les dépenses d'assistance de l'Assuré qui suivent :

- les honoraires d'Expert ou de spécialiste
- les frais taxables d'Huissier, Expert, Avocat, Avoué
- les honoraires et frais non taxables d'Avocat, dont le choix est libre

Dépenses non garanties

La garantie ne couvre pas :

- le principal, les dommages et intérêts, les astreintes, amendes
- Les frais et honoraires liés à l'établissement de votre

préjudice

- les dépenses et condamnations de toute nature
- les émoluments dont le montant ne serait fixé qu'en fonction du résultat obtenu

Choix de l'avocat

Lorsqu'il est nécessaire de faire appel à un avocat, nous prenons en charge ses honoraires. Vous pouvez choisir votre conseil habituel, ou choisir votre avocat parmi ceux inscrits au barreau du tribunal compétent. Nous pouvons enfin, si vous le préférez, vous proposer un avocat partenaire. Le choix de votre avocat doit se faire sur demande écrite de votre part. Les honoraires de votre avocat seront pris en charge dans la limite des plafonds suivants :

Recours amiable ayant abouti	250 €
Assistance à une expertise ou à une mesure d'instruction	400 €
Représentation devant une commission administrative	350 €
Référé expertise en demande	400 €
Autres référés	500 €
Ordonnance ou Requête	400 €
Médiation pénale	400 €
Tribunal de Police : infraction au Code de la Route	350 €
Tribunal de Police : autres infractions	500 €
Tribunal Correctionnel : sans constitution de partie civile	600 €
Tribunal Correctionnel : avec constitution de partie civile	800 €
Tribunal d'Instance	600 €
Tribunal de Grande Instance ou Tribunal Administratif	800 €
Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale	800 €
Tribunal de Commerce	800 €
ADDel : en matière de Dolice	400 €
Appel : en matière correctionnelle	800 €
Appel : autres matières	1.000 €
Cour de Cassation ou Conseil d'Etat	1.500 €
Transaction amiable menée à son terme par l'Avocat	de 380 € à 950 €
et ayant abouti à un protocole signé par les parties	selon l'espèce
Toute autre Juridiction	610 €

Ces honoraires comprennent les frais de secrétariat et de déplacement, et sont indiqués toutes taxes comprises.

Si l'affaire est portée devant une juridiction étrangère, nous réglons les honoraires correspondant à la juridiction française équivalente.

Nous prenons en charge les frais d'exécution de la décision rendue en votre faveur si votre débiteur est localisé et solvable. A défaut, nous cessons notre intervention.

1. Le contrat protection juridique automobile

7. Fonctionnement de la garantie

- **Déclaration du sinistre** : vous devez nous déclarer par écrit, dans les plus brefs délais, votre sinistre. En recours, vous avez obligation, sous peine de déchéance de garantie, de déclarer le sinistre avant la mise en oeuvre d'une procédure judiciaire.
- **Mise en oeuvre de la garantie, à réception** :
 - Nous vous faisons part de notre position, étant entendu que nous pouvons vous demander de nous fournir, sans restriction ni réserve, toutes les pièces se rapportant au litige ainsi que tout renseignement complémentaire en votre possession.
 - Selon l'importance du dossier ou les difficultés rencontrées, nous vous donnons notre avis sur l'opportunité de transiger ou d'engager une instance judiciaire, en demande comme en défense. Les cas de désaccord à ce sujet sont réglés selon les modalités prévues à l'article 8.
- **Cumul de la garantie** : Si vous êtes garanti par plusieurs polices pour le risque constituant l'objet du présent contrat, vous devez nous en informer, au plus tard, lors de la déclaration du sinistre. Vous avez alors le choix de l'assureur. S'il y a eu tromperie ou fraude de votre part, les sanctions disposées par l'article L 121.3 du code des assurances sont applicables.
- **Exécution des décisions de justice et subrogation** : nous prenons en charge la procédure d'exécution de la décision rendue en votre faveur par le tribunal.
Lorsque la partie adverse est condamnée aux dépens de l'instance ou lorsque vous obtenez du tribunal, une indemnité en application des dispositions de l'article 700 nouveau Code de Procédure Civile, de l'article 475.1 du Code de Procédure Pénale ou de l'article L 8.1 du Code des Tribunaux Administratifs, nous sommes subrogés dans vos droits sur ces allocations jusqu'à concurrence des sommes exposées au titre de notre garantie.
- **Déchéance de garantie** : Vous pouvez être déchu de votre droit à garantie si vous faites de mauvaise foi des déclarations inexactes sur les faits ou les événements constitutifs du sinistre, ou plus généralement, sur tous éléments pouvant servir à la solution du litige.

Attention : pas de frais et actions engagés sans notre accord

Toutes les actions à entreprendre sont décidées d'un commun accord entre vous et nous. A défaut de cet accord préalable, leurs frais et conséquences resteront à votre charge, sauf s'il s'agit de mesures conservatoires urgentes.

8. Arbitrage

Conformément aux dispositions de l'article L 127-4 du Code des Assurances, il est entendu que, dans le cas d'un désaccord entre nous au sujet des mesures à prendre pour régler le litige, objet du sinistre garanti, cette difficulté peut être soumise sur votre demande, à l'arbitrage d'un conciliateur désigné d'un commun accord, ou à défaut, par le Président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés.

Les frais exposés pour la mise en oeuvre de cette faculté sont à notre charge, sauf lorsque le Président du Tribunal de Grande Instance en décide autrement, au regard du caractère abusif de votre demande.

Vous pouvez également soumettre ce désaccord à l'appréciation d'une tierce personne librement désignée par vous, reconnue pour son indépendance et habilitée à donner des conseils juridiques. Vous nous informerez de cette désignation, ses honoraires seront alors pris en charge par nous dans la limite de 200 euros TTC.

Si contrairement à notre avis et celui du conciliateur, vous engagez à vos frais une procédure contentieuse et obtenez une solution plus favorable à celle que nous avons proposée, nous nous engageons, dans le cadre de notre garantie, à prendre en charge les frais de justice et d'avocat que vous aurez ainsi exposés.

9. Prescription

Conformément aux articles L 114.1 et L 114.2 du code des assurances, toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans, à compter de l'événement qui y donne naissance. L'assuré peut interrompre cette prescription par l'envoi à l'assureur d'une lettre recommandée avec avis de réception ou une désignation d'expert ou la saisie d'un tribunal même en référé.

10. Effet, durée et validité du contrat

Ce contrat étant une annexe au contrat automobile, notre garantie vous est acquise à partir de la date mentionnée aux conditions particulières du contrat automobile et pour la même durée.

De même, les conditions de cessation du contrat sont identiques au contrat automobile. Toutefois, en cas de résiliation hors échéance, aucun remboursement n'est dû sur ce contrat annexe.

2. Le contrat Protection du conducteur

La raison sociale et les mentions légales de la société d'assurance couvrant le risque sont précisées aux conditions particulières et en Introduction des présentes conditions générales.

1. Les bénéficiaires

L'objet de la garantie est d'indemniser les personnes suivantes :

- le conducteur autorisé, au volant du véhicule assuré*, qui subit une atteinte corporelle non intentionnelle à l'occasion d'un accident de la circulation.

En cas de décès du conducteur :

- le conjoint,
- le concubin,
- le partenaire lié par Pacte Civil de Solidarité,
- les descendants, ascendants et collatéraux.

L'indemnité sera versée au conjoint, concubin ou partenaire lié par PACS et aux descendants. À défaut, elle sera versée aux ascendants et collatéraux. Dans le cas où la limite de garantie sera atteinte, la distribution s'effectuera « au marc le franc » entre les bénéficiaires mentionnés ci-dessus.

2. Ce que nous garantissons

Les postes de préjudice indemnisables :

1. En cas de décès
 - l'incapacité temporaire totale et le remboursement des frais médicaux engagés avant le décès du conducteur ;
 - les frais d'obsèques ;
 - Les postes de préjudice de Droit Commun des ayants droits mentionnés au paragraphe « Les Bénéficiaires ».
2. En cas de blessures
 - les dépenses de santé actuelles et futures : frais médicaux, de chirurgie et de pharmacie.
 - le déficit fonctionnel : temporaire (Incapacité Temporaire Totale ou Partielle) et permanent (Incapacité Permanente Partielle ou Atteinte permanente à l'Intégrité Physique et Psychique »).
 - les pertes de gains professionnels actuels et futurs ainsi que l'incidence professionnelle.
 - les frais d'assistance d'une tierce personne après consolidation médico-légale.
 - le préjudice esthétique et les souffrances endurées.

3. Fonctionnement de la garantie

- L'indemnisation de la victime ou des ayants-droit, calculée selon les règles du Droit commun interviendra dans la limite du montant fixé aux Dispositions Particulières. Elle vient après déduction de la créance produite par les tiers payeurs visés à l'article 29 de la Loi du 5 juillet 1985.

Le montant de l'indemnité sera versé sous forme de capital.

- Si l'Atteinte permanente à l'Intégrité Physique et Psychique est inférieure ou égale au taux de la franchise absolue mentionnée aux Dispositions Particulières, aucune indemnité ne sera versée au titre du Déficit Fonctionnel Permanent.
- Si l'Atteinte permanente à l'Intégrité Physique et Psychique est supérieure au taux de la franchise absolue mentionnée aux Dispositions Particulières, nous verserons, dans la limite du montant assuré, une indemnité calculée en fonction du taux de déficit fonctionnel que nous aurons déterminé duquel sera déduit le taux de la franchise absolue.

- Si le conducteur décède après avoir reçu une indemnité au titre des préjudices garantis en cas de blessure, le montant de celle-ci sera déduit de l'indemnité due au titre du décès.

- Si le conducteur a un droit de recours total ou partiel en application des règles de responsabilité civile du droit commun, une avance sur l'indemnité due par le tiers responsable sera effectuée et un recours subrogatoire sera exercé contre ce tiers.

4. Ce qui est exclu

Le préjudice corporel du conducteur :

- lorsque ce dernier n'a pas l'âge requis ou ne possède pas les certificats (licence de circulation, permis ou tout document) en état de validité (ni annulé, ni suspendu, ni périmé) exigés par la réglementation en vigueur pour la conduite du véhicule, sauf si le conducteur prend une leçon de conduite dans le cadre de la législation sur l'apprentissage anticipé à la conduite ou dans celui de la conduite supervisée, lorsque cette extension est prévue au contrat.
- si, au moment du sinistre, il conduisait le véhicule :
 - en état d'ivresse manifeste ou sous l'empire d'un état alcoolique tels que définis par la réglementation en vigueur ou,
 - en infraction avec la réglementation en vigueur, sous l'emprise de stupéfiants ou substances non prescrits médicalement, y compris lorsqu'il refuse de se soumettre aux vérifications des autorités compétentes.
- s'il participe en qualité de concurrent, organisateur ou de préposé de l'un d'eux à des concentrations, manifestations, épreuves, courses ou compétitions (ou à leurs essais) tels que définis par la réglementation en vigueur et nécessitant l'autorisation préalable des Pouvoirs Publics
- s'il est victime d'une crise d'épilepsie, d'une paralysie, d'une aliénation mentale ou d'un accident vasculaire cérébral ou cardiaque, s'il est déjà sous traitement médical pour ces affections.
- s'il est victime d'un accident causé par une guerre civile ou étrangère.
- qui subit les conséquences des dommages ou l'aggravation des dommages causés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau d'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.
- qui subit les conséquences des dommages causés par le véhicule lorsqu'il transporte des sources des rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que lesdites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre.
- si ce préjudice résulte de dommages causés intentionnellement par le conducteur ou à son instigation.
- s'il résulte de son suicide, de sa tentative de suicide, de l'usage par lui de stupéfiants, soit non ordonnés médicalement, soit utilisés à des doses supérieures à celles prescrites.
- en cas d'accidents causés par des tremblements de terre, des éruptions volcaniques, des inondations, des raz-de-marée, des cyclones ou autres cataclysmes.
- professionnel de la réparation, de la vente ou contrôle de l'automobile, ou préposé d'un de ces professionnels, lorsque le véhicule lui est confié en raison de ses fonctions.

2. Le contrat Protection du conducteur

En cas de non-respect du port de la ceinture de sécurité selon les exigences de la législation, l'indemnisation due au conducteur ou à ses ayants droit sera réduite de moitié.

5. Modalité d'indemnisation

1. Renseignements à transmettre et mesures à prendre

En cas d'accident corporel dont le conducteur est victime, l'Assuré ou les ayants droit en cas de décès devra :

- nous transmettre à ses frais dans les plus brefs délais, et au plus tard dans les **dix jours**, un certificat émanant du médecin qui a donné les premiers soins, avec indication des blessures et de leur évolution prévisible.
- communiquer tous les renseignements et remettre l'ensemble des pièces que la Compagnie exigera, en particulier une déclaration de sinistre mentionnant notamment les causes, circonstances et conséquences de l'accident.
- se soumettre à tous les examens ou questionnaires médicaux que la Compagnie jugera utiles pour contrôler l'état de santé ou vérifier tous les faits et circonstances, même antérieurs à la souscription de la garantie, susceptibles d'affecter le règlement du sinistre.

Toutes les obligations définies dans le présent paragraphe ont pour finalité de préserver nos droits réciproques. Si l'Assuré ne les respecte pas et que de ce fait la Compagnie subit un préjudice, celle-ci pourra lui réclamer une indemnité égale au préjudice subi.

Par ailleurs, la garantie ne sera pas acquise et la Compagnie pourra réclamer à l'Assuré, par tous moyens, le remboursement de toutes les sommes versées si l'Assuré use de moyens frauduleux ou fait des déclarations inexactes ou réticentes, intentionnellement.

2. Renseignements à transmettre et mesures à prendre

• Examen médical et contrôle

Pour l'évaluation du préjudice et chaque fois qu'elle le juge utile, la Compagnie se réserve le droit de faire examiner la victime à ses frais par le médecin de son choix. Ce dernier doit avoir libre accès auprès de la victime.

• Expertise médicale

En cas de désaccord entre l'Assuré et la Compagnie dans la fixation du montant de l'indemnité à verser sous forme de capital, le différend sera soumis à deux experts désignés l'un par l'Assuré ou ses ayants droit, l'autre par la Compagnie.

Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, les deux parties s'en adjoignent un troisième. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'Assuré et la Compagnie de nommer un expert, ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le Tribunal de Grande Instance du domicile de l'Assuré avec dispense de serment ou de toutes autres formalités.

Chaque partie prend à sa charge les frais et honoraires de son expert et, s'il y a lieu, la moitié des honoraires du troisième expert et les frais de sa nomination.

• Modalités de paiement de l'indemnité

- si après l'envoi de toutes les pièces justificatives, le montant du préjudice peut être définitivement déterminé, nous versons l'indemnité due dans un délai de trois mois après réception de toutes les pièces justificatives ;

- si le montant du préjudice ne peut être fixé, nous versons une provision d'un montant égal à la moitié du préjudice estimé par le médecin de notre Compagnie dans le même délai de trois mois ; le paiement du complément de l'indemnité versée à titre de provision sera effectué dans le mois qui suivra l'accord amiable entre l'assuré et notre Compagnie ou la décision de justice fixant le montant définitif du préjudice :

- . dans le cas où la responsabilité du tiers est inférieure ou égale à 50 % ;
- . dans le cas où le tiers est totalement responsable ou responsable à plus de 50 %, s'il ne règle pas dans un délai d'un mois à compter de l'accord amiable ou de la décision de justice.

Dans le cas particulier où l'indemnité versée à titre de provision serait supérieure au montant de l'indemnité mise à la charge du responsable, nous ne réclamerons pas la différence au conducteur ou à ses ayants droit .

3. Le contrat Assurcotisation

ASSURCOTISATIONS est un contrat groupe à adhésion obligatoire :

- souscrit par **APRIL PARTENAIRES – SERVICE GI2A** - sis 18 bis rue Jules FERRY – BP307 - 35303 FOUGERES, immatriculée à l'Orias sous le n° 07 024 083
- auprès de **ACE European Group Ltd** (ci-après dénommé l'Assureur), Le Colisée – 8, avenue de l'Arche – 92419 Courbevoie Cedex, succursale en France de la compagnie de droit anglais ACE European Group Ltd soumise à l'autorité de contrôle du Royaume Uni ;

1. Définitions

Chaque terme utilisé dans les Conditions Générales a, lorsqu'il est rédigé avec une majuscule, la signification suivante :

ACCIDENT : Toute atteinte corporelle non intentionnelle dont est victime l'Assuré et provenant de l'action soudaine et inattendue d'une cause extérieure et toutes les manifestations pathologiques qui sont la conséquence directe d'une telle atteinte corporelle.

Est également considéré comme Accident :

- Les infections causées directement par un Accident garanti, à l'exclusion de toute infection résultant de l'intervention humaine après un Accident garanti.
- Les empoisonnements et lésions corporelles dus à l'absorption non intentionnelle de substances toxiques ou corrosives.
- L'asphyxie due à l'action imprévue de gaz ou de vapeurs.
- La noyade et les maladies infectieuses qui sont la conséquence d'une chute dans l'eau ou dans un liquide infecté.
- Les gelures, coup de chaleur, insolation ainsi que l'inanition et l'épuisement par suite de naufrage, atterrissage forcé, écroulement, avalanche, et inondation.
- Les lésions corporelles résultant d'agression, d'acte de terrorisme ou d'attentat dont l'Assuré serait victime, sauf s'il est prouvé qu'il a pris une part active comme auteur ou instigateur de ces événements

ARRÊT DE TRAVAIL : On entend par Arrêt de Travail, l'impossibilité pour l'Assuré, d'exercer son activité professionnelle, du fait de sa condition physique résultant d'un Accident. Cet Arrêt de Travail doit être constaté par un médecin qui établira le certificat d'Arrêt de Travail en conséquence. Il est précisé que l'Arrêt de Travail correspond à l'impossibilité matérielle pour l'Assuré d'exercer durant plus de trente jours consécutifs son activité professionnelle du fait de son état de santé.

ASSURE : Toute personne physique, ayant souscrit un contrat d'assurance automobile auprès du Souscripteur.

BENEFICIAIRE : Le Bénéficiaire est la personne qui reçoit de l'Assureur le versement des indemnités prévues par le présent contrat.

Le Bénéficiaire principal est le Souscripteur à concurrence du montant des cotisations du contrat « automobile » qui lui sont dues par l'Assuré à la date du règlement.

Pour le surplus (cas où les indemnités du présent contrat seraient supérieures pour une raison quelconque, par exemple en cas de règlement de primes effectué par l'Assuré ou un tiers, en cas de compensation opérée par l'assureur automobile) ou en cas de Décès de l'Assuré suite à Accident, le Bénéficiaire secondaire est le partenaire lié par un pacte civil de solidarité en cours à la date du décès, à défaut les descendants de l'Assuré par parts égales entre eux, la part du prédécédé revenant à ses propres descendants, ou à ses frères et sœurs s'il n'a pas de descendant, à défaut les père et mère par parts égales entre eux ou le survivant en cas de prédécès ou, à défaut, les héritiers.

DECES ACCIDENTEL : Le décès de l'Assuré consécutif à un Accident et survenant dans les douze mois qui suivent la date de l'Accident.

DECHEANCE : La privation du droit aux sommes prévues au présent contrat par suite du non-respect de certaines obligations imposées à l'Assuré y compris au titre de son contrat d'assurance automobile.

FRANCHISE : Il s'agit du nombre de jours à l'expiration desquels les indemnités sont accordées.

HOSPITALISATION : L'admission de l'Assuré dans un établissement hospitalier public ou privé, prescrit médicalement pour un traitement médical ou chirurgical suite à une Maladie ou un Accident garantis.

MALADIE : Toute altération de la santé constatée par une autorité médicale compétente et pour laquelle un diagnostic précis peut être établi.

PERIODE D'ATTENTE : Période qui commence à courir à compter du jour de la souscription du contrat et qui ne peut donner lieu à une indemnisation.

PERTE D'EMPLOI : La Perte d'Emploi suite à un licenciement économique tel que défini à l'article L. 1233-3 du Code du Travail.

PERTE TOTALE ET IRREVERSIBLE D'AUTONOMIE (PTIA) : L'impossibilité absolue et définitive pour l'Assuré, victime d'un Accident garanti, de se livrer à une occupation ou à un travail quelconque lui procurant gain ou profit et si son état l'oblige, en outre, à recourir à l'assistance d'une tierce personne pour accomplir les actes ordinaires de la vie quotidienne (se déplacer, se laver, se vêtir, s'alimenter) Article L341-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Cet état est soumis à un médecin expert désigné par l'Assureur. Pour le présent contrat, n'est assurée que la PTIA consécutive à un Accident garanti.

SOUSCRIPTEUR : APRIL PARTENAIRES.

3. Le contrat Assurcotisation

2. Objet du contrat

En cas de survenance d'un Evénement Générateur de la Garantie, en cours de validité du présent contrat, l'Assureur verse au(x) Bénéficiaire(s) le Montant de l'Indemnisation telle que celle-ci est spécifiée à l'Article 5 des présentes Conditions Générales.

3. Date d'effet, date de cessation du contrat

Date d'effet du contrat

Sous réserve d'encaissement des cotisations, le présent contrat prend effet aux dates et heures indiquées aux conditions particulières du contrat d'assurance automobile délivrées par le Souscripteur.

Date de cessation du contrat

Le présent contrat prend fin selon les conditions à l'Article 12 des présentes Conditions Générales.

4. Evénements générateurs de la garantie

Les Evénements Générateurs de la garantie sont :

- L'Arrêt de Travail suite à Accident ou Maladie de l'Assuré,
- La Perte d'Emploi suite à licenciement économique de l'Assuré,
- L'Hospitalisation suite à Accident ou Maladie de l'Assuré,
- Le Décès suite à Accident de l'Assuré,
- La Perte Totale et Irréversible d'Autonomie suite à un Accident de l'Assuré.

5. Montant de l'indemnisation

Le Montant de l'Indemnisation est égal :

- Au montant de la cotisation à échoir au titre du contrat d'assurance « automobile » souscrit par l'Assuré par l'intermédiaire du Souscripteur
 - A compter de la date de l'Evénement Garanti ou, le cas échéant, à compter du dernier jour de la Période d'Attente et/ou à compter du dernier jour de la période de Franchise pour tous les Evénements Générateurs de la Garantie autres que le Décès suite à Accident et la Perte Totale et Irréversible d'Autonomie suite à Accident
 - Au montant de la cotisation annuelle du contrat d'assurance « automobile » en cas de Décès suite à Accident ou en cas de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie suite à Accident.
- Le règlement de cette indemnité met fin au présent contrat.

Il est précisé que la garantie de l'Assureur est due pour une période maximale de **douze (12) mois** de cotisation, pour tout Evénement Générateur de la Garantie, étant précisé que le montant maximum de l'indemnisation totale est plafonné à **mille cinq cent euros (1 500 €)** par sinistre.

6. Période d'attente

Les garanties sont acquises à l'Assuré après expiration de la Période d'Attente suivante décomptée à partir de la date d'effet du contrat :

- **Trente (30) jours** en cas d'Arrêt de Travail de l'Assuré à la suite d'une Maladie
- **Trente (30) jours** en cas de Perte d'Emploi de l'Assuré à la suite de son licenciement économique
- **Trente (30) jours** en cas d'Hospitalisation de l'Assuré à la suite d'une Maladie

7. Franchise

La garantie est acquise à l'Assuré après application de la Franchise suivante, décomptée à partir de la date de survenance d'un Evénement Générateur de la Garantie et le cas échéant, après l'application du délai de la Période d'Attente :

- **Trente (30) jours** en cas d'Arrêt de travail de l'Assuré à la suite d'un Accident ou d'une Maladie
- **Quatre-vingt-dix (90) jours** en cas de Perte d'Emploi de l'Assuré à la suite de son licenciement économique
- **Trente (30) jours** en cas d'Hospitalisation de l'Assuré à la suite d'un Accident ou d'une Maladie

8. Modalités d'application de la garantie

- **L'Evénement Générateur de la Garantie** doit survenir entre la prise d'effet du contrat et sa cessation.
- **En cas de Perte d'Emploi**, l'Assuré doit justifier de sa qualité de salarié **depuis au moins une année**, au sein de la même entreprise, dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée. L'âge limite de l'Assuré est fixé à **60 ans** à la date de la lettre de notification par l'employeur, quel que soit l'âge de l'Assuré à la date de souscription au présent contrat.

9. Limites d'âges

- La garantie **Arrêt de Travail** à la suite d'un Accident ou d'une Maladie de l'Assuré est acquise jusqu'à l'âge de son départ en retraite et au plus tard à l'expiration de l'année d'assurance au cours de laquelle il atteint l'âge de **65 ans**
- La garantie **Perte d'Emploi** à la suite à un licenciement économique est acquise à l'Assuré jusqu'à l'expiration de l'année d'assurance au cours de laquelle il atteint l'âge de **60 ans**
- La garantie **Hospitalisation** à la suite d'un Accident ou d'une Maladie de l'Assuré est acquise jusqu'à l'expiration de l'année d'assurance au cours de laquelle il atteint l'âge de **65 ans**
- Les garanties **Décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie** consécutifs à un Accident de l'Assuré sont acquises jusqu'à la date de son **70ème anniversaire**

10. Exclusions

EXCLUSIONS COMMUNES

Le contrat ne couvre pas les sinistres :

- **Causés ou provoqués intentionnellement par l'Assuré ou par le Bénéficiaire des garanties.**
- **Causés par le suicide conscient ou inconscient de l'Assuré ou par une tentative de suicide.**
- **Résultant de crise d'épilepsie, de rupture d'anévrisme, d'un infarctus du myocarde, d'une embolie cérébrale ou d'une hémorragie méningée.**
- **Résultant de trouble neuropsychique, psychologique ou psychosomatique, de toute manifestation justifiant un traitement à visée neuropsychiatrique, et en particulier, la dépression nerveuse, la neurasthénie, la névrose, la psychose, le surmenage, l'épilepsie ou l'anxiété.**
- **Provoqués par la guerre civile, la guerre étrangère, un acte de terrorisme ou de sabotage, un attentat ou un enlèvement (séquestration).**
- **Résultant d'une grève, d'une émeute, ou d'un mouvement populaire auxquels l'Assuré aurait participé.**
- **Dus à la conduite en état d'ivresse, de tout type de véhicule, lorsque le taux d'alcoolémie est égal ou supérieur à celui légalement admis dans le pays où a lieu l'Accident.**
- **Dus à l'usage, par l'Assuré, de drogues, stupéfiants ou tranquillisants non prescrits médicalement ou dus à la conduite de tout type de véhicule, lorsque l'Assuré est sous**

3. Le contrat Assurcotisation

l'emprise de ces drogues, stupéfiants ou tranquillisants prescrits médicalement alors que la notice médicale interdit la conduite de tout type de véhicule.

- Dus aux effets thermiques, mécaniques, radioactifs et autres, provenant d'une modification quelconque de la structure atomique de la matière ou de l'accélération artificielle de particules atomiques ou encore dus à la radiation provenant de radio-isotopes.
- Résultant de la navigation aérienne en qualité de personnel navigant.
- Résultant d'un accident lors d'un déplacement en tant que passager ou conducteur sur un véhicule à moteur, à 2 ou 3 roues, d'une cylindrée supérieure à 125 cm³.
- Résultant de la participation de l'Assuré à des paris de toute nature (sauf compétitions sportives), à des rixes (sauf en cas de légitime défense) ou à des crimes.
- Résultant de la pratique de sports en qualité de sportif professionnel
- Résultant de la pratique des sports aériens sous toutes leurs formes.
- Résultant de la pratique des sports suivants : plongée sous-marine avec bouteilles, alpinisme, varappe, spéléologie, sports de combat.
- Résultant de la participation de l'Assuré à des compétitions ou à des essais, même à titre d'amateur, de sports mécaniques terrestres ou nautiques.

EXCLUSIONS SPECIFIQUES A L'ARRÊT DE TRAVAIL

Le contrat ne couvre pas les Arrêts de Travail :

- Qui sont la conséquence d'une Maladie dont la première constatation médicale est antérieure à la souscription du contrat.
- Résultant d'une cure diététique, thermale, héliomarine, de sommeil ou de désintoxication ainsi que les traitements esthétiques, d'amaigrissement, de remise en forme, de changement de sexe ainsi que les traitements de rééducation qui ne sont ni fonctionnels ni moteurs.
- Résultant du congé légal de maternité, du traitement de la stérilité, de la grossesse, de l'interruption de grossesse, de l'accouchement et de leurs complications. Toutefois, en cas de grossesse pathologique, l'Assurée peut bénéficier de la garantie si elle se trouve en Arrêt de Travail prescrit médicalement. Dans ce cas, la période de franchise et le congé légal de maternité sont alors déduits de la durée de l'Arrêt de Travail.
- Résultant de l'usage de drogues ou de médicaments non prescrits médicalement ainsi que ceux liés à l'abus d'alcool.

Par ailleurs, il est précisé que cette garantie Arrêt de Travail

- N'est absolument pas accordée aux Assurés n'exerçant aucune activité professionnelle.
- Ne bénéficie plus à l'Assuré dès lors que celui-ci reprend une partie de son activité professionnelle quel que soit le temps de travail autorisé.

EXCLUSIONS SPECIFIQUES A L'HOSPITALISATION

Le contrat ne couvre pas les Hospitalisations :

- Qui sont la conséquence d'une Maladie dont la première constatation médicale est antérieure à la souscription du contrat.
- Résultant d'une cure diététique, thermale, héliomarine, de sommeil ou de désintoxication ainsi que les traitements esthétiques, d'amaigrissement, de remise en forme, de changement de sexe ainsi que les traitements de rééducation qui ne sont ni fonctionnels ni moteurs.

- Résultant du traitement de la stérilité, de la grossesse, de l'interruption de grossesse, de l'accouchement et de leurs complications. Toutefois, en cas de grossesse, l'Assurée peut bénéficier de la garantie si des causes pathologiques et des complications entraînent un séjour en établissement hospitalier. Dans ce cas, la période de franchise et le congé légal de maternité sont alors déduits de la durée de l'Hospitalisation.
- Résultant de l'usage de drogues ou de médicaments non prescrits médicalement ainsi que ceux liés à l'abus d'alcool.
- Dans les maisons de repos, de convalescence ou les établissements psychiatriques.

EXCLUSIONS SPECIFIQUES A LA PERTE D'EMPLOI

La garantie n'est pas acquise :

- En cas de départ en retraite de l'Assuré.
- En cas de démission de l'Assuré.
- En cas de licenciement de l'Assuré pour un motif autre que le licenciement économique. Il est précisé que la rupture conventionnelle de Contrat à Durée Indéterminée (CDI) ne constitue pas un licenciement économique.
- Si l'Assuré exerce une activité professionnelle en tant que travailleur non salarié.
- Si l'Assuré est âgé, au moment de la réception de la lettre de notification par l'employeur, de plus de 60 ans (à compter de 60 ans et 1 jour).

11. Etendue territoriale

En ce qui l'Arrêt de Travail et la Perte d'Emploi, les garanties ne sont acquises strictement et uniquement que si l'activité professionnelle est exercée en France Métropolitaine.

En ce qui concerne les autres Evénements Générateurs, les garanties sont acquises dans le monde entier.

12. Résiliation et cessation du contrat

Le contrat d'assurance peut être résilié par l'Assureur en cas de non-paiement de tout ou partie des primes d'assurance par le Souscripteur.

Le contrat cesse de plein droit :

- En cas de retrait de l'agrément de l'Assureur, dans les conditions des Articles L. 326-12 et R. 326-1 du Code des Assurances.
- En cas de Décès de l'Assuré ou à son 70ème anniversaire (60ème anniversaire pour la Perte d'Emploi, 65ème anniversaire pour les autres garanties).
- En cas de cessation du contrat d'assurance « automobile » souscrit par l'Assuré auprès du Souscripteur, quel qu'en soit le motif. Il est précisé que les garanties du présent contrat sont également suspendues en cas de suspension du contrat d'assurance « automobile » sauf pour un défaut de paiement des primes dudit contrat postérieur à la survenance d'un Evénement Générateur de la Garantie.

Formalités de résiliation

La résiliation par l'Assureur est notifiée par lettre recommandée à la dernière adresse connue du Souscripteur. En cas d'envoi d'une lettre recommandée, tout délai de préavis de résiliation se décompte par rapport à la date de la première présentation de la lettre recommandée à son destinataire par les services postaux.

13. Déclaration de sinistre

L'Assuré doit déclarer le sinistre au plus tard **dans les quinze jours ouvrés** qui suivent la fin de la période de la Franchise, sauf cas fortuit ou de force majeure.

3. Le contrat Assurcotisation

Le dossier de déclaration de sinistre devra être adressé à l'adresse suivante :

ACE EUROPE – Service Sinistre A&H LE COLISEE
8 Avenue de l'Arche
92419 COURBEVOIE

Le dossier de déclaration comprendra :

• **En cas d'Accident :**

- La nature, les circonstances, les dates et lieu de l'accident.
- Les noms et adresses des témoins en indiquant si un procès-verbal ou un constat a été établi par la police ou la gendarmerie, le numéro du procès-verbal.
- Le certificat médical original mentionnant la nature des blessures de l'Assuré.

• **En cas d'Arrêt de Travail :**

- Le certificat médical indiquant le motif de l'Arrêt de Travail et sa durée et décrivant les blessures et les circonstances de l'Accident ou l'origine et la nature de la Maladie (sous pli confidentiel adressé au Médecin Chef de ACE Europe).
- Les décomptes originaux de la Sécurité Sociale pour les Assurés salariés ou ceux du régime de prévoyance pour les travailleurs non-salariés

• **En cas de Perte d'Emploi :**

- La photocopie de la carte de Sécurité Sociale.
- Une attestation de l'employeur précisant la date et le motif économique de cessation des fonctions au sein de l'entreprise.
- Dès qu'elle est disponible, la preuve de la prise en charge par les Assedic.

• **En cas d'Hospitalisation :**

- Le bulletin de séjour dans l'établissement hospitalier.
 - Le compte-rendu d'hospitalisation (sous pli confidentiel adressé au Médecin Chef de ACE Europe).
 - Le certificat médical précisant le motif du séjour (sous pli confidentiel adressé au Médecin Chef de ACE Europe).
- Tout refus de l'Assuré non justifié de se conformer au contrôle du Médecin Chef de ACE Europe entraîne la Déchéance.

Délais et modalités de paiement de l'indemnité de sinistre

L'Assureur paiera au Bénéficiaire les indemnités au plus tard dans le mois suivant l'accord de prise en charge du sinistre. Les règlements concernant les sinistres ne seront effectués qu'en FRANCE et en EUROS.

14. Expertise médicale

Si il y a contestation d'ordre médical, chaque partie (Assureur et Assuré) désigne son médecin. Si ces médecins ne parviennent pas à un accord, ils s'adjoignent un troisième médecin pour les départager.

Si l'une des parties ne désigne pas son médecin ou si les médecins représentant les parties ne s'entendent pas sur le choix du troisième médecin, la désignation en est faite par le Président du Tribunal de Grande Instance du domicile de l'Assuré.

Chaque partie conserve à sa charge les honoraires et les frais de l'intervention du médecin qu'elle a désigné ; ceux de l'intervention d'un troisième médecin sont partagés par moitié entre elles.

Lorsque les conséquences du sinistre sont aggravées par l'existence d'une Maladie, d'un état physiologique ou par le refus ou la négligence de l'Assuré de se soumettre aux soins médicaux nécessités par son état, l'indemnité est fixée d'après les suites que le même sinistre aurait eues chez une personne de santé normale, n'ayant pas d'invalidité et ayant suivi un traitement médical approprié.

15. Généralités

Transaction

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction, intervenues en dehors de l'Assureur, ne sont opposables à ce dernier.

Toutefois, n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité l'aveu d'un fait matériel, ni le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir moral d'accomplir.

Conciliation

L'Assureur et tout Assuré s'engagent, en cas de différend, à ne recourir en justice qu'après avoir tenté une conciliation.

A cet effet, ils désigneront chacun un conciliateur.

En cas de désaccord entre les deux conciliateurs sur la solution du différend, ceux-ci choisissent d'un commun accord un troisième conciliateur et statuent à la majorité des voix.

Chaque partie paie les frais et honoraires du conciliateur qu'elle a désigné, et, le cas échéant, la moitié des honoraires du troisième conciliateur.

Prescription

• **Article L. 114-1 du Code des Assurances :** « Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance.

- En cas de Sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'Assuré contre l'Assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'Assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à **dix ans** dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le Bénéficiaire est une personne distincte de l'Assuré et, dans les contrats d'assurance contre les Accidents atteignant les personnes, lorsque les Bénéficiaires sont les ayants droit de l'Assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions de l'alinéa 2, les actions du Bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'Assuré ».

• **Article L. 114-2 du Code des Assurances :** « La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un Sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'Assureur à l'Assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'Assuré à l'Assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité ».

• **Causes ordinaires d'interruption de la prescription énumérées aux Articles 2240 et suivants du Code Civil.**

Il s'agit notamment de :

- La reconnaissance par le débiteur du droit du poursuivant (Article 2240).

- La citation en justice, même en référé. Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure (Article 2241).

- L'interruption résultant de la demande en justice jusqu'à l'extinction de l'instance (Article 2242) ; l'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance ou si sa demande est définitivement rejetée (Article 2243).

- Un acte d'exécution forcée (Article 2244).

3. Le contrat Assurcotisation

Subrogation

A concurrence des frais qu'il a engagés, l'Assureur est subrogé dans les termes de l'article L.121-12 du Code des Assurances dans les droits et actions du Souscripteur et des Assurés contre tout responsable du Sinistre.

Médiation

En cas de désaccord entre l'Assuré et l'Assureur sur l'exécution du présent contrat, les parties peuvent, avant toute procédure judiciaire, saisir le Médiateur des Assurances à l'adresse suivante :

**Le médiateur de La Médiation de l'Assurance
TSA 50110
75441 Paris cedex 09**

16. Information de l'Assuré

Conformément à la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la Loi 2004-801 du 6 Août 2004, le Souscripteur et l'Assuré disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux informations les concernant. Ce droit peut être exercé auprès de :

**ACE Europe
Le Colisée
8, avenue de l'Arche
92419 Courbevoie Cedex**

ACE Europe précise quels sont les différents moyens d'information dont disposent le Souscripteur et l'Assuré concernant le contrat d'assurance.

Le Souscripteur ou l'Assuré peut écrire, en précisant le numéro de contrat, à la Direction Clientèle de :

**ACE Europe
Le Colisée
8, avenue de l'Arche
92419 COURBEVOIE Cedex**

qui étudie la demande et répond dans les meilleurs délais.

Le contrat est soumis à la Loi Française et à la réglementation du Code des Assurances.

4. Le contrat Assistance

APRIL PREMIUM HAUT DE GAMME

Conditions Générales

Quel Contrat ai-je souscrit ?

Le présent Contrat APRIL PREMIUM HAUT DE GAMME est un Contrat présenté et géré par :

APRIL PARTENAIRES, société anonyme au capital de 81 683 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Rennes sous le numéro 349 844 756, Courtier d'assurance immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 024 083 (www.orias.fr), dont le siège social est situé 18 bis, rue Jules Ferry – 35300 Fougères.

Le Contrat est assuré et géré par :

INTER PARTNER Assistance-Succursale France située 6, rue André Gide – 92320 Châtillon, inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 316 139 500, numéro de TVA Intracommunautaire FR4231639500, société anonyme de droit belge au capital de 11 702 613 euros, entreprise d'assurance agréée par la Banque Nationale de Belgique (BNB) sous le numéro 0487, immatriculée au Registre des Personnes Morales de Bruxelles sous le numéro 415 591 055 dont le siège social est situé 166 Avenue Louise – 1050 Ixelles – Bruxelles Capitale - Belgique.

Le Contrat est constitué des présentes Conditions Générales, complété des Conditions Particulières. Il est rédigé en langue française et est régi par le Code des assurances français.

Parmi les garanties présentées dans les présentes Conditions Générales, seules celles choisies et mentionnées à ce titre dans les Conditions Particulières sont acquises aux Assurés.

Que dois-je faire en cas de sinistre ?

Pour obtenir les prestations d'assistance garanties l'Assuré doit contacter immédiatement INTER PARTNER Assistance, par le numéro de téléphone indiqué sur les Conditions Particulières.

Seules les prestations d'assistance avancées par l'Assuré avec l'accord préalable d'INTER PARTNER Assistance peuvent lui être remboursées dans les limites prévues au tableau de synthèse, en envoyant les justificatifs originaux et le numéro de dossier correspondant :

**INTER PARTNER Assistance
Service Gestion des Règlements
6, rue André Gide
92320 Châtillon**

Les pièces médicales doivent être adressées, sous pli confidentiel, à l'attention du Directeur médical d'INTER PARTNER Assistance.

Comment INTER PARTNER Assistance intervient pour aider l'Assuré ?

1.01 SECOURS PRIMAIRES

INTER PARTNER Assistance ne peut se substituer aux organismes locaux ou nationaux de secours d'urgence ou de recherche et ne prend pas en charge les frais relatifs à leur intervention, sauf stipulation contractuelle contraire.

1.02 ENGAGEMENTS D'INTER PARTNER ASSISTANCE

INTER PARTNER Assistance s'engage à mobiliser tous les moyens dont elle dispose pour mettre en œuvre les prestations et garanties du présent Contrat. INTER PARTNER Assistance ne peut être tenue pour responsable d'un quelconque dommage à caractère professionnel ou commercial que l'Assuré a subi à la suite d'un Événement garanti ayant nécessité l'intervention d'INTER PARTNER Assistance.

1.03 ENGAGEMENTS DE L'ASSURE

L'Assuré s'engage à se conformer aux solutions préconisées par INTER PARTNER Assistance et à fournir à INTER PARTNER Assistance tout élément permettant de justifier le bien-fondé de sa demande.

1.04 MISE A DISPOSITION DE TITRE DE TRANSPORT

Lorsqu'INTER PARTNER Assistance est amenée à organiser et prendre en charge le transport de l'Assuré, ce dernier s'engage :

- Soit à réserver le droit à INTER PARTNER Assistance d'utiliser son Titre de transport initial ;
- Soit à réserver le remboursement à INTER PARTNER Assistance que l'Assuré a obtenu auprès de l'organisateur de Voyage ou de l'émetteur du Titre de transport.

Lorsqu'INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge un rapatriement, il se fait :

- Soit en avion classe économique ou classe Affaires (option 5 et 6) ;
- Soit en train première classe ;
- Soit en taxi.

1.05 PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'HEBERGEMENT

Les frais d'hébergement pris en charge dans le cadre du présent Contrat doivent faire l'objet d'une facture émise par un établissement hôtelier. Toute autre solution de logement provisoire ne peut donner lieu à un quelconque dédommagement.

SOMMAIRE

Quel contrat ai-je souscrit ?	38
Que dois-je faire en cas de sinistre ?	38
Comment inter PARTNER assistance intervient pour aider l'assuré ?	38
1.01 Secours primaires	38
1.02 Engagements d'inter PARTNER assistance	38
1.03 Engagements de l'assuré	38
1.04 Mise a disposition de titre de transport	38
1.05 Prise en charge des frais d'hébergement	38
Article 2. Objet	42
Article 3. Etendu des garanties	42
Article 4. Lexique	42
Article 5. Où l'assuré est-il couvert ?	45
Article 6. Exclusions communes à toutes les garanties	42
Article 7. Garanties d'assistance au véhicule	46
7.01 Dépannage/remorquage	46
7.02 Panne d'un véhicule sous garantie constructeur	46
7.03 Envoi de pièces détachées a l'étranger	46
7.04 Attente pour réparations	47
7.05 Retour au domicile ou poursuite du voyage	47
7.06 Récupération du véhicule	48
7.07 Rapatriement du véhicule	48
7.08 Véhicule de remplacement	49
7.09 Frais de gardiennage a l'étranger	49
7.10 Abandon du véhicule	49
7.11 Aide a la rédaction du constat amiable	49
7.12 Radio guidage	49
7.13 Informations routières	49
7.14 Exclusions spécifiques aux garanties d'assistance aux véhicules	49
Article 8. Garanties d'assistance aux personnes	50
8.01 Rapatriement médical	50
8.02 Visite d'un proche	50
8.03 Chauffeur de remplacement	51
8.04 Retour anticipé	51
8.05 Rapatriement en cas de décès	52
8.06 Assistance psychologique	52
8.07 Exclusions spécifiques aux garanties d'assistance aux personnes	52

Article 9. Garanties d'assurance de frais médicaux à l'étranger	53
9.01 Objet de la garantie	53
9.02 Conditions et montant de la garantie	53
9.03 Exclusions spécifiques a la garantie d'assurance frais médicaux a l'étranger	54
9.04 Modalités d'application	54
9.05 Avance des frais d'hospitalisation a l'étranger	54
Article 10. Assurance frais de recherche et de secours	55
10.01 Objet de la garantie	55
10.02 Avance de frais de recherche et de secours	55
10.03 Procédure de déclaration	55
- les nom, prénom et adresse du bénéficiaire	55
- le numéro de contrat et le numéro de dossier communiqué par inter partner assistance	55
- la date, les causes et les circonstances du sinistre	55
10.04 Exclusions spécifiques a la garantie d'assurance frais de recherche et de secours	55
Article 11. Garantie d'assistance juridique	56
11.01 Avance de caution pénale	56
11.02 Frais d'avocat	56
Article 12. Vie du contrat	56
12.01 Date de souscription du contrat	56
12.02 Date d'effet et de fin des garanties et du contrat	57
12.03 Circonstances exceptionnelles	57
12.04 Faculté de renonciation	57
Article 13. Dispositions diverses	57
13.01 Compétence judiciaire	57
13.02 Sanction en cas de fausse déclaration intentionnelle ou non intentionnelle	57
13.03 Loi informatique et libertés	57
13.04 Prescriptions	58
13.05 subrogation dans les droits et actions de l'assure	59
13.06 Réclamation et médiation	59
13.07 Autorité de contrôlé	59

Article 2 - Objet

Les présentes Conditions Générales ont pour objet de définir les termes et conditions d'application par INTER PARTNER Assistance des garanties d'assistance et d'assurance accordées à toute personne ayant souscrit auprès d'APRIL PARTENAIRES, un Contrat selon l'une des options suivantes :

- OPTION n°3 « STANDARD » n°080183705 et 080183706
- OPTION n°4 « STANDING » n°080305301
- OPTION n°5 « PRESTIGE - VR PDMR » n°080305302
- OPTION n°6 « PRESTIGE – VR LUXURY » n°080305303

Article 3 - Étendue des garanties

Les garanties d'assistance aux personnes du Contrat APRIL PREMIUM HAUT DE GAMME s'appliquent aux **Déplacements privés ou professionnels d'une durée maximale de quatre-vingt-dix (90) jours consécutifs en France ou à l'Étranger.**

Les garanties d'assistance au Véhicule du Contrat APRIL PREMIUM HAUT DE GAMME s'appliquent aux **Déplacements privés ou professionnels d'une durée maximale de quatre-vingt-dix (90) jours consécutifs dans les pays non rayés de la Carte Internationale d'Assurance Automobile.**

Article 4 - Lexique

Dans les présentes Conditions Générales, les mots ou expressions commençant par une majuscule, ont la signification qui suit :

ACCIDENT MATERIEL

Dégâts subis par le Véhicule garanti provenant de l'action soudaine et imprévisible d'une cause extérieure, imprévisible et indépendante de la volonté du Bénéficiaire ; y compris l'effraction, l'incendie et le vandalisme.

ASSURE/BENEFICIAIRE

La personne physique, nommément désignée aux Conditions Particulières, ainsi que son conjoint de droit ou de fait ou toute personne qui lui est liée par un Pacs, ses descendants fiscalement à charge de moins de vingt-cinq (25) ans vivant au Domicile. Les garanties d'assistance aux personnes leurs sont acquises uniquement s'ils se déplacent avec le Véhicule garanti. La définition est étendue à toute personne physique domiciliée en France qui se déplace à bord du Véhicule garanti dans la limite du nombre de places autorisées par le constructeur, à l'exception des auto-stoppeurs.

ATTEINTE CORPORELLE

Accident corporel ou maladie dont la nature risque de porter atteinte à la vie du Bénéficiaire ou d'engendrer, à brève échéance, une aggravation majeure de son état de santé si des soins adéquats ne lui sont pas prodigués rapidement. Par accident corporel on entend toute Atteinte corporelle provenant de l'action soudaine et violente d'une cause extérieure, imprévisible et indépendante de la volonté du Bénéficiaire. Par maladie on entend toute altération soudaine et imprévisible de la santé du Bénéficiaire constatée par l'Autorité médicale.

AUTORITE MEDICALE

Toute personne titulaire d'un diplôme de médecine ou de chirurgie en état de validité dans le pays où se trouve le Bénéficiaire.

CONDITIONS GENERALES

Les présentes Conditions Générales listent les prestations et garanties dont l'Assuré bénéficie ainsi que leurs modalités de mise en œuvre. Seules les prestations et garanties selon l'option choisie dans les Conditions Particulières sont acquises à l'Assuré.

CONDITIONS PARTICULIERES

Les Conditions Particulières propres à chaque Souscripteur listent les Assurés et les informations relatives aux options souscrites.

CONTRAT

Le Contrat d'assurance est composé des présentes Conditions Générales et des Conditions Particulières.

CREVAISON

Dégonflement ou éclatement d'un pneumatique rendant impossible l'utilisation du Véhicule garanti dans des conditions normales de sécurité.

DEPLACEMENT

Désigne les déplacements à titre privé ou professionnel en France ou à l'Étranger effectués avec le Véhicule garanti. Les garanties d'assistance aux personnes du Contrat APRIL PREMIUM HAUT DE GAMME s'appliquent aux **déplacements privés ou professionnels d'une durée maximale de quatre-vingt-dix (90) jours consécutifs en France ou à l'Étranger.**

Les garanties d'assistance au Véhicule du Contrat APRIL PREMIUM HAUT DE GAMME s'appliquent **aux déplacements privés ou professionnels d'une durée maximale de quatre-vingt-dix (90) jours consécutifs dans les pays non rayés de la Carte Internationale d'Assurance Automobile.**

DOMICILE

Lieu de résidence principale et habituelle du Bénéficiaire. Il est situé en France métropolitaine.

EQUIPE MEDICALE

Structure d'assistance médicale qu'INTER PARTNER Assistance met à disposition et adapte à chaque cas particulier.

ETRANGER

Tout pays en dehors du Domicile du Bénéficiaire.

Article 4 - Lexique

FAIT GENERATEUR

Les garanties d'assistance au Véhicule s'exercent lorsque le Bénéficiaire se trouve en difficulté à la suite d'une Panne, d'un Accident matériel, d'un Incendie, d'un Vol ou d'une Tentative de vol rendant le Véhicule garanti non roulant, d'une Erreur de carburant, d'une Crevaillon ou d'une Perte, vol ou bris des clés du Véhicule.

Les garanties d'assistance aux personnes s'exercent lorsque le Bénéficiaire se trouve en difficulté à la suite d'une Atteinte corporelle ou du décès d'un Bénéficiaire.

Les garanties d'assistance juridique aux personnes s'exercent à la suite d'un accident de la circulation ou

FRANCE

France métropolitaine.

FRAIS DE SEJOUR

Frais d'hôtels (petit-déjeuner inclus) et de taxis nécessaires à la mise en oeuvre des prestations qu'INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge au titre du présent Contrat. **Toute solution de logement provisoire qu'INTER PARTNER Assistance n'aurait pas organisée ne peut donner lieu à un quelconque dédommagement.**

FRANCHISE

Part des dommages restant à la charge du Bénéficiaire.

HOSPITALISATION

Séjour imprévu, d'une durée supérieure à vingt-quatre (24) heures, dans un établissement de soins public ou privé, prescrit médicalement, pour un traitement médical ou chirurgical à la suite d'une Atteinte corporelle. Le séjour est considéré comme imprévu uniquement lorsqu'il n'a pas été programmé plus de cinq (5) jours avant le début de l'Hospitalisation.

IMMOBILISATION DU VEHICULE

Durée nécessaire à un garagiste pour réparer le Véhicule garanti à la suite d'un Evénement Garanti et qui commence au moment où le Véhicule garanti est déposé dans le garage et s'achève à la fin des travaux.

INCENDIE

Combustion avec flamme en dehors d'un foyer normal.

MEMBRE DE LA FAMILLE

Le conjoint de droit ou de fait ou toute personne qui est liée au Bénéficiaire par un Pacs, ses ascendants ou descendants ou ceux de son conjoint, ses frères et soeurs. sécurité.

PANNE

Défaillance mécanique, électrique, électronique ou hydraulique

d'un ou plusieurs organes du Véhicule garanti rendant son utilisation impossible dans des conditions normales de sécurité.

PANNE OU ERREUR DE CARBURANT

Erreur de carburant : le remplissage accidentel du réservoir avec un carburant inapproprié au type de véhicule.

Panne de carburant : réservoir vide du fait d'un manque d'approvisionnement ou d'un vol de carburant.

PERTE, VOL OU BRIS DES CLES

Clés égarées, clés volées, bris des clés dans la serrure ou le neiman du Véhicule.

PROCHE

Personne physique désignée par le Bénéficiaire ou un de ses ayants-droit. Il doit être domicilié dans le même pays que le Bénéficiaire.

SOUSCRIPTEUR

Personne physique ayant souscrit le Contrat APRIL PREMIUM HAUT DE GAMME, désignée comme tel aux Conditions Particulières et qui s'engage à régler la prime d'assurance.

TENTATIVE DE VOL

Tentative de soustraction frauduleuse du Véhicule garanti déclarée aux autorités locales compétentes. Les actes de vandalisme et d'effraction effectués sur le Véhicule garanti sont assimilés à la tentative de vol.

TITRE DE TRANSPORT

Dans le cadre des transports publics de voyageurs, désigne le document qui permet à l'Assuré de justifier du paiement du transport.

VANDALISME

Domage matériel causé sans autre mobile que la volonté de détériorer ou détruire.

VEHICULE GARANTI

Tout véhicule désigné aux Conditions particulières, soumis à l'obligation d'assurance, et immatriculé en France tel que :

- Les véhicules terrestres de tourisme, motorisé à quatre roues (PTAC inférieur ou égal à 3,5 tonnes) ;
- La caravane ou la remorque à bagages n'excédant pas 750 kg, tractée par le véhicule ;

VOL

La soustraction frauduleuse du Véhicule garanti.

Une déclaration de vol doit être faite par le Bénéficiaire auprès des autorités locales compétentes.

Article 5 - Où l'Assuré est-il couvert ?

Les garanties d'assistance aux personnes s'exercent en France et dans le monde entier sans franchise kilométrique lors de séjours d'une durée maximale de quatre-vingt-dix (90) jours consécutifs.

Les garanties d'assistance aux Véhicules s'exercent dans les pays non rayés de la Carte Internationale d'Assurance Automobile lors de séjours d'une durée d'une durée maximale de quatre-vingt-dix (90) jours consécutifs, sans franchise kilométrique.

Article 6 - Exclusions communes à toutes les garanties

Outre les exclusions précisées pour chaque garantie du présent Contrat, sont exclues et ne pourront donner lieu à l'intervention d'INTER PARTNER Assistance, ni faire l'objet d'une indemnisation à quelque titre que ce soit, toutes conséquences :

- résultant de l'usage abusif d'alcool (taux d'alcoolémie constaté supérieur au taux fixé par la réglementation en vigueur), de l'usage ou de l'absorption de médicaments, drogues ou stupéfiants non prescrits médicalement ;
- de dommages provoqués par une faute intentionnelle ou olosive de l'Assuré ;
- de la participation en tant que concurrent à un sport de compétition ou à un rallye ;
- d'une inobservation volontaire de la réglementation du pays visité ou de la pratique d'activités non autorisées par les autorités locales ;
- de la pratique, à titre professionnel, de tout sport et à titre amateur des sports aériens, de défense, de combat ;
- de la participation à des compétitions ou à des épreuves d'endurance ou de vitesse et à leurs essais préparatoires, à bord de tout engin de locomotion terrestre, nautique ou aérien ;

- du non-respect des règles de sécurité reconnues liées à la pratique de toute activité sportive de loisirs ;
- d'effets nucléaires radioactifs ;
- des dommages causés par des explosifs que l'Assuré peut détenir ;
- de la participation volontaire à des rixes sauf en cas de légitime défense, à la guerre civile ou étrangère, à des émeutes, à des grèves, à des actes de terrorisme, de pirateries, de sabotage, à des mouvements populaires ;
- d'événements climatiques tels que tempêtes et ouragans ;
- les catastrophes naturelles.

Ne donnent lieu ni à prise en charge, ni remboursement :

- les frais liés aux excédents de poids des bagages lors d'un transport par avion et les frais d'acheminement des bagages lorsqu'ils ne peuvent être transportés avec l'Assuré ;
- les frais non justifiés par des documents originaux ;
- les frais engagés par l'Assuré pour la délivrance de tout document officiel ;
- toute intervention initiée et/ou organisée à un niveau étatique ou interétatique par toute autorité ou organisme gouvernemental ou non gouvernemental.

Article 7 - Garanties d'assistance au Véhicule

Les Garanties d'assistance au Véhicule s'exercent si le Bénéficiaire se trouve en difficulté à la suite d'une Panne, d'un Accident matériel, d'une Crevaisson, d'une Panne ou d'une Erreur de carburant, d'une Perte, vol ou bris des clés du Véhicule, d'un Vol ou d'une Tentative de vol, d'un Incendie ou d'un acte de Vandalisme survenus sur le Véhicule.

7.02 Panne d'un Véhicule sous garantie constructeur

Lorsqu'une Panne survient sur un Véhicule sous garantie constructeur, INTER PARTNER Assistance transfère l'appel à la société d'assistance choisie par le constructeur pour la mise en oeuvre des garanties accordées.

7.02 Panne d'un Véhicule sous garantie constructeur

Lorsqu'une Panne survient sur un Véhicule sous garantie constructeur, INTER PARTNER Assistance transfère l'appel à la société d'assistance choisie par le constructeur pour la mise en oeuvre des garanties accordées.

7.03 Envoi de pièces détachées à l'Etranger

A l'Etranger, si les pièces nécessaires à la réparation du Véhicule ne sont pas disponibles, INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge les frais d'expédition de ces pièces, sous réserve des disponibilités locales.

INTER PARTNER Assistance procède à l'avance, dans la limite fixée au Tableau de synthèse et selon l'option choisie, sur présentation d'un dépôt de garantie ou signature d'une reconnaissance de dette, des pièces détachées et des frais de douanes. Le Bénéficiaire est tenu de rembourser les fonds avancés soit par débit immédiat de sa carte bancaire, soit dans un délai de trente (30) jours à compter de l'expédition des pièces et en tout état de cause, de rembourser INTER PARTNER Assistance dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de versement.

Les accessoires ne mettant pas en cause la sécurité du Véhicule garanti sont exclus.

7.04 Attente pour réparations

En cas d'immobilisation du Véhicule garanti supérieure à vingt-quatre (24) heures et si le Bénéficiaire souhaite attendre les réparations de son Véhicule sur place, INTER PARTNER

Assistance organise et prend en charge :

- En France, deux (2) nuits d'hôtel à concurrence du montant fixé au Tableau de synthèse par nuit et par Bénéficiaire, selon l'option choisie ;
- A l'Etranger, quatre (4) nuits d'hôtel à concurrence du montant fixé au Tableau de synthèse par nuit et par Bénéficiaire, selon l'option choisie.

En cas de Vol du Véhicule garanti en France ou à l'Etranger, et s'il n'est pas retrouvé dans la journée, INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge deux (2) nuits d'hôtel à concurrence du montant fixé au Tableau de synthèse par nuit et par Bénéficiaire, selon l'option choisie.

INTER PARTNER Assistance rembourse au Bénéficiaire les frais supplémentaires (boissons, pressing, spa...) qui peuvent lui être facturés lors de son séjour à l'hôtel, à concurrence de cinquante (50) euros par événement.

Cette garantie n'est pas cumulable avec la garantie « Retour au Domicile ou poursuite du voyage »

7.05 Retour au Domicile ou poursuite du voyage

En cas de Vol du Véhicule garanti ou lorsque la durée de son Immobilisation est supérieure à vingtquatre (24) heures en France ou soixante-douze (72) heures à l'Etranger, INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge :

- Soit le retour au Domicile des Bénéficiaires, c'est-à-dire l'organisation et la prise en charge du transport pour retourner à leur Domicile par le moyen le plus adapté à la situation : train première classe, véhicule de location de catégorie indiquée aux Conditions spéciales en France uniquement et pour une durée maximum de vingt-quatre (24) heures, taxi, avion classe économique ou classe affaires pour les options 5 et 6.
- Soit la poursuite du voyage des Bénéficiaires, dans la limite des coûts du retour à leur Domicile par le moyen le plus adapté à la situation : train première classe, véhicule de location de catégorie indiquée aux Conditions spéciales en France uniquement et pour une durée maximum de vingt-quatre (24) heures, taxi, avion classe économique, ou classe affaires pour les options 5 et 6.

Cette garantie n'est pas cumulable avec la garantie « Attente pour réparations ».

Article 7 - Garanties d'assistance au Véhicule

7.06 Récupération du Véhicule

Une fois que le Véhicule garanti est réparé, lorsque la durée d'immobilisation a été supérieure à vingtquatre (24) heures en France ou soixante-douze (72) heures à l'Etranger, ou lorsque le Véhicule garanti est retrouvé roulant à la suite d'un Vol, INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge un titre de transport aller simple en classe économique ou en classe affaires pour les options 5 et 6, en train première classe, ou en véhicule de location de catégorie équivalente pendant vingtquatre (24) heures, pour le(s) Bénéficiaires ou un Proche désigné par le Bénéficiaire afin d'aller récupérer le Véhicule garanti.

Lorsque l'immobilisation du Véhicule garanti est supérieure à deux (2) jours en France et cinq (5) jours à l'Etranger, et que la durée des réparations est supérieure à huit (8) heures, si le Bénéficiaire ne peut pas se déplacer et à sa demande expresse, INTER PARTNER Assistance organise le transport du Véhicule jusqu'à son Domicile en missionnant un chauffeur de remplacement.

Les honoraires du chauffeur de remplacement ou le coût du transport du Véhicule restent à la charge du Bénéficiaire, déduction faite du coût du titre de transport initialement prévu.

Les frais de péage, de stationnement, de carburant, de traversée de bateau ne sont pas pris en charge.

7.07 Rapatriement du Véhicule

A l'Etranger, si les réparations ne peuvent pas être effectuées dans un délai de cinq (5) jours et que la durée de main-d'oeuvre excède huit (8) heures et que le coût du transport n'excède pas la différence entre la valeur à l'Argus du Véhicule garanti prise le jour du Fait générateur et l'évaluation du coût des réparations (en cas de désaccord, c'est la valeur à dire d'expert qui fait foi), INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge le transport du Véhicule garanti non roulant jusqu'au garage habituel du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire est tenu de faire parvenir à INTER PARTNER Assistance par lettre recommandée avec avis de réception, dans les quarante-huit (48) heures à compter du Fait générateur :

- La description du Véhicule garanti précisant les dégâts et avaries ;
- L'autorisation de rapatriement signée du propriétaire du Véhicule garanti.

Le Bénéficiaire est tenu d'aviser INTER PARTNER Assistance des dommages survenus pendant le transport par lettre recommandée avec accusé de réception dans les cinq (5) jours qui suivent la date de livraison du Véhicule garanti.

7.08 Véhicule de remplacement

Si l'immobilisation du Véhicule garanti est supérieure à vingt-quatre (24) heures ou que le Véhicule volé n'est pas retrouvé dans les vingt-quatre (24) heures, INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge un véhicule de remplacement de la catégorie indiquée au Tableau de synthèse, selon l'option choisie, **pour une durée maximale et selon les Faits générateurs fixés au Tableau de synthèse.**

INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge les frais de taxi pour permettre le transfert des Bénéficiaires vers l'agence de location dans la limite de quatre-vingt (80) euros TTC.

Si les options 5 ou 6 ont été souscrites, et sous réserve des capacités de l'agence de location, INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge, du lundi au vendredi de 9h à 17 h, la livraison du véhicule de remplacement dans un rayon de 20 km de l'agence de location.

Le Bénéficiaire doit faire la demande de mise à disposition d'un Véhicule de remplacement dans les soixante-douze (72) heures qui suivent la date de l'incident.

En cas de Vol, le Bénéficiaire devra adresser à INTER PARTNER Assistance une copie du récépissé de dépôt de plainte, dans les quarante-huit (48h) heures qui suivent la date du Fait générateur.

Conditions de mise à disposition :

- La prise en charge d'INTER PARTNER Assistance inclut les assurances obligatoires et le kilométrage illimité ;
- Le véhicule de remplacement doit être rendu dans l'agence où il a été mis à disposition ;
- Le Bénéficiaire doit remplir les conditions requises par les sociétés de location de véhicules.

La durée maximale de prise en charge ne peut excéder en tout état de cause la durée du Vol ou d'immobilisation du Véhicule garanti.

INTER PARTNER Assistance demandera au Souscripteur le remboursement des sommes qui auront été facturées par l'agence de location, dont la prise en charge n'est pas prévue par le présent Contrat, telles que les journées de location supplémentaires, les frais de carburant, les Franchises ou tout autres frais.

7.09 Frais de gardiennage à l'Etranger

A l'Etranger, INTER PARTNER Assistance prend en charge les frais de gardiennage du Véhicule garanti lorsqu'il est rapatrié par INTER PARTNER Assistance, à concurrence du montant indiqué au Tableau de synthèse, selon l'option choisie.

7.10 Abandon du Véhicule

A l'Etranger, lorsque le coût du rapatriement du Véhicule garanti est supérieur à sa valeur Argus au jour du sinistre ou qu'il est déclaré épave, INTER PARTNER Assistance organise son abandon sur place après autorisation écrite du propriétaire du Véhicule garanti.

Les frais d'abandon sont pris en charge dans la limite du montant indiqué au Tableau de synthèse.

7.11 Aide à la rédaction du constat amiable

A la suite d'un Accident matériel survenu avec le Véhicule garanti, INTER PARTNER Assistance peut aider le Bénéficiaire à remplir le constat amiable.

7.12 Radio guidage

Dans le cadre d'un Déplacement en Europe, INTER PARTNER Assistance renseigne le Bénéficiaire, à sa demande, sur les différents itinéraires routiers avec le kilométrage, les frais de péages et de carburant.

Les plans détaillés de ces itinéraires et des principales villes sont transmis sur demande du Bénéficiaire par fax ou par e-mail.

7.13 Informations routières

Sur simple appel, INTER PARTNER Assistance peut communiquer des informations d'ordre général au Bénéficiaire sur les domaines suivants :

- La préparation d'itinéraires routiers, stations-services ouvertes la nuit ;
- Informations liées aux voyages ;
- Informations lors de la vente d'un véhicule sur le prix, les supports de communication, les documents nécessaires.

Les informations communiquées par INTER PARTNER Assistance au Bénéficiaire constituent des renseignements à caractère documentaire visés par l'article 66-1 de la loi modifiée du 31 décembre 1971.

La responsabilité d'INTER PARTNER Assistance ne pourra en aucun cas être engagée dans le cas d'une interprétation inexacte des informations transmises.

Article 7 - Garanties d'assistance au Véhicule

7.14 Exclusions spécifiques aux garanties d'assistance aux véhicules

Sont exclus et ne pourront donner lieu à l'intervention d'INTER PARTNER Assistance, ni faire l'objet d'une indemnisation à quelquel titre que ce soit :

- Les Pannes répétitives de même nature causées par la non-réparation du Véhicule après une première intervention d'INTER PARTNER Assistance dans le mois précédent le Fait générateur ;
- Les problèmes et pannes de climatisation ;
- Les dommages de carrosserie n'entraînant pas une Immobilisation du Véhicule, sauf stipulation contractuelle contraire ;
- Les conséquences de l'Immobilisation du Véhicule pour effectuer des opérations d'entretien ;
- Les frais de réparations des Véhicules, les pièces détachées ;
- Les objets et effets personnels laissés dans et/ou sur le Véhicule ;

- Les frais de douane et de gardiennage sauf ceux ayant fait l'objet d'un accord préalable d'INTER PARTNER Assistance ;
- Les remorques à bateau, les remorques de transport de Véhicule, les remorques de fabrication non standard et toutes autres remorques que celles destinées au transport des bagages ;
- Les caravanes ou remorques à bagages excédant 750 kg ;
- Les voitures immatriculées conduites sans permis ;
- Les véhicules destinés au transport de personnes à titre onéreux, tel que auto-école, ambulance, taxi, véhicule funéraire, véhicule de location ;
- Les véhicules destinés au transport de marchandises et animaux ;
- Les pannes des systèmes d'alarme non montés en série ;
- Les marchandises et animaux transportés, à l'exception d'animaux domestiques tels les chiens et les chats.

Article 8 - Garanties d'assistance aux personnes

Les Garanties d'assistance aux personnes des articles 8.01 à 8.07 sont acquises, en cas d'Atteinte corporelle ou de décès du Bénéficiaire survenu lors d'un Déplacement avec le Véhicule garanti.

8.01 Rapatriement médical

L'Equipe médicale d'INTER PARTNER Assistance contacte les médecins traitants sur place et prend les décisions les plus adaptées à l'état de santé du Bénéficiaire en fonction des informations recueillies et des seules exigences médicales.

Si l'Equipe médicale d'INTER PARTNER Assistance recommande le rapatriement du Bénéficiaire vers une structure médicale ou son Domicile, INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge sa réalisation en fonction de la solution préconisée par l'Equipe médicale.

Si le Bénéficiaire est hospitalisé dans une structure médicale hors du secteur hospitalier de son Domicile, INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge son transfert vers son Domicile ou vers l'hôpital le plus proche de son Domicile.

Le choix de la destination de rapatriement, du lieu d'hospitalisation, de la date, de la nécessité d'un accompagnement et des moyens utilisés pour le rapatriement relèvent exclusivement de la décision de l'Equipe médicale d'INTER PARTNER Assistance.

Tout refus de la solution proposée par l'Equipe médicale d'INTER PARTNER Assistance entraîne la déchéance des garanties d'assistance aux personnes.

8.02 Visite d'un Proche

Si le Bénéficiaire est hospitalisé et que l'Equipe médicale ne préconise pas un transport avant six (6) jours, INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge le transport aller/retour, en train première classe, en avion classe économique, ou classe affaires si les options 5 ou 6 ont été souscrites, et les Frais de séjour sur place d'un Membre de sa famille ou d'un Proche afin qu'il se rende auprès de lui.

Cette garantie n'est acquise qu'en l'absence, sur place, d'un Membre majeur de la famille du Bénéficiaire.

La prise en charge d'INTER PARTNER Assistance s'effectue jusqu'à la date de rapatriement sans pouvoir excéder trois (3) nuits consécutives à concurrence du montant par nuit et par Bénéficiaire indiqué au Tableau de synthèse.

8.03 Chauffeur de remplacement

En cas de rapatriement du Bénéficiaire, si personne sur place n'est habilitée à remplacer le Bénéficiaire pour conduire le Véhicule garanti, INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge la mise à disposition d'un chauffeur de remplacement afin de ramener le Véhicule garanti au Domicile du Bénéficiaire par l'itinéraire le plus direct.

Cette garantie est acquise si les conditions suivantes sont remplies :

- Le Bénéficiaire conduisait le Véhicule garanti pendant le Déplacement en tant que propriétaire ou utilisateur autorisé dudit Véhicule ;
- Une délégation de conduite ainsi que tous les documents administratifs du Véhicule garanti (carte grise, attestation d'assurance en cours de validité) doivent être remis au chauffeur.
- Lorsque le Véhicule a plus de cinq (5) ans, ou si son état de fonctionnement présente une ou plusieurs anomalies en infraction au code de la route local en vigueur dans le pays de survenance, le chauffeur peut être amené à faire signer une décharge au Bénéficiaire.

De plus le Véhicule garanti doit respecter les conditions cumulatives suivantes :

- Répondre aux règles du code de la route local ;
- Remplir les normes du contrôle technique obligatoire, qui doit être à jour le jour du Fait générateur.

Les frais de péage, de stationnement, de carburant, de traversée de bateau ne sont pas pris en charge.

Les frais d'hôtel et de restauration restent à la charge des passagers ramenés éventuellement avec le Véhicule garanti.

Article 8 - Garanties d'assistance aux personnes

8.04 Retour anticipé

Si la présence du Bénéficiaire à son Domicile est requise à la suite du décès ou de l'Hospitalisation de plus de cinq (5) jours en France d'un Membre de sa famille, INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge, en train première classe, avion classe économique ou classe affaires si les options 5 ou 6 ont été souscrites :

- Soit son trajet retour et celui d'un Bénéficiaire voyageant avec lui ;
- Soit son trajet aller et retour.

A compter de la date de prise d'effet des garanties, un délai de carence de trois (3) mois est appliqué uniquement en cas de Maladie.

Le voyage retour doit obligatoirement se faire dans les huit (8) jours suivant la date d'Hospitalisation ou de décès.

Cette garantie est acquise lorsque la date d'Hospitalisation ou du décès est postérieure à la date de départ du Bénéficiaire.

A défaut de présentation de justificatifs (certificat de décès ou d'hospitalisation, justificatif de lien de parenté) dans un délai de trente (30) jours à compter du Fait générateur, INTER PARTNER Assistance se réserve le droit de facturer au Bénéficiaire l'intégralité de la prestation.

Cette garantie est également accordée en cas de dommages matériels graves nécessitant impérativement la présence du Bénéficiaire pour accomplir les formalités nécessaires sur les lieux où se trouve son Domicile, son exploitation agricole ou ses locaux professionnels touchés par les dommages.

8.05 Rapatriement en cas de décès

INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge le rapatriement du corps du Bénéficiaire ou de ses cendres du lieu du décès jusqu'au lieu d'inhumation dans son pays de Domicile.

INTER PARTNER Assistance prend en charge les frais de traitement post mortem, de mise en bière et d'aménagements nécessaires au transport.

Les frais de cercueil liés au transport sont pris en charge à concurrence du montant indiqué aux Conditions spéciales selon l'option choisie.

Le choix des sociétés intervenant dans le processus du rapatriement est du ressort exclusif d'INTER PARTNER Assistance.

Les frais d'obsèques, de cérémonie, de convois locaux, d'inhumation ou d'incinération restent à la charge de la famille du défunt.

8.06 Assistance psychologique

En cas de demande d'assistance psychologique suite à une Atteinte corporelle, INTER PARTNER Assistance met le Bénéficiaire en relation avec un psychologue.

En fonction du caractère urgent de la demande, INTER PARTNER Assistance propose au Bénéficiaire un rendez-vous téléphonique avec un psychologue. INTER PARTNER Assistance organise et prend en charge deux (2) consultations.

Au-delà de ces deux consultations, le coût d'une éventuelle prolongation de l'assistance psychologique reste à la charge du Bénéficiaire.

Le coût de la communication téléphonique reste dans tous les cas à la charge du Bénéficiaire.

Conditions d'application de la garantie :

- La demande d'assistance psychologique doit être formulée dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de survenance du traumatisme.
- Les consultations prises en charge par INTER PARTNER Assistance sont accordées dans un délai de six (6) mois à compter de la date de survenance de l'Atteinte corporelle.

8.06 Exclusions spécifiques aux garanties d'assistance aux personnes

Sont exclus et ne pourront donner lieu à l'intervention d'INTER PARTNER Assistance, ni faire l'objet d'une indemnisation à quelque titre que ce soit :

- toutes interventions et/ou remboursements relatifs à des bilans médicaux, check-up, dépistages à titre préventif ;
- les affections ou lésions bénignes qui peuvent être traitées sur place et qui n'empêchent pas le Bénéficiaire de poursuivre son déplacement ;
- les convalescences ou les affections en cours de traitement et non encore consolidées et/ou nécessitant des soins ultérieurs programmés à la date du Fait générateur ;
- les maladies ou blessures préexistantes, diagnostiquées et/ou traitées et ayant fait l'objet d'une consultation médicale ou d'une Hospitalisation dans les six (6) mois avant la date de demande d'assistance ;
- les suites éventuelles (contrôle, compléments de traitements, récurrences) d'une affection ayant donné lieu à un rapatriement ;
- les suites de la grossesse : accouchement, césarienne, soins au nouveau-né ;
- les interruptions volontaires de grossesse ;
- la chirurgie esthétique ;
- les tentatives de suicide et leurs conséquences ;
- les voyages entrepris dans un but de diagnostic et/ou de traitement ;
- les conséquences du défaut, de l'impossibilité ou des suites de vaccination ou de traitement nécessité ou imposé par un déplacement ou un voyage ;
- les transports répétitifs nécessités par l'état de santé du Bénéficiaire.

Article 9 - Garantie d'assurance de frais médicaux à l'Etranger

9.01 Objet de la garantie

Le Bénéficiaire est garanti pour le remboursement de ses frais médicaux et d'Hospitalisation consécutifs à une Atteinte corporelle survenue et constatée à l'Etranger pendant la durée de validité des garanties, et restant à sa charge après intervention de la caisse d'assurance maladie, de sa mutuelle et/ou de tout autre organisme de prévoyance individuelle ou collective dont il bénéficie.

Dans le cas où ces organismes payeurs ne prendraient pas en charge les frais médicaux engagés, INTER PARTNER Assistance

rembourse au Bénéficiaire ces frais dans la limite du plafond garanti à condition qu'il communique :

- Les factures originales des frais médicaux et chirurgicaux ;
- L'attestation de refus de prise en charge émise par l'organisme payeur.

Frais ouvrant droit à la prestation : les frais de visite, de consultation, de pharmacie, de soins infirmiers, d'Hospitalisation médicale et chirurgicale y compris les honoraires médicaux et chirurgicaux, d'une manière générale, tout acte médical ou chirurgical lié à sa pathologie.

Article 9 - Garantie d'assurance de frais médicaux à l'Etranger

9.02 Conditions et montant de la garantie

Cette garantie est acquise exclusivement aux conditions suivantes :

- La garantie est acquise uniquement lorsque le Bénéficiaire est affilié à une caisse d'assurance maladie et/ou à tout autre régime de prévoyance individuelle ou collective le garantissant pour le remboursement des frais médicaux et d'Hospitalisation ;
- La garantie ne s'applique qu'aux frais prescrits par une Autorité médicale et engagés à l'Etranger pendant la période de validité des garanties ;
- La garantie ne s'applique qu'aux frais ayant fait l'objet d'un accord d'INTER PARTNER Assistance matérialisé par la communication d'un numéro de dossier à l'attention du Bénéficiaire ou de toute personne agissant en son nom, dès lors que le bien-fondé de sa demande est constaté ;
- En cas d'Hospitalisation, sauf en cas de force majeure, INTER PARTNER Assistance doit être avisée de l'Hospitalisation du Bénéficiaire dans les vingt-quatre (24) heures qui suivent la date mentionnée au certificat d'Hospitalisation ;
- Le Bénéficiaire doit accepter tout changement de centre hospitalier préconisé par INTER PARTNER Assistance ;
- Dans tous les cas, le médecin que missionnera INTER PARTNER Assistance doit pouvoir rendre visite au Bénéficiaire et avoir libre accès à son dossier médical, dans le respect le plus stricte des règles déontologiques ;
- La garantie cesse automatiquement à la date où INTER PARTNER Assistance procède au rapatriement du Bénéficiaire.

La prise en charge d'INTER PARTNER Assistance par Bénéficiaire et par voyage se fait à concurrence du montant indiqué au Tableau de synthèse.

9.03 Exclusions spécifiques à la garantie d'assurance frais médicaux à l'Etranger

Les exclusions communes à toutes les garanties du présent Contrat et les exclusions spécifiques à l'assistance aux personnes sont applicables. En outre ne pourront donner lieu ni à avance, ni à remboursement, ni à prise en charge, les frais :

- engagés dans le pays de Domicile ;
- de vaccination ;
- de prothèse, d'appareillage, de lunettes et de verres de contact ;
- de traitements et d'interventions chirurgicales de caractère esthétique non consécutifs à un accident ;
- de cures, séjours en maison de repos et de rééducation.

9.04 Modalités d'application

Le Bénéficiaire doit adresser, sous pli confidentiel à l'attention du Directeur Médical d'INTER PARTNER Assistance les informations et les pièces suivantes :

- la nature, les circonstances, la date et le lieu de survenance de l'Atteinte corporelle ayant nécessité le règlement de frais médicaux sur place ;
- une copie des ordonnances délivrées ;
- une copie des factures de toutes les dépenses médicales engagées ;
- les bordereaux et/ou décomptes originaux de remboursement de tout organisme payeur concerné ;
- en cas d'accident, les nom et adresse de l'auteur responsable et, si possible des témoins en indiquant si un procès-verbal ou un constat a été établi par l'autorité locale compétente ;
- le certificat médical initial précisant la nature de l'accident ou de la maladie et tout autre certificat qu'INTER PARTNER Assistance pourrait lui demander ;
- d'une manière générale, toutes pièces de nature à permettre une exacte appréciation des frais réels restant à sa charge.

À défaut de fournir toutes ces pièces, INTER PARTNER Assistance ne pourra procéder au remboursement.

9.05 Avance des frais d'Hospitalisation à l'Etranger

En cas d'Hospitalisation, et si le Bénéficiaire ou l'un de ses ayants-droit en fait la demande, INTER PARTNER Assistance peut avancer les frais d'Hospitalisation pour son compte dans la limite des montants indiqués à l'article « 9.02 Conditions et montant de la garantie » contre remise d'une « déclaration de frais d'hospitalisation » l'engageant sur les démarches à suivre.

Afin de préserver les droits ultérieurs d'INTER PARTNER Assistance, cette dernière se réserve le droit de demander au Bénéficiaire ou à l'un de ses ayants-droit soit une empreinte de carte bancaire, soit un chèque de caution.

Le Bénéficiaire s'engage à effectuer les démarches de recours auprès des organismes de prévoyance dans les quinze (15) jours à compter de la réception des factures de frais médicaux. Sans réponse de sa part dans un délai de trois (3) mois, INTER PARTNER Assistance sera en droit d'exiger le remboursement des sommes avancées majorées, en outre, des intérêts légaux.

Si le Bénéficiaire dépend du régime de la Sécurité Sociale, INTER PARTNER Assistance lui conseille de se munir de la Carte Européenne d'Assurance Maladie ou du formulaire E101 disponibles aux centres de Sécurité Sociale, pour pouvoir bénéficier des prestations de la Sécurité Sociale lors d'un voyage au sein de l'Union Européenne.

Article 10 - Assurance frais de recherche et de secours

10.01 Objet de la garantie

Cette garantie a pour objet le remboursement des frais de recherche et de secours engagés pour localiser le Bénéficiaire et l'évacuer au centre d'accueil le plus proche, par des sociétés dûment agréées, habilitées et dotées de moyens nécessaires.

10.02 Avance de frais de recherche et de secours

Cette garantie a pour objet le remboursement des frais de recherche et de secours engagés pour localiser le Bénéficiaire et l'évacuer au centre d'accueil le plus proche, par des sociétés dûment agréées, habilitées et dotées de moyens nécessaires.

10.03 Procédure de déclaration

La déclaration doit comporter les informations suivantes :

- les nom, prénom et adresse du Bénéficiaire ;

- le numéro de Contrat et le numéro de dossier communiqué par INTER PARTNER Assistance ;
- la date, les causes et les circonstances du sinistre ;

A défaut de fournir toutes ces pièces, INTER PARTNER Assistance ne pourra pas procéder au remboursement.

INTER PARTNER Assistance adressera à l'attention du Bénéficiaire ou à celle de ses ayants-droit le dossier d'indemnisation à constituer.

Celui-ci devra être retourné à INTER PARTNER Assistance en joignant la copie du Contrat ainsi que les factures originales acquittées des frais de recherche et de secours.

Article 10 - Assurance frais de recherche et de secours

10.04 Exclusions spécifiques à la garantie d'assurance frais de recherche et de secours

Les exclusions communes à toutes les garanties et les exclusions spécifiques à l'assistance aux personnes sont applicables.

En outre ne pourront donner lieu ni à avance, ni à remboursement, ni à prise en charge :

- les frais de recherche et de secours résultant de l'inobservation des règles de prudence édictées par les exploitants du site et / ou des dispositions réglementaires régissant l'activité pratiquée par le Bénéficiaire ;
- les frais de recherche et de secours engendrés par la pratique d'un sport professionnel ou une compétition.

Article 11 - Garantie d'assistance juridique

Si le Bénéficiaire fait l'objet de poursuites judiciaires à la suite d'un accident de la circulation survenu à bord du Véhicule garanti ou d'une infraction involontaire aux lois et règlements en vigueur hors de son pays de Domicile et intervenu au cours de la vie privée, c'est-à-dire pour des faits sans relation avec l'exercice d'une activité professionnelle, INTER PARTNER Assistance s'engage à mettre en oeuvre les prestations ci-après à son profit.

N'est pas garanti le montant des condamnations et de leurs conséquences.

11.01 Avance de caution pénale

INTER PARTNER Assistance procède à l'avance, sur présentation d'un dépôt de garantie ou signature d'une reconnaissance de dette, de l'éventuelle caution pénale qui serait exigée par les autorités judiciaires locales pour la libération du Bénéficiaire ou pour lui permettre d'éviter une incarcération, ceci à concurrence du montant maximum par événement indiqué au Tableau de synthèse.

Cette avance sera remise directement à l'autorité judiciaire locale ou à tout organisme ou personne désignée par elle.

Le Bénéficiaire est tenu :

- De désigner directement INTER PARTNER Assistance comme destinataire des fonds en cas de remboursement

de la caution décidée par l'autorité judiciaire et, en cas de remboursement qui lui est directement adressé, de restituer immédiatement à INTER PARTNER Assistance le montant remboursé ;

- De rembourser les fonds avancés dans les quinze (15) jours de la décision judiciaire devenue exécutoire en cas de condamnation ;
- En tout état de cause, de rembourser INTER PARTNER Assistance dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de versement.

11.02 Frais d'avocat

INTER PARTNER Assistance prend en charge les frais d'avocat à l'Etranger à concurrence du montant maximum par événement indiqué au Tableau de synthèse.

Article 12 - Vie du Contrat

12.01 Date de souscription du Contrat

La date de souscription du Contrat correspond à la date de conclusion du Contrat c'est-à-dire :

- En cas de souscription à distance :
 - A la date de réception des Conditions Générales ;
 - o Si l'Assuré en fait expressément la demande par téléphone, à la date choisie par celui-ci.
- En cas de souscription physique : à la date de signature du Contrat.

12.02 Date d'effet et de fin des garanties et du Contrat

Les prestations d'assistance et garanties d'assurance du Contrat prennent effet à la date de Souscription du Contrat.

Elles cessent si le Contrat est résilié.

12.03 Circonstances exceptionnelles

INTER PARTNER Assistance s'engage à mobiliser tous les moyens d'action dont elle dispose pour effectuer l'ensemble des garanties prévues au Contrat.

Cependant, il est entendu d'un commun accord entre les parties, que l'engagement d'INTER PARTNER Assistance repose sur une obligation de moyens et non de résultat, compte tenu du contexte dans lequel INTER PARTNER Assistance pourrait être amenée à effectuer les prestations.

A ce titre, INTER PARTNER Assistance ne pourra être tenue pour responsable de la nonexécution ou des retards provoqués par la guerre civile ou étrangère déclarée ou non, la mobilisation générale, la réquisition des hommes et du matériel par les autorités, tout acte de sabotage ou de terrorisme, tout conflit social tel que grève, émeute, mouvement populaire, la restriction à la libre circulation des biens et des personnes quelle que soit l'autorité compétente qui l'impose, les cataclysmes naturels, les effets de la radioactivité, les épidémies, tout risque infectieux ou chimique, tous les cas de force majeure rendant impossible l'exécution du Contrat.

12.04 Faculté de renonciation

En cas de vente à distance, le Souscripteur peut renoncer à son Contrat dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la date de conclusion du Contrat.

Article 13 - Dispositions diverses

13.01 Compétence judiciaire

Tout litige né de l'exécution, de l'inexécution ou de l'interprétation du Contrat sera de la compétence des juridictions françaises.

13.02 Sanction en cas de fausse déclaration intentionnelle ou non intentionnelle

Toute réticence ou fausse déclaration portant sur les éléments constitutifs du risque connus de l'Assuré l'expose aux sanctions prévues par le Code des assurances, c'est-à-dire : réduction d'indemnité ou nullité du Contrat (Articles L113-8 et L113-9 du Code des assurances).

Toute réticence ou fausse déclaration portant sur les éléments constitutifs du sinistre connus de l'Assuré l'expose en cas de mauvaise foi à la sanction suivante : la nullité du Contrat, les primes payées demeurant alors acquises à INTER PARTNER Assistance.

13.03 Loi informatique et libertés

Dans le cadre du contrôle de la qualité des services rendus, les conversations téléphoniques avec les services d'INTER PARTNER Assistance pourront être enregistrées.

Conformément aux articles 32 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'Assuré est informé que les données à caractère personnel qui seront recueillies lors de son appel et dans les documents transmis sont indispensables à la mise en oeuvre des prestations d'assistance du Contrat.

Ces données sont destinées à l'usage interne d'INTER PARTNER Assistance, ainsi qu'aux personnes amenées à intervenir pour la passation, la gestion et l'exécution du Contrat, dans la limite de leurs attributions respectives.

Certains des destinataires de ces données sont situés en dehors de l'Union Européenne, et en particulier les destinataires suivants : AXA Business Services situé en Inde et AXA Assistance Maroc Services situé au Maroc. Une information précise sur les données transférées ainsi que sur les destinataires sera fournie sur simple demande de l'Assuré à l'adresse mentionnée ci-dessous pour le droit d'accès.

INTER PARTNER Assistance est soumis aux obligations légales issues principalement du Code Monétaire et Financier en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme et l'application des sanctions financières et, à ce titre, INTER PARTNER Assistance met en oeuvre un traitement de surveillance des contrats pouvant aboutir à la rédaction d'une déclaration de soupçon conformément à l'autorisation unique donnée par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) le 16 Juin 2011. Conformément aux dispositions de l'article L561-45 du Code Monétaire et Financier, l'Assuré peut exercer son droit d'accès auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés - 8 rue Vivienne - CS 30223 - 75083 Paris cedex 02. Toutefois, si la demande concerne le traitement mis en oeuvre aux fins d'identifier les personnes faisant l'objet d'une mesure de gel des avoirs ou d'une sanction financière, conformément à la Loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, l'Assuré peut exercer son droit d'accès en adressant un courrier accompagné d'une copie de sa pièce d'identité au Service Juridique d'INTER PARTNER Assistance - 6, rue André Gide - 92320 Châtillon.

L'Assuré est informé que les données personnelles le concernant pourront également être utilisées dans le cadre d'un traitement

de lutte contre la fraude que la CNIL a autorisé INTER PARTNER Assistance à mettre en oeuvre conformément à l'autorisation unique en date du 17 Juillet 2014 ; ce traitement pouvant conduire, le cas échéant, à une inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude.

Les données recueillies peuvent être communiquées aux autres sociétés du Groupe AXA y compris pour une utilisation à des fins de prospection commerciale. Si l'Assuré ne souhaite pas que ses données soient transmises aux sociétés du Groupe AXA pour une utilisation à des fins de prospection commerciale, il peut s'y opposer en écrivant à : Service Juridique d'INTER PARTNER Assistance - 6, rue André Gide - 92320 Châtillon.

L'Assuré dispose d'un droit d'accès et de rectification des données le concernant, en adressant un courrier, accompagné d'une copie de sa pièce d'identité, au Service Juridique d'INTER PARTNER Assistance - 6, rue André Gide - 92320 Châtillon.

13.04 Prescription

Conformément aux articles L114-1 et L114-2 du Code des assurances, toutes actions dérivant du présent contrat sont prescrites par deux (2) ans à compter de l'événement qui leur donne naissance. La prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription, par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre ou par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'attention du Bénéficiaire en ce qui concerne l'action en paiement de la prime ou à INTER PARTNER Assistance en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

13.05 Subrogation dans les droits et actions de l'Assuré

INTER PARTNER Assistance est subrogée dans les droits et actions de l'Assuré contre tout tiers responsable de l'événement ayant déclenché son intervention et/ou son indemnisation, à concurrence des frais engagés et/ou des indemnités réglées en exécution du Contrat.

13.06 Réclamation et médiation

Si l'Assuré est mécontent du traitement de sa demande, il doit adresser sa réclamation écrite à l'adresse : INTER PARTNER Assistance - 6, rue André Gide - 92320 Châtillon. Le service réclamation apportera une réponse au Bénéficiaire dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la réclamation.

Si un désaccord subsiste, il peut faire appel au médiateur, personnalité indépendante :

**Le Médiateur de la FFSA
BP 290
75425 Paris Cedex 09**

Ce recours est gratuit. Le Médiateur rendra un avis dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception du dossier complet. Son avis ne s'impose pas et laissera toute liberté à l'Assuré pour saisir éventuellement le Tribunal français compétent.

La charte de la médiation est consultable sur le site internet de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances à l'adresse suivante : http://www.ffsa.fr/sites/upload/docs/application/pdf/2013-06/chartemediation_2010-03-02_17-06-0_313.pdf

13.07 Autorité de contrôle

INTER PARTNER Assistance, en qualité d'entreprise d'assurance de droit belge, est soumise au contrôle prudentiel de la Banque Nationale de Belgique sise Boulevard de Berlaimont 14 - 1000 Bruxelles - Belgique - www.nbb.be.

TABLEAU DE SYNTHÈSE

Tous les montants figurant dans le Tableau de synthèse ci-dessous sont exprimés en euros et toutes taxes comprises.

GARANTIE	OPTION 3 « STANDARD » 080183706	OPTION 4 « STANDING » n°080305301	OPTION 5 « PRESTIGE – VR PDMR » n°080305302	OPTION 6 «PRESTIGE – VR LUXERY» n°080305303
Dépannage/remorquage En cas de Panne, Accident, Vol, Tentative de vol et Incendie	300 € Sans Franchise km	300 € Sans Franchise km	300 € Sans Franchise km	300 € Sans Franchise km
Dépannage/remorquage En cas d'Erreur de carburant, de Crevaison et de Perte des clés	160 € Par Fait générateur	230 € Par Fait générateur	230 € Par Fait générateur	230 € Par Fait générateur
Panne d'un Véhicule sous garantie constructeur	Oui	Oui	Oui	Oui
Engagement « Premium »	Non concerné	Nous nous engageons à vous dépanner en moins d'1h30 après votre appel où que vous soyez en France métropolitaine, sinon nous vous versons 50€	Nous nous engageons à vous dépanner en moins d'1h30 après votre appel où que vous soyez en France métropolitaine, sinon nous vous versons 50€	Nous nous engageons à vous dépanner en moins d'1h30 après votre appel où que vous soyez en France métropolitaine, sinon nous vous versons 50€
Envoi de pièces détachées Avance prix de la pièce (plafond)	4 000 €	5 000 €	10 000 €	10 000 €
Attente pour réparations Option 3 : Si attente pour réparation supérieure à 2h Option 4, 5 et 6 : Si Immobilisation du Véhicule supérieure à 24h en France ou à l'Etranger	<ul style="list-style-type: none"> France : 2 nuits d'hôtels, 80 € par nuit et par Bénéficiaire. Etranger : 4 nuits d'hôtel, 80 € par nuit et par Bénéficiaire. 	<ul style="list-style-type: none"> France : 2 nuits d'hôtels, 100 € par nuit et par Bénéficiaire. Etranger : 4 nuits d'hôtel, 100 € par nuit et par Bénéficiaire. 	<ul style="list-style-type: none"> France : 2 nuits d'hôtel, 160 € par nuit et par Bénéficiaire. Etranger : 4 nuits d'hôtel, 160 € par nuit et par Bénéficiaire. + forfait de 50€ par dossier pour un service de l'hôtel (spa, apéritif, ...) 	<ul style="list-style-type: none"> France : 2 nuits d'hôtel, 160 € par nuit et par Bénéficiaire. Etranger : 4 nuits d'hôtel, 160 € par nuit et par Bénéficiaire. + forfait de 50€ par dossier pour un service de l'hôtel (spa, apéritif, ...)
Attente pour réparations En cas de Vol du Véhicule, en France ou à l'Etranger, s'il n'est pas retrouvé dans la journée	2 nuits d'hôtel 80 € par nuit et par Bénéficiaire	2 nuits d'hôtel 100 € par nuit et par Bénéficiaire	2 nuits d'hôtel, 160 € par nuit et par Bénéficiaire + forfait de 50€ par dossier pour un service de l'hôtel (spa, apéritif, ...)	2 nuits d'hôtel, 160 € par nuit et par Bénéficiaire + forfait de 50€ par dossier pour un service de l'hôtel (spa, apéritif, ...)
Retour au Domicile ou poursuite de voyage Option 3 : Retour au domicile si Immobilisation supérieure 2 jours en France, et réparation supérieure à 8 heures ou véhicule volé et retrouvé Option 4,5 et 6 : Si Vol ou Immobilisation du Véhicule supérieure à 24h en France et supérieure à 72h à l'Etranger.	Soit : <ul style="list-style-type: none"> Avion classe économique Train 1^{ère} classe VHL de location en France de catégorie B 	Soit : <ul style="list-style-type: none"> Avion classe économique Train 1^{ère} classe VHL de location en France de catégorie Equivalente (max SDMR) 	Soit : <ul style="list-style-type: none"> Avion classe Affaires Train 1^{ère} classe VHL de location en France de catégorie équivalente (max PDMR) 	Soit : <ul style="list-style-type: none"> Avion classe Affaires Train 1^{ère} classe VHL de location en France de catégorie Luxury

GARANTIE	OPTION 3 « STANDARD » 080183706	OPTION 4 « STANDING » n°080305301	OPTION 5 « PRESTIGE – VR PDMR » n°080305302	OPTION 6 «PRESTIGE – VR LUXERY» n°080305303
Récupération du véhicule Option 3 : Si Immobilisation supérieure à 2 jours en France Option 4,5 et 6 : Si Immobilisation du Véhicule supérieure à 24h en France et supérieure à 72h à l'Etranger Si Immobilisation du Véhicule supérieure à 2 jours en France et supérieure à 5 jours à l'Etranger, et si la durée des réparations est supérieure à 8h	Soit : • Train 1 ^{ère} classe • Avion classe économique • Véhicule de location de catégorie B pendant 24h En organisation : envoi d'un chauffeur de remplacement	Soit : • Train 1 ^{ère} classe • Avion classe économique • Véhicule de location de catégorie équivalente (max SDMR) pendant 24 h En organisation : envoi d'un chauffeur de remplacement	Soit : • Train 1 ^{ère} classe • Avion classe affaires • Véhicule de location de catégorie équivalente (max PDMR) pendant 24 h En organisation : envoi d'un chauffeur de remplacement	Soit : • Train 1 ^{ère} classe • Avion classe affaires • Véhicule de location de catégorie équivalente (Luxery) pendant 24 h En organisation : envoi d'un chauffeur de remplacement
Rapatriement de Véhicule Si Immobilisation du Véhicule à l'Etranger supérieure à 5 jours et si la durée des réparations est supérieure à 8h	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
Véhicule de remplacement Si Immobilisation du Véhicule supérieure à 24h	Catégorie C : • 7 jours en cas de Panne ou d'Erreur de carburant • 15 jours en cas d'accident, incendie, tentative de vol • 40 jours en cas de vol	Catégorie équivalente (max SDMR*) : • 7 jours en cas de Panne ou d'Erreur de carburant • 15 jours en cas d'Accident, Incendie, Tentative de vol • 40 jours en cas de vol	Catégorie équivalente (max PDMR*) : • 7 jours en cas de Panne ou d'Erreur de carburant • 15 jours en cas d'Accident, Incendie, Tentative de vol • 40 jours en cas de vol	Catégorie Luxery : • 7 jours en cas de Panne ou d'Erreur de carburant • 15 jours en cas d'Accident, Incendie, Tentative de vol • 40 jours en cas de vol
Livraison du véhicule de remplacement	Non concerné	Frais réels	Frais réels	Frais réels
Frais de liaison	80 € Par Fait générateur	80 € Par Fait générateur	80 € Par Fait générateur	80 € Par Fait générateur
Frais de gardiennage	300 € Par Fait générateur	300 € Par Fait générateur	300 € Par Fait générateur	300 € Par Fait générateur
Abandon du véhicule	500 € Par Fait générateur	500 € Par Fait générateur	500 € Par Fait générateur	500 € Par Fait générateur
Aide à la rédaction du constat amiable	Garanti	Garanti	Garanti	Garanti
Informations routières	Garanti	Garanti	Garanti	Garanti
Radio guidage	Garanti	Garanti	Garanti	Garanti

GARANTIE	OPTION 3 « STANDARD » 080183706	OPTION 4 « STANDING » n°080305301	OPTION 5 « PRESTIGE – VR PDMR » n°080305302	OPTION 6 «PRESTIGE – VR LUXERY» n°080305303
Rapatriement médical	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
Visite d'un proche Si Hospitalisation supérieure à 6 jours	1 titre de transport aller-retour, soit : • En train 1 ^{ère} classe • En avion classe économique 3 nuits d'hôtel, 80€ nuit	1 titre de transport aller-retour, soit : • en train 1 ^{ère} classe • en avion classe économique 10 nuits d'hôtel, 100 € par nuit	1 titre de transport aller-retour, soit : • en train 1 ^{ère} classe • en avion classe Affaires 10 nuits d'hôtel, 160 € par nuit	1 titre de transport aller-retour, soit : • en train 1 ^{ère} classe • en avion classe Affaires 10 nuits d'hôtel, 160 € par nuit
Chauffeur de remplacement	Frais réels	Frais réels	Frais réels	Frais réels
Livraison du véhicule de remplacement	Non concerné	Frais réels	Frais réels	Frais réels
Retour anticipé Si l'Hospitalisation est supérieure à 5 jours, ou en cas de décès ou en cas de dommages matériels au domicile	Prise en charge du titre de transport aller simple, soit : • en Avion classe économique • ou en train 1 ^{ère} classe	Prise en charge du titre de transport aller simple, soit : • en Avion classe Affaires • ou en train 1 ^{ère} classe	Prise en charge du titre de transport aller simple, soit : • en Avion classe Affaires • ou en train 1 ^{ère} classe	Prise en charge du titre de transport aller simple, soit : • en Avion classe Affaires • ou en train 1 ^{ère} classe
Rapatriement en cas de décès	Frais réels Cercueil limité à 2 300 €	Frais réels Cercueil limité à 2 300 €	Frais réels Cercueil limité à 2 300 €	Frais réels Cercueil limité à 2 300 €
Assistance psychologique En cas d'Atteinte corporelle	Prise en charge de 2 consultations téléphoniques	Prise en charge de 2 consultations téléphoniques	Prise en charge de 2 consultations téléphoniques	Prise en charge de 2 consultations téléphoniques
Assurance Frais de recherche et de secours	2000 € Par Bénéficiaire	2000 € Par Bénéficiaire	2000 € Par Bénéficiaire	2000 € Par Bénéficiaire
Assurance «frais médicaux à l'Étranger»	Prise en charge plafond de 8000 € par Bénéficiaire et par Fait générateur sauf pour USA, CANADA et JAPON ou le plafond est de 80 000 € par Bénéficiaire et par Fait générateur Dentaire 153 € Par Bénéficiaire et par Fait générateur Franchise 46 € Par Bénéficiaire	Prise en charge plafond de 8000 € par Bénéficiaire et par Fait générateur sauf pour USA, CANADA et JAPON ou le plafond est de 80 000 € par Bénéficiaire et par Fait générateur Dentaire 153 € Par Bénéficiaire et par Fait générateur Franchise 46 € Par Bénéficiaire	Prise en charge plafond de 8000 € par Bénéficiaire et par Fait générateur sauf pour USA, CANADA et JAPON ou le plafond est de 80 000 € par Bénéficiaire et par Fait générateur Dentaire 153 € Par Bénéficiaire et par Fait générateur Franchise 46 € Par Bénéficiaire	Prise en charge plafond de 8000 € par Bénéficiaire et par Fait générateur sauf pour USA, CANADA et JAPON ou le plafond est de 80 000 € par Bénéficiaire et par Fait générateur Dentaire 153 € Par Bénéficiaire et par Fait générateur Franchise 46 € Par Bénéficiaire
Avance de caution pénale	15 000 € Par Bénéficiaire	15 000 € Par Bénéficiaire	15 000 € Par Bénéficiaire	15 000 € Par Bénéficiaire
Frais d'avocat	3 000 € Par Bénéficiaire	3 000 € Par Bénéficiaire	3 000 € Par Bénéficiaire	3 000 € Par Bénéficiaire

* codification des Véhicules de location selon le code ACRISS

april | partenaires

Siège social : 15 rue Jules Ferry - BP 60307
35303 Fougères - www.april.fr

SASU au capital de 81 683€ - RCS Rennes 349 844 746 - Intermédiaire
en assurance immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 024 083 (www.orientas.fr).
Société soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel
et de Résolution - 61 rue Tailbout - 75346 Paris cedex 9.



L'assurance en plus facile.